



FÉDÉCHOSSES

POUR LE FÉDÉRALISME

48° ANNÉE – N°184 – MARS 2020

Revue trimestrielle de
débat et de culture
fédéraliste

Créée en 1973, *Fédéchoses* est la seule revue sur le fédéralisme militant publiée en langue française.

Fédéchoses, a été dans les premières années après sa fondation en 1973, un bulletin d'information avec l'objectif de mener à l'unification des divers groupes de jeunes fédéralistes de l'hexagone dans la Jeunesse européenne fédéraliste (JEF France, [re]fondée au Congrès de Lyon de 1974). Il s'est transformé peu après en une revue de réflexion et de dialogue entre militants fédéralistes, intéressés par le fédéralisme, plus spécifiquement institutionnel (interne, européen et mondial). Depuis nous n'avons jamais changé de ligne éditoriale.

Ce numéro contient notamment des textes de **Michel Dévoluy**, économiste, de **Marie Peltier**, auteure de *L'ère du complotisme : La maladie d'une société fracturée*, de **Théo Boucart**, co-rédacteur en chef du *Taurillon*, de **Giampiero Bordino**, professeur et politologue et de **Domènec Ruiz Devesa**, député européen, ainsi qu'un essai de **Francesco Rossolillo** (1937-2004) sur le racisme, publié initialement dans la revue *Il Federalista* de Pavie.

Dans ce numéro :



Sommet du G20 à Osaka, 2020

Crise de la démocratie, nationalisme et populisme

Le nationalisme et le populisme prennent de plus en plus de place au niveau mondial, à la tête de différents États et au sein des sociétés. Le réflexe nationaliste dans la crise sanitaire est flagrant. *Fédéchoses* vous propose un tour d'horizon et analyse en quoi le fédéralisme peut répondre à cette crise de la démocratie.

Europe, *no future*, mais un à-venir

Les discussions sur la Conférence sur l'avenir de l'Europe ont soulevé des espoirs et des attentes sur une réforme institutionnelle profonde de l'UE. Plusieurs réactions et propositions...

L'Europe, la grande muette

La guerre se poursuit en Syrie, des milliers de personnes sont déplacées ou demandent l'asile. Face à cela, l'Europe est toujours incapable de parler d'une seule voix.

Sommaire

Sommaire	2
Editorial (English version)	3
Le « billet d'humeur »	3
La réponse européenne au coronavirus : une Union de la santé et un plan anti-crise	3
Il y a « 30 ans » ... nous avons publié	5
Les races n'existent pas	5
Féd'Actualité :	11
Europe, no future, mais un à-venir	11
En quête du futur de l'Europe	11
2019 : La résilience et la force des institutions européennes	13
Le Brexit ! et après ?	15
Féd'actualité :	17
L'Europe, la grande muette	17
L'Europe, entre le déshonneur et la guerre	17
Non, l'UE n'est pas indifférente au drame syrien	18
Erdogan : la guerre pour sauver son règne ?	19
Focus :	21
Crises de la démocratie, populisme, nationalisme	21
Between Authoritarianism and Identity-stressing Sovereignism: "Illiberal Democracy" as a Model	22
Le fédéralisme étasunien est-il apte à contenir le pouvoir présidentiel ?	25
Quels remèdes à « l'automne démocratique » en Europe centrale et orientale ?	26
L'État de droit et la démocratie en péril au cœur même de l'Union européenne	29
The Celebration of Democracy in Sri Lanka	30
Montée en puissance du nationalisme et intégrisme hindou : Un péril pour l'idée de fédéralisme en Inde ?	32
Les inégalités dans le développement du nationalisme	34
Entretien avec : Marie Peltier	36
In Memoriam	41
La disparition de Michael Holzhauser	41
Hommage à Yves Lagier	42
Ancien président de l'UEF-France	42
Bibliographie et bibliothèque fédéraliste	43
Fédéralisme contre fédéralisme (Sur une préface de Valéry Giscard d'Estaing)	43
« Artisans de l'Europe – 30 témoignages pour 70 ans d'Europe »	45
Vivre sans ? Institutions, police, travail, argent...	45
« La Capitale » de Robert Menasse : le roman de l'UE	47
Les langues-culture, vecteur de démocratie et de développement	47
Nouvelles de Presse Fédéraliste	48
S'abonner à FÉDÉCHOSES - Pour le fédéralisme	48

Éditorial

Aujourd'hui, le 5 avril 2020, la moitié de la population mondiale est « coincée à la maison » pour contenir la propagation du Covid-19. Une nouvelle expérience globale pour les citoyens du monde, une autre opportunité pour les États-nations de clamer leur pouvoir, enfin une autre tentative pour les gouvernements nationalistes de rejeter la solidarité et le multilatéralisme. Nous assistons à et subissons des stratégies divergentes mises en place pour combattre la pandémie. Les États avec des populistes et souverainistes à leur tête sont, une fois encore, au sommet des classements mondiaux. Malheureusement, c'est celui du nombre de morts.

Pour ajouter à cette tragédie, ils utilisent également le prétexte de la crise sanitaire pour élargir leurs pouvoirs et détricoter de derniers restes de la démocratie : Trump a renvoyé Michael Atkinson qui avait apporté un témoignage pendant la procédure d'impeachment ; Orbán s'est accordé les pleins-pouvoirs...

Maintenant plus que jamais, notre Focus, murement réfléchi, sur le nationalisme, le populisme et la crise de la démocratie est nécessaire.

Fédéchoses est fier de présenter ce nouveau numéro organisé autour du thème de la crise de la démocratie et qui rassemble d'anciens articles (un essai publié dans *Il Federalista* publié en 1967) et des tribunes récentes. Nous, comme fédéralistes, avons déjà une analyse solide de la crise de la démocratie, quand les États ne sont plus capables d'influencer et de gérer la réalité socio-économique d'un monde globalisé. Nous offrons également des solutions pour « reprendre le contrôle » et renforcer une démocratie vivante et participative, du local au global.

Les fédéralistes doivent impérativement faire leur *coming out* et faire entendre leur voix. La crise sanitaire mondiale et les crises économiques et politiques qui pourraient lui succéder, doivent être considérées comme autant d'opportunités (morbides) de défendre et mettre en avant nos idées.

Fédéchoses – Pour le fédéralisme

Fédéchoses reprend à partir de ce numéro le rythme trimestriel de parution qui a été le sien jusqu'à mi 2017.

Editorial (English version)

Today, April 5th 2020, half of the world population is stuck at “home” to prevent the propagation of Covid-19. A new global experience for world citizens, another take for Nation-States to claim for their power. Another opportunity for nationalist and populist governments to throw solidarity and multilateralism away. We see and suffer from the divergent strategies put in place to combat the pandemic. States with nationalists at their head are, now again, on the top of world ranking. Unfortunately, it is the death ranking. Adding to this tragedy, they also use the pretext of the health crisis to take over powers and dismiss the last rubbles of democracy: Trump dismisses Michael Atkinson who provided testimony during his impeachment procedure; Orbán takes full power. More than ever, our long thought Focus on nationalism, populism and the crisis of democracy is necessary.

Fédéchoses is proud to present this new issue composed around this theme of the crisis of democracies compiling old articles (actually, one Essay on Racism published in *Il Federalista* in 1967) and recent tribunes.

We, as federalists, have already a strong analysis on the crisis of Democracy, when States are no longer able to influence and manage the socio-economic reality in a globalised world. We also offer solutions in order to “take back control” and strengthen a living and participative democracy from local to global. We now have to come out of the closet and make our voice heard. The world health crisis and the economical and political crises what may come after have to be seen as (morbid) opportunities to push for our ideas.

Fédéchoses

Fédéchoses will, from now on, be published on a quaterly basis, as it has mostly been from its founding to 2017.

Le « billet d’humeur »

La réponse européenne au coronavirus : une Union de la santé et un plan anti-crise

Domènec Ruiz Devesa

Député européen (Groupe SED)

Traduit de l’anglais par Pauline Gessant – Hauts de France
Publié initialement en espagnol le 13 mars 2020 dans *Información*



Vidéo diffusée par Ursula Van der Leyen expliquant comment se laver les mains, Twitter, 22 mars 2020

Le 11 mars 2020, l’Organisation mondiale de la santé a qualifié de pandémie l’épidémie de coronavirus originaire de Chine, étant donné sa propagation sur plus de trois continents, touchant pas moins de 100 pays. Cette maladie est facilement

transmissible et a un taux de mortalité nettement supérieur à celui de la grippe. Il est donc urgent de limiter l’augmentation des cas, même si la vague expansive de la maladie a une durée plus longue, afin d’éviter l’effondrement des hôpitaux dû au manque de lits pour traiter les patients les plus graves.

Le [coronavirus](#) met également en évidence le fait que l’Union européenne ne s’est pas dotée d’instruments suffisamment puissants pour faire face à une urgence typiquement transnationale comme la propagation d’une maladie infectieuse qui, par définition, ne connaît pas de frontière. Nous devons rapidement mettre en place une Union de la santé qui, en tant qu’élément fondamental de l’Europe sociale tant vantée, englobe et dépasse les mécanismes existants, et permet de coordonner la réponse au niveau européen, en orientant ainsi les ressources nécessaires, qu’elles soient matérielles (masques, respirateurs, médicaments, etc.) ou financières, là où elles sont le plus nécessaires, dans un esprit de solidarité. À l’heure actuelle, par exemple, le Fonds européen de solidarité, qui traite des catastrophes naturelles, n’inclut pas les crises de santé publique dans son champ d’application. C’est une raison de plus pour aborder la réforme

essentielle des traités dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

En tout cas, au-delà des aspects sanitaires du problème, la pandémie de coronavirus a déjà généré une crise économique considérable, que l'on compare à la Grande Récession qui a explosé à l'été 2007 aux États-Unis avec les prêts hypothécaires à risque. Les pertes sur les marchés boursiers le 12 mars 2020 ont été historiques. L'IBEX-35 a chuté de 14 %, la Bourse de Milan de 17 % et la Bourse de Francfort de 12 %.

Le coronavirus met également en évidence le fait que l'Union européenne ne s'est pas dotée d'instruments suffisamment puissants pour faire face à une urgence typiquement transnationale comme la propagation d'une maladie infectieuse qui, par définition, ne connaît pas de frontière.

Aux États-Unis, le Dow Jones a perdu 10 %, le S&P 500 9,5 % et le Nasdaq 9,4 %.

Le Fonds monétaire international (FMI), dans son aperçu du rapport annuel pour l'Espagne, conclut que l'effet du coronavirus sur le tourisme, le commerce, la consommation intérieure et les chaînes d'approvisionnement aura un impact très négatif sur la croissance économique espagnole. L'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) a réduit les prévisions de croissance pour 2020 pour la zone euro de 1,1 à 0,8 %. Selon la durée et l'intensité de la pandémie, avertit l'OCDE, le coronavirus pourrait réduire la croissance du PIB mondial à 1,5 %, contre 2,9 % initialement prévus pour 2020. En tout état de cause, l'économie devrait se contracter au cours des deux premiers trimestres de cette année. Des parallèles avec la crise de 2008 sont inévitables, et l'économiste en chef du FMI estime que le déclin de l'offre et de la demande ressemble à ceux observés lors des phases plus aiguës de la crise financière mondiale.

Dans ce contexte, le Conseil européen s'est réuni par vidéoconférence le 10 mars 2020. Les chefs d'État et de gouvernement ont convenus de permettre des déficits nationaux plus élevés résultant des dépenses publiques nécessaires pour faire face à la crise, assouplissant ainsi le pacte de stabilité et de croissance comme prévu pour ces cas. La porte a également été ouverte aux entreprises et aux secteurs qui ont besoin de bénéficier d'aides d'État. Enfin, il a été convenu d'allouer 25 milliards d'euros pour soutenir les systèmes de santé, faciliter les liquidités des petites et moyennes entreprises et lutter contre les effets possibles du virus sur les marchés du travail. La Commission européenne a proposé le 13 mars de porter ce montant à la disposition des États à 37 milliards provenant des Fonds de cohésion non utilisés. Mais il s'agit en tout cas de fonds qui ont été budgétisés à d'autres fins et non de fonds supplémentaires.

Il faut plutôt un plan européen de dépenses anticrise, comme l'ont proposé le Président Macron et le Commissaire aux affaires économiques Gentiloni, en mobilisant les ressources de la Banque européenne d'investissement et le mécanisme européen de stabilité. Espérons que lors de la réunion de l'Eurogroupe, prévue pour le 16 mars 2020, une position fiscale expansive pour la zone euro sera adoptée, ainsi qu'une

série de mesures budgétaires extraordinaires et coordonnées, car l'écho des erreurs passées se répercute non seulement dans le manque d'ambition et de décision des dirigeants, mais aussi dans le manque de coordination et l'adoption de mesures disparates dans chacun des États membres, mettant ainsi le marché intérieur en danger.

Le même fossé Nord-Sud qui s'est déjà creusé entre créanciers et débiteurs avec la crise de la zone euro semble se reproduire.

Le Nord est beaucoup moins touché par le virus, et ses économies sont beaucoup moins dépendantes du tourisme que celles du Sud, de sorte qu'il ne semble pas disposé à augmenter les ressources et à mutualiser les dépenses anticrises.

Mais il est impensable que dans cette situation d'urgence sanitaire et économique qu'est le coronavirus, le cadre financier pluriannuel (CFP), le budget européen pour la période 2021-2027, soit limité à 1% du PIB communautaire comme le réclament les gouvernements des Pays-Bas, du Danemark, de la Suède et de l'Autriche.

Il convient de rappeler que la proposition actuelle du cadre financier pluri-annuel a été élaborée avant l'élection de [Von der Leyen à la présidence de la Commission](#). Par conséquent, le montant proposé de 1,11 % du PIB de l'UE n'est pas conforme aux six priorités de la Commission Von der Leyen, et en particulier au plan de financement de la transition écologique de l'économie (connu sous le nom de Green Deal), qui nécessite entre 300 milliards et un trillion d'euros par an. La Commission doit retirer la proposition actuelle et présenter un nouveau projet de CFP conforme au seuil approuvé par le Parlement européen de 1,3 % du PIB de l'UE.

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé le 12 mars de nouvelles injections de liquidités via des crédits aux entreprises et l'achat d'obligations d'État et de sociétés jusqu'à la fin 2020 pour un total de 120 milliards supplémentaires - ce qui devrait permettre de ne pas laisser l'augmentation des déficits publics conduire à une nouvelle crise de la dette souveraine. La marge de manœuvre de la BCE n'est certes pas grande après des années de taux négatifs et d'injections

Le même fossé Nord-Sud qui s'est déjà creusé entre créanciers et débiteurs avec la crise de la zone euro semble se reproduire.

massives de liquidités, mais elle pourrait recourir à l'achat d'actions et à des transferts directs d'argent aux ménages de la zone euro pour éviter un effondrement de la demande et un chômage de masse.

Nous devons de toute urgence tirer les leçons de la gestion de la Grande Récession, lorsque les citoyens ont payé cher le manque de solidarité au niveau européen et la politique d'ajustement fiscal extrême. L'ampleur du défi sanitaire, financier et économique posé par la pandémie de coronavirus ne peut être sous-estimée. L'ensemble des options qui s'offrent à nous doit être utilisé, par une combinaison de politiques fiscales et monétaires expansionnistes, dans le cadre d'une réponse européenne globale couvrant à la fois les dimensions sanitaire et économique.

Les races n'existent pas

Francesco Rossolilo

Publié initialement dans la revue *Il Federalista*, Pavie, IX^e année, 1967, numéro 1. Francesco Rossolilo, a fait partie, aux côtés de Mario Albertini, des fondateurs de la revue *Il Federalista*, www.thefederalist.eu, toujours publiée à Pavie et qu'il a dirigée de 1997 à 2004 ; il a également été président de l'UEF Europe de 1991 à 1997.

Le problème

L'étude que voici ne prétend pas être une réfutation des théories racistes traditionnelles. En effet, du point de vue de la science, une telle réfutation est absolument inutile. C'est une opinion désormais reçue, et depuis longtemps, par les anthropologues et les généticiens que cela n'a pas de sens de parler de « races supérieures » et de « races inférieures », non plus que d'admettre la moindre relation entre les caractères héréditaires physiques des membres d'un groupe et leurs caractères héréditaires mentaux.¹

Mais si la science a détruit les formulations pseudo-scientifiques du racisme, on ne peut pas dire qu'elle en ait fait autant avec le concept — à première vue neutre scientifiquement — qui en a constitué et qui en constitue la base : le concept même de race, entendu — qu'on veuille bien nous permettre, dans une première approximation, cette définition imprécise — comme la possession en commun, par les membres d'un groupe, d'un ensemble de caractères héréditaires physiques qui les différencie des membres de tout autre groupe. Pour beaucoup, pour la plupart même des anthropologues et des généticiens contemporains, l'humanité doit donc encore être considérée comme divisée en un certain nombre de sous-espèces distinctes appelées races.

Or, ce que beaucoup ne savent pas, et qui par conséquent mérite d'être discuté ici, c'est que le concept même de race est quelque chose d'extrêmement nébuleux, et que sa base scientifique est tellement incertaine qu'elle donne à penser que son maintien obstiné au nombre des concepts de la science pourrait bien n'être qu'un résidu, inconscient et irresponsable si l'on veut, des préjugés de nature sociale qui lui ont été et lui demeurent liés.

Pour illustrer le caractère problématique de ce concept, nous utiliserons largement l'intéressant volume collectif publié en 1964 sous la direction de l'anthropologue américain Ashley Montagu, *The Concept of Race*.²

« Race » et société »

Avant de se lancer dans la discussion du concept de race, il faut au préalable se livrer à quelques considérations dans le but de prévenir une objection facile : est-il légitime que celui qui s'occupe professionnellement d'études politiques et sociales se permette d'entrer dans une discussion qui, de prime abord, concerne exclusivement les anthropologues et les généticiens ?

C'est légitime. Et, en premier lieu, parce que nous n'entendons absolument pas discuter les données établies et vérifiées par les savants ; c'est d'elles que nous partons et c'est sur elles que nous nous basons. La discussion que nous menons est purement méthodologique et, comme telle, elle se situe aux confins de la science et de la philosophie.

Ensuite, parce que le mot race a joué et joue toujours un rôle catastrophique dans la société, ce qui oblige celui qui étudie celle-ci à se rendre compte du fondement scientifique du concept. « L'emploi actuel du terme chez les biologistes, écrit Ashley Montagu,³ est pratiquement le même que celui qui était courant parmi eux au XIX^{ème} siècle, c'est-à-dire qu'il désigne une subdivision de l'espèce dont les membres se ressemblent, tandis qu'ils diffèrent des autres membres de l'espèce par un certain nombre de caractéristiques. On a fait de nos jours de courageuses tentatives pour verser du vin nouveau dans les vieilles outres. Cependant, la forme de l'outre n'a pas changé. L'homme de la rue emploie ce mot pratiquement de la même manière que son égal l'employait au XIX^{ème} siècle. Type physique, hérédité, sang, culture, nation, personnalité, intelligence et capacité se mélangent pour former cette omelette qui constitue la conception populaire de la 'race'.

Il s'agit d'un terme particulièrement virulent, dont le comportement épidémique est bien mieux compris par le savant en matière sociale que par le biologiste, lequel devrait par conséquent faire montre d'un peu plus de scrupules et

L'implication fondamentale de la génétique pour l'anthropologie consiste dans le fait qu'elle affirme la relation entre culture et biologie de façon incomparablement plus assurée et plus nette qu'on ne l'avait fait jusqu'à ce jour.

d'un peu plus de prudence qu'il ne le fait habituellement quand il s'occupe de la chose ».

Enfin parce que, de l'avis unanime des anthropologues et des généticiens, les facteurs qui ont provoqué la plupart des différenciations héréditaires de l'espèce humaine géographiquement localisées sont des facteurs de caractère historico-social.

« L'évolution des races, écrit S.L. Washburn,⁴ dépend, d'après la génétique moderne, de la mutation, de la sélection, de la

¹ Cfr. à ce sujet, par exemple, le volume collectif *Le racisme devant la science*, Unesco/Gallimard, 1960. On y remarquera, entre autres choses, que la génétique des caractères mentaux n'a pratiquement produit, jusqu'à ce jour, le moindre résultat, étant donné la difficulté, pratiquement insurmontable, qu'il y a à distinguer, dans les caractères mentaux d'un individu, la part due à l'hérédité de celle qui est due au milieu

² Ashley Montagu, ed., *The Concept of Race*, New-York-London, 1965 (2^{ème} édition).

³ Ashley Montagu, « The Concept of Race », in *The Concept of Race*, cit., p. 14.

⁴ S. L. Washburn, « The Study of Race », in *The Concept of Race*, cit., p. 243-4.

migration et du *genetic drift*.⁵ Il est facile de passer de cette affirmation de la théorie génétique à des considérations plus compliquées concernant l'hémoglobine, les groupes sanguins et autres données techniques. Mais le point que je veux mettre en évidence, c'est que l'implication fondamentale de la génétique pour l'anthropologie consiste dans le fait qu'elle affirme la relation entre culture et biologie de façon incomparablement plus assurée et plus nette qu'on ne l'avait fait jusqu'à ce jour. La sélection est guidée par le succès dans la reproduction et, chez l'homme, le succès dans la reproduction est déterminé fondamentalement par le système social et par la culture. L'élément déterminant réside dans le comportement et non dans quelque chose d'autre.

Le *drift* dépend de la dimension de la population et la dimension de la population dépend, de nouveau, de la culture et non pas des facteurs génétiques en tant que tels. La migration, évidemment, dépend de l'habillement, des transports, de l'économie et des événements militaires, et constitue un objet d'étude pour l'archéologie. Même les taux de mutation sont influencés aujourd'hui par la technologie.

La théorie génétique oblige à considérer la culture comme le facteur principal dans l'évolution de l'homme. Elle confirme de la sorte l'opinion fondamentale des anthropologues que nous devons étudier l'homme à la fois comme un organisme biologique et comme un organisme social ».

La théorie génétique oblige à considérer la culture comme le facteur principal dans l'évolution de l'homme.

Il est donc évident que l'étude des races se situe à mi-chemin entre les disciplines biologiques et les disciplines sociales. Et il serait absurde de prétendre que ceux qui cultivent ces dernières devraient en laisser le monopole aux spécialistes des premières.

L'origine des « races »

La première superstition dont il importe de se débarrasser quand on étudie le concept de race, est celle suivant laquelle les différences physiques qui diversifient le genre humain constitueraient quelque chose d'originel. Il en est qui, même récemment, l'ont soutenu. Coon,⁶ par exemple, a affirmé que déjà l'espèce *Homo erectus*, de laquelle dériverait l'espèce *Homo sapiens*, aurait été divisée en cinq sous-espèces, ou races, et que ces races auraient évolué séparément dans l'espèce *Homo sapiens*, qui par conséquent aurait non pas une, mais cinq origines différentes. Cette théorie, comme le démontre clairement Montagu,⁷ est absolument dépourvue de fondement. Le passage d'une espèce à une autre intervient en effet par suite d'une accumulation de mutations⁸ qui se stabilisent en donnant naissance à une espèce nouvelle, c'est-à-dire à un ensemble d'individus qui sont fertiles entre eux mais qui ne le sont plus avec des individus appartenant à l'espèce de laquelle ils proviennent. Or, du moment que la vérification des mutations est fortuite (même si leur stabilisation dérive de facteurs externes, naturels ou

« culturels »), il est totalement absurde de penser que cinq sous-espèces différentes et isolées puissent évoluer séparément en une unique espèce nouvelle dont les membres seraient fertiles entre eux.

C'est un fait par conséquent que l'*Homo sapiens* n'a qu'une seule origine et que les différences héréditaires qu'on peut aujourd'hui rencontrer entre les hommes sont le produit d'une évolution successive qui, comme on l'a indiqué plus haut, a été déterminée par des facteurs externes, pour la plupart de nature historico-sociale.

La définition traditionnelle de « race »

Tout cela n'empêche évidemment pas qu'il existe de visibles différences physiques entre les hommes. Mais ce n'est pas cela que nous voulons nier. Le problème consiste seulement à voir si le concept de « race » convient pour classer et comprendre ces différences.

Prenons en considération, avant toute chose, le concept traditionnel de race, comme « groupe d'êtres humains comprenant des individus dont chacun possède un certain ensemble de caractères qui, individuellement et collectivement, servent à les distinguer des individus appartenant à tous les autres groupes ».⁹

En accord avec cette définition, écrit Montagu,¹⁰ « depuis près de deux siècles les anthropologues font porter leur attention sur l'établissement des critères avec lesquels on peut définir les races humaines. Ils ont tous tenu pour complètement acquis cela même qu'il fallait prouver, que le concept de race correspond à une réalité qui peut être mesurée, vérifiée et décrite comme peut l'être un fait ».

Cette définition et cette manière d'aborder le problème sont dénuées de fondement. On peut le comprendre aisément en réfléchissant sur quelques données définitivement acquises :

- 1) En général les différents caractères héréditaires ne sont jamais présents dans la totalité des membres d'un groupe donné, ils n'y sont que prédominants, ou présents dans une mesure caractéristique. On cite toujours — et c'est là l'exception qui confirme la règle — le cas d'un petit village du Pérou dont les habitants appartiennent tous au groupe sanguin O. Ce fait suffirait à lui seul à saper les définitions traditionnelles.
- 2) Les cartes de répartition géographique des différents caractères héréditaires sont complètement différentes de caractère à caractère¹¹ et, pour ce qu'on en sait, les facteurs ambiants qui conditionnent la diffusion et la stabilisation de chaque caractère sont totalement indépendants l'un de l'autre. Par conséquent cela réduit à néant le concept d'« agrégat de caractères » entendu comme une structure qui demeure ou qui se transforme comme un tout. Et, par conséquent, celui qui se proposerait de construire un système des « races » humaines se trouverait en présence du fait que, suivant le caractère ou les caractères choisis comme critères pour distinguer les « races » les unes des autres, son système changerait complètement.

exactement. Ce manque de précision a pour résultat la modification, transmissible héréditairement, d'un caractère », *The Concept of Race*, cit., p. 262.

⁹ Ashley Montagu, « The Concept of Race in the Human Species in the Light of Genetics », in *The Concept of Race*, cit., p. 5.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Cfr. par ex. Paul H. Ehrlich et Richard W. Holm, « Biological View of Race », in « *The Concept of Race*, cit., pp.166 et suivantes.

⁵ Par *genetic drift* on entend « la distribution, l'extinction ou la fixation fortuite et non sélective des gènes d'une population », *The Concept of Race*, cit., p. 262.

⁶ C. S. Coon, *The Origin of Races*, New-York, 1962.

⁷ Ashley Montagu, « On Coon's *The Origin of Races* », in *The Concept of Race*, cit., pp. 228 et suivantes.

⁸ Par mutation on entend « un manque de précision dans la propriété fondamentale des gènes, qui consiste en ce qu'ils se reproduisent

- 3) Les variations géographiques de chacun des caractères héréditaires — excepté pour un nombre très restreint de cas secondaires — ne sont jamais brusques, mais graduelles.¹² Ce qui revient à dire que le panorama mondial des différences héréditaires entre les hommes ne résulte pas d'une juxtaposition d'entités distinctes, mais est un continuum qui présente, pour tout caractère, des maximums et des minimums reliés par des séries ininterrompues de cas intermédiaires. Ce fait nous amène à conclure que l'opération consistant à tracer sur la carte des frontières entre différentes races hypothétiques est arbitraire en ce sens qu'elle ne peut donner de résultats qui aient la moindre valeur descriptive.

La définition statistique de « race ». Impossibilité de rattacher les individus particuliers à une « race »

L'impropriété du concept traditionnel de race a récemment poussé certains auteurs à avancer une définition plus raffinée. Pour Dobzhansky, par exemple,¹³ « les races sont des populations qui diffèrent par l'incidence de certains gènes ». Le concept traditionnel de race se voit par conséquent transformé en un concept statistique. Il s'ensuit que « ...le nombre des races à reconnaître est une question de convenance, et donc de jugement »,¹⁴ en d'autres termes que « Les races que nous choisissons de distinguer, c'est une question entièrement arbitraire, et leur distinction dépendra de la caractéristique particulière sur laquelle nous aurons choisi de la baser ».¹⁵

Cette seconde définition appelle elle aussi une série d'observations.

- 1) Elle ne permet pas l'usage du mot « race » dans un contexte très important, par exemple celui-ci : « l'individu X appartient à la race Y », ce qui suffit pour rendre inutile un terme

¹² Jean Hiernaux, « The Concept of Race and the Taxonomy of Mankind », in *The Concept of Race*, cit., pp. 36 et suivantes.

¹³ Cité dans *Ibid*, op. cit. p. 33.

¹⁴ Th. Dobransky, in « Comment on "The Non-existence of Human Races" by F. B. Livingstone », *Current Anthropology*, 1962, III, 279-80, cité dans *ibid*, op. cit., p. 39.

¹⁵ W.C. Boyd, *Genetics and the Races of Man*, Boston, 1950, cité dans *ibid*, op. cit., p. 39.

¹⁶ L'argument devient encore plus évident si l'on se réfère à des caractères comme les groupes sanguins, par rapport auxquels la caractérisation des « races » est faite en termes de pourcentages. Certaines populations asiatiques par exemple sont caractérisées par le fait qu'elles présentent une fréquence particulièrement élevée du groupe B (25 à 30%). Mais cela n'empêche évidemment pas que chaque habitant de la zone en question, pris en particulier, ne puisse pas être rattaché à une race déterminée. Tout individu appartenant au groupe sanguin B sera toujours plus proche — sous cet aspect spécifique — de tous les individus vivant dans d'autres parties du globe et appartenant au même groupe que de ceux qui vivent dans la même zone mais appartiennent à d'autres groupes.

Le résultat ne change pas si, au lieu d'examiner un seul caractère, on en examine plusieurs. Au contraire il est évident que les distributions statistiques obtenues, moyennant l'usage de coefficients opportuns, à partir de nombreux caractères, sont moins caractérisant que ceux qu'on a obtenus à partir d'un seul caractère déterminé.

Voici ce qu'écrit à ce propos Ashley Montagu (« The Concept of Race in the Human Species in the Light of Genetics », cit., p. 5-6) : « Quand, comme c'est arrivé ces dernières années, quelques anthropologues ont admis que le concept (de race) ne peut être étroitement appliqué dans aucune intention systématique, ils ont pensé échapper aux conséquences de ce fait en qualifiant le mot de 'général', et ils se sont mis à jouer au vieux jeu de colin-maillard d'une

indiquant une classe, qui est définie par les individus qui la composent. Le concept de race n'étant plus qu'un concept statistique, il n'est applicable qu'aux groupes et non aux individus, parce que les caractéristiques qui définissent le groupe ne définissent pas également ses membres pris individuellement.

Ce qui veut dire que, quelle que soit la manière de définir une race et de tracer les frontières qui la séparent des autres, les individus qui se trouvent aux extrémités de la distribution statistique donnant lieu à une certaine valeur moyenne se trouveront plus près des valeurs moyennes d'autres races que de la leur. Pour prendre un exemple extrême, on a noté que, en ce qui concerne la taille, les plus grands des Pygmées, qui sont la population la plus petite du monde, sont plus grands que les plus petits des Dinkas du Soudan, qui constituent la population du monde ayant la plus haute stature. Il s'ensuit par conséquent que, aussi bien les plus grands des Pygmées que les plus petits des Dinkas ont une taille qui avoisine la moyenne d'autres races beaucoup plus que la moyenne de celles auxquelles ils appartiennent. Et, dans ces conditions, on ne voit pas pourquoi on devrait les rattacher à leur « race » plutôt qu'à une autre, étant donné que la race est définie en fonction de la présence de certaines caractéristiques physiques.¹⁶

On peut opposer deux objections à cette conclusion. La première est que l'appartenance d'un individu à sa race serait vérifiable sans équivoque sur la base de la considération suivante : que les valeurs des caractéristiques héréditaires de cet individu sont entrées comme facteurs dans le calcul de la valeur moyenne définissant le groupe. La seconde est que les caractéristiques héréditaires d'un individu servent seulement d'indication pour marquer une commune descendance. Et si, dans le cas spécifique, on réussit à prouver que la descendance d'un certain groupe est commune, le fait que les caractères des individus considérés s'écartent de la moyenne est insignifiant.

façon tellement sublime qu'elle pouvait susciter l'envie. Il n'est pas permis à tout le monde d'apprécier à sa grandeur la doctrine en question. Le sentiment d'insatisfaction avec lequel la plupart des anthropologues ont considéré les nombreuses et laborieuses tentatives de classer les races humaines n'a pas eu, en général, l'effet d'engendrer le perfide soupçon que quelque chose peut-être, quelque part, ne cadrerait pas. S'il y avait une erreur, pensèrent la plupart, ce n'était pas les anthropologues qui l'avaient commise, mais la réalité, c'est-à-dire les êtres humains eux-mêmes qui étaient l'objet de la classification et qui s'obstinaient à être différents au point de rendre difficile leur rattachement au groupe auquel on pensait qu'ils appartenaient ; et c'était là, bien sûr, un inconvénient, mais pas au point, heureusement, qu'on ne pût le surmonter grâce à ce simple expédient qui consiste à « calculer des moyennes » — tâche à laquelle s'adonne principalement celui qui étudie les 'races'.

Le procédé consistant dans le calcul des moyennes des caractères d'un certain groupe, en mettant ensemble les individus, en les mélangeant bien et puis en servant comme 'race' l'omelette qui en résulte, tel est essentiellement le procédé anthropologique de la fabrication des races. C'est peut-être de la bonne cuisine, ce n'est pas de la science, parce que cela sert davantage à confondre qu'à clarifier. Quand une omelette est faite, elle offre un caractère assez uniforme, même, si les ingrédients qui la composent étaient divers. Telle est la conception anthropologique de la 'race'. C'est une omelette qui n'a pas son correspondant dans la nature. C'est un plat indigeste confectionné par un chef-anthropologue avec des ingrédients d'une extrême variabilité dans les caractères qu'ils offrent. L'omelette appelée 'race' n'existe pas en dehors de la poêle statistique dans laquelle elle a été mise par la force de la chaleur de l'imagination anthropologique ».



Thierry Llansades, Graffiti officiel, Gymnase Angoulins-sur-mer, 18 juillet 2009

Ces deux objections sont privées de fondement. En ce qui concerne la première, nous avons cité plus haut une phrase de Boyd qui découlait logiquement de la définition de Dobzhansky : « Les races que nous choisissons de distinguer, c'est une question entièrement arbitraire, et leur distinction dépendra de la caractéristique particulière sur laquelle nous aurons choisi de la baser ». Suivant cette affirmation, c'est la détermination de la valeur moyenne d'une certaine caractéristique qui doit servir de critère pour décider de l'extension et des limites d'une « race », c'est-à-dire des individus qui en font partie. Un tel critère, s'il était applicable, aurait encore un sens. Mais en fait, comme nous l'avons vu, si l'on accepte la manière d'aborder le problème sous-entendue par l'objection que nous discutons, ce sont les valeurs moyennes qui dépendent du groupe choisi pour les calculer. Ce qui revient à dire que la procédure à suivre consisterait, d'abord à diviser la population mondiale en des groupes arbitrairement délimités, puis à calculer les valeurs moyennes pour les divers caractères, avec l'assurance mathématique de trouver des valeurs différentes, étant donné que de toute façon il existe entre les hommes des différences, bien qu'elles aient un caractère continu. Il est évident qu'en ce cas il n'y aurait plus aucun critère de délimitation.

Le concept de « *breeding population* »

2) C'est ici qu'intervient la seconde objection. On dit : les groupes dont on calcule les valeurs moyennes ne doivent pas être en fait délimités arbitrairement. Ils doivent l'être de façon à coïncider avec des *breeding populations*, avec des populations endogames, autrement dit telles que les rapports sexuels entre les membres de la population et les membres d'autres populations aient été pratiquement inexistantes pendant un temps suffisamment long pour permettre à la population en question d'assumer une caractérisation génétique qui lui soit

propre. C'est ce à quoi nous faisons allusion plus haut en parlant de « descendance commune ».

Cette objection non plus ne tient pas pour une série de raisons :

a) Le remplacement d'une approche descriptive par une approche phylogénétique n'est qu'apparente dans la plupart des cas. En réalité, et surtout lorsqu'il s'agit de peuples primitifs pour lesquels on ne dispose pas d'informations historiques et archéologiques, l'unique critère sur la base duquel on peut conclure qu'on se trouve en présence d'une *breeding population* est celui de la présence, dans la population en question, de traits physiques qui la caractérisent par rapport à d'autres. En fait cela n'est donc qu'une façon de tourner l'obstacle sans résoudre le problème.

b) En outre, le concept lui-même de *breeding population* est tout ce qu'il y a de plus problématique. En effet :

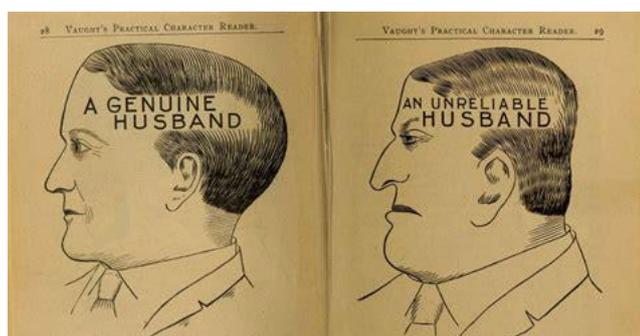
- L'*inbreeding* d'un groupe est toujours relatif et jamais absolu. Critiquant une affirmation de Garn selon laquelle « le premier et principal facteur à la base de l'existence d'une race géographique est constitué par le fait que celle-ci a des limites géographiques précises coïncidant avec d'importantes barrières faisant obstacle à la reproduction », Frank B. Livingstone¹⁷ soutient que « aujourd'hui ces 'importantes barrières faisant obstacle à la reproduction' n'existent pas et il est fort probable que par le passé elles aient encore moins existé. Par exemple, une analyse des populations du point de vue des gènes dans le désert du Sahara indique avec certitude que le désert, en dépit de son faible peuplement, n'est pas une barrière importante faisant obstacle à la reproduction ». « Le concept de race, conclut Livingstone,¹⁸ me semble dénué d'utilité pour décrire ou pour expliquer la variabilité génétique des populations de cette région aujourd'hui. Le maintien de ce concept désuet explique le fait qu'une analyse récente des variabilités génétiques chez les

¹⁷ Frank B. Livingstone, in « On the Non-existence of Human Races » in *The Concept of Race*, cit., pp. 49-50.

¹⁸ *Ibid.*, p. 50.

populations sahariennes ait défini les Tédas comme ayant 'du sang berbère dans des corps noirs' et les Maoris comme ayant 'du sang négroïde dans des corps morphologiquement berbères' (Briggs, 1957, pp. 20-21). Une description de ce genre ne fait qu'introduire des confusions et par conséquent elle est plus qu'inutile ».

- Le degré d'*inbreeding* différera naturellement en fonction des dimensions du groupe qu'on aura choisi. Il sera très accentué chez les habitants d'un même village ou d'une même ville, moins fort au niveau de la région, encore moins au niveau d'un groupe de régions, etc. Il y a plus. Jusque dans l'espace d'une même cité il existe des groupes qui présentent un degré d'*inbreeding* supérieur, et de loin, à celui qui existe entre tous les habitants de la même ville. On a constaté par exemple que dans les castes indiennes, même à l'intérieur d'un même ville, il existe des différences caractéristiques dans la distribution des groupes sanguins.¹⁹ On obtiendrait facilement la même chose si l'on analysait diverses classes sociales en Occident. Par conséquent, une fois de plus, établir le degré d'*inbreeding* à choisir pour définir l'extension d'une « race » relève de l'arbitraire.
- Ajoutons enfin que, de quelque façon que l'on trace les frontières géographiques d'une race (à l'exception peut-être de trois ou quatre minuscules populations comme, par exemple les Pygmées) les groupes qui vivent en marge de l'aire géographique ainsi définie présenteront toujours avec les groupes voisins de la zone extérieure à cette aire un degré d'*inbreeding* supérieur à celui qu'ils présentent avec les groupes appartenant à la même aire mais vivant à l'autre extrémité de celle-ci. De la sorte le concept de *breeding population*, entendu comme le concept descriptif d'une réalité, et non comme une hypothèse abstraite formulée pour vérifier le fonctionnement de certains mécanismes génétiques, se trouve vidé de quelque valeur que ce soit.



Manuel de phrénologie, 1902

Le hasard dans les classifications de l'humanité en « races »

3) Une fois constatée l'inutilité du concept de *breeding population*, il ne nous reste qu'à revenir à l'approche du point 1), et à tirer toutes les conséquences implicites dans l'argumentation ci-dessus développée. Nigel A. Barnicot donne dans son article « Taxonomy and variation in modern man »,²⁰ bien que ce ne soit pas dans la même intention que nous, deux cartes intéressantes concernant la répartition de la

stature, la première dans le monde, la seconde en France. De la première il résulte que la France rentre entièrement dans l'intervalle compris entre 163 et 167,9 cm. La seconde par contre nous montre les Français géographiquement divisés en cinq catégories qui vont de 160 à 172,4 cm. Cette seconde carte nous apprend qu'il existe en France de vastes zones (Bretagne, Aquitaine, etc.) dans lesquelles la stature moyenne des habitants va de 160 à 162,4 cm. et des zones également vastes (dans les Alpes, les Pyrénées, dans la région parisienne et près de la frontière allemande) où la stature moyenne va de 167,5 à 172,4 cm.

Il en ressort clairement que, lorsqu'on a à faire à des valeurs moyennes, il est absurde de vouloir parvenir à la délimitation d'une aire géographique à partir de la valeur moyenne : c'est elle qui change en fonction de l'aire géographique délimitée. Suivant les aires auxquelles on fait correspondre l'échantillon choisi (et suivant les unités de mesure qu'on a fixées) on aura une, cinq, dix, cent, mille statures moyennes, un, cinq, dix, cent, mille indices céphaliques moyens, etc.

Qu'on ne nous objecte pas que les partisans de cette dernière définition de la race tenaient pour acquis un certain degré d'arbitraire du moment qu'ils admettaient que, de toute façon, n'importe quelle classification de l'humanité en races dépend des caractères choisis comme critères. Celle-ci ne dépend pas des critères, elle dépend de la délimitation géographique choisie comme base pour les relevés, c'est-à-dire qu'en dernier ressort elle dépend d'elle-même. Elle n'est donc pas guidée par des critères anthropologiques ou génétiques, elle est *absolument fortuite* et, en général, anthropologues et généticiens la font coïncider avec des groupes caractérisés par un lien ethnique, culturel, linguistique, politique ou géographique.

Qu'il soit bien entendu que dans tout cela il n'y a rien d'étrange. La statistique est une technique qui sert à recueillir et à élaborer des données une fois défini le champ auquel les données qui intéressent doivent se référer. Cela n'a aucun sens de prétendre que c'est la statistique elle-même qui doit délimiter le champ dans lequel elle devra agir, puisqu'elle ne peut agir que dans l'espace d'un champ déjà délimité.

A ce point on pourra toujours dire que le caractère arbitraire du procédé peut être partiellement surmonté si l'on effectue les relevés statistiques et si l'on calcule les valeurs moyennes sur la base d'aires délimitées par le hasard certes, mais suffisamment petites pour qu'on puisse tenir compte du plus grand nombre possible de variations. De la sorte l'arbitraire est d'autant plus diminué que les aires géographiques ainsi choisies sont plus petites. Mais il n'est pas éliminé. Le degré d'arbitraire qui subsiste est justement proportionnel à la mesure dans laquelle une carte tracée sur la base des données ainsi obtenues donne encore l'impression que l'humanité est divisible en une série d'entités distinctes.²¹ L'arbitraire ne pourrait être complètement surmonté que si l'on pouvait restreindre les aires au point de décrire chaque individu particulier : on verrait alors que cela n'a pas de sens de parler de races et que la variabilité des caractéristiques héréditaires des hommes constitue un *continuum* pratiquement sans failles, avec des maximums et des minimums géographiquement localisés qui vont en se dégradant lentement les uns dans les autres et qui ont des localisations et des distributions différentes pour les divers caractères.

¹⁹ L. C. Dunn, « Race et Biologie », in *Le racisme devant la science*, cit., p. 313.

²⁰ Nigel A. Barnicot, « Taxonomy and Variation in Modern Man », in *The Concept of Race*, cit.

²¹ Le caractère arbitraire de la classification sera aussi fonction, comme on l'a déjà indiqué, de l'unité de mesure sur la base de laquelle seront calculées les valeurs moyennes. Plus elle sera précise et moins les regroupements obtenus seront arbitraires.

Quand est-il légitime de classifier ?

Une objection que l'on pourrait faire à tout ce qui vient d'être développé jusqu'ici c'est que toute la réalité est un continuum et que l'esprit doit y opérer des choix pour la comprendre et pour la dominer. Et que par conséquent la constatation que la variabilité humaine constitue un *continuum* ne suffit pas à disqualifier toute classification anthropologique.

Mais il y a une différence. Bien entendu la fonction spécifique de la pensée consiste à rendre discret ce qui est continu. Sans cette dissection de la réalité il n'y aurait pas de pensée, il n'y aurait pas de langage, il n'y aurait pas de science. Ce qui ne signifie pas que n'importe quelle classification de n'importe quelle réalité soit légitime. Toute « coupe » faite dans la réalité doit servir à une fin : et c'est la fin qui suggère les critères sur la base desquels la « coupe » doit être faite. Cela n'a pas de sens de soutenir, comme le fait Washburn,²² que, « puisque les races sont des systèmes ouverts qui confluent graduellement l'un dans l'autre, le nombre des races dépendra du but assigné à la classification ». Comment peut-on prétendre qu'une classification soit légitime avant qu'on en ait trouvé le but ? Et de quel droit donne-t-on le nom de « races » aux catégories qui seront définies par une classification qui n'a pas encore été établie et dont on ne sait pas si et sur la base de quels critères elle sera réalisée ?

C'est un fait que l'unique but pour lequel a servi jusqu'à présent le concept de race a été la discrimination raciale. Et il est difficile de se dérober à la conclusion que la persistance obstinée de ce mot dans le vocabulaire des anthropologues et des généticiens est le résultat d'une volonté inconsciente de le maintenir, fût-ce contre l'évidence ; volonté déterminée précisément par l'acceptation préalable, sans examen, d'un concept qui a joué dans l'histoire un rôle si important que, pour cela même, on hésite à le considérer sans fondement.

Certes, on ne peut pas refuser à un anthropologue le droit de répartir à son gré l'humanité en groupes, et de donner à ces groupes le nom de races. Chacun a le droit de s'amuser comme il l'entend. Mais peut-être sera-t-il permis à qui étudie la société de l'inviter à manier de moins sinistres jouets.

Terminologie alternative

Ashley Montagu écrit :²³ « Le concept de race n'est qu'un sépulcre blanchi, une conception qui, à la lumière de la moderne génétique expérimentale est complètement erronée et dénuée de signification et qui devrait par conséquent être éliminée du vocabulaire de l'anthropologue, car elle a fait énormément de mal et n'a apporté aucun bénéfice ».

Nous souscrivons complètement à cette conclusion. Reste à examiner brièvement le problème de la terminologie à adopter pour décrire de façon satisfaisante la variabilité humaine.

Frank B. Livingstone propose l'usage du mot « gradient » (*cline*).²⁴ Il aurait justement le grand avantage de permettre la description et l'étude des variations géographiques des caractéristiques héréditaires sans donner en sous-main l'impression que l'humanité peut être regroupée en catégories distinctes.

Quand par contre on devra étudier les caractéristiques héréditaires de groupes déterminés, il conviendra, pour désigner ces groupes, d'employer une terminologie reflétant les critères sur la base desquels ils ont été délimités (groupes ethniques, linguistiques, géographiques, etc.) sans donner en sous-main l'impression que les mêmes caractéristiques que l'on veut relever sont utilisées pour délimiter le groupe.

Concepts scientifiques et réalité

Il nous reste un seul problème à discuter en appendice. Quand nous concluons que « les races n'existent pas », Dobzhansky et les autres défenseurs des plus récentes définitions de la race souscriraient volontiers à notre affirmation. Ils ne soutiennent pas en fait que la race soit une réalité donnée qu'on n'a qu'à constater et à étudier, mais qu'il s'agit seulement d'un « type idéal », d'un concept commode qui sert à mettre de l'ordre dans une réalité nuancée et embrouillée.

Cependant, ce que Dobzhansky ne voit pas, c'est que cela n'a pas de sens dans le domaine scientifique de distinguer entre des concepts qui « photographient » une réalité donnée et des concepts commodes qui ne servent qu'à mettre de l'ordre dans une réalité substantiellement diverse. Les concepts d'une science ne doivent être évalués qu'en fonction de leur cohérence et de leur utilité dans le contexte de cette structure interdépendante qu'est la science dans son ensemble. Et celle-ci à son tour est évaluée comme un tout en fonction de son utilité pragmatique.²⁵ Parler, dans le domaine d'une science, de concepts vrais et de concepts faux revient exactement à parler de concepts utiles et de concepts inutiles ou dangereux. Qu'ensuite l'on considère que ce à quoi se rapportent les termes de classe en général existe réellement ou non, cela dépend exclusivement de la position que nous adopterons dans la dispute des universels. En tout cas le problème affecte tous les termes indiquant une classe, et non pas en particulier le concept de « race » en opposition à d'autres termes de classe. De là vient qu'il ne nous intéresse pas.

Ce que nous avons entendu démontrer, c'est précisément que ce concept est dangereux dans le contexte de l'anthropologie et de la génétique, parce qu'il engendre la confusion au lieu de la clarté, sans compter qu'il est catastrophique par suite du rôle qu'il joue dans la société. Dans la mesure où l'on soutient qu'un terme de classe peut « exister », soutenir que le concept de race est dangereux pour la science revient à dire que les races n'existent pas. Soutenir, comme le fait Dobzhansky, qu'il est utile, revient à dire que les races existent.

²² S. L. Washburn, « The Study of Race », *American Anthropologist*, 1963, 65, 521-531, cité par Hiernaux, *op. cit.*, p. 39.

²³ Ashley Montagu, « Concept of Race in the Human Species in the Light of Genetics », in *The concept of Race*, cit., p. 3.

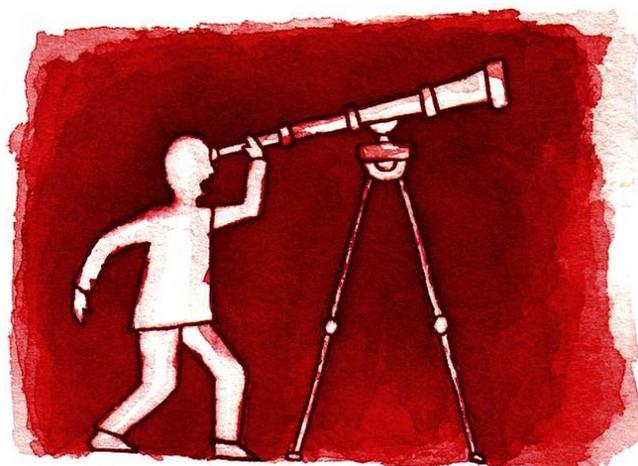
²⁴ *Op. cit.*

²⁵ Willard van Orman Quine, *From a Logical Point of View*, New York, deuxième édition mise à jour, 1961, pp. 1-19.

En quête du futur de l'Europe

Flavio Brugnoli

Directeur du Centre d'études sur le fédéralisme (CSF) de Turin
Traduction de l'italien par Alexandre Marin - Bruxelles



Simon Rankin, Telescop man, 31 mai 2007, Flickr

La « conférence sur le futur de l'Europe » qui pourrait s'ouvrir le 9 mai prochain – à l'occasion de la fête de l'Europe et du soixante-dixième anniversaire de la déclaration Schuman – doit beaucoup à la vision et à la ténacité d'Emmanuel Macron. Au début du mois de mars 2019, dans son appel pour une « Renaissance européenne » (publié sur le site de l'Élysée, en toutes les langues de l'Union européenne), le président français invitait à lancer une « conférence pour l'Europe aux fins de proposer tous les changements nécessaires au projet politique européen, sans tabou, notamment sur la révision des traités ».

L'appel de Macron a trouvé le soutien de la présidente de la Commission européenne Ursula Von der Leyen, alors encore candidate, devant le Parlement européen, le 16 juillet dernier : « je veux que les citoyens européens prennent une part active et déterminante dans l'élaboration d'une vision quant au futur de l'Europe. Je veux qu'ils puissent exprimer la leur lors d'une conférence sur le futur de l'Europe, qui commencera en 2020 et durera deux ans ». Un engagement réitéré dans les « Orientations politiques 2019-2024 » de sa Commission, dans lesquels elle souligne qu'elle est « prête à donner suite à ce qui se décidera à travers d'initiatives législatives si nécessaire » et qu'elle est ouverte à « d'éventuelles modifications du traité ».

Comme on s'y attendait, la France et l'Allemagne ont été les premiers États membres à réagir avec un « non-paper on key questions and guidelines » sur la conférence. Ce document est utile, ne serait-ce que pour, d'une part, délimiter la méthode et les vertus d'un tel événement, d'autre part, pour imaginer des outils que les États pourraient mettre en œuvre pour remplir les objectifs de cette conférence.

La France et l'Allemagne ont rejoint la proposition de la présidente Von der Leyen de commencer par un accord interinstitutionnel entre la Commission, le Conseil, et le Parlement européen, et deux réfléchir à deux thématiques

phares. La première serait consacrée au fonctionnement démocratique de l'Union européenne (en particulier au sujet des Spitzenkandidaten est de possibles listes transnationales) ; la seconde porterait sur les politiques menées par l'Union. Cette conférence devrait se dérouler avec la participation de tous les États membres (à travers des réunions thématiques, en suivant une approche bottom-up qui implique les citoyens européens.

Le Conseil européen du 12 décembre dernier a demandé dans ses conclusions « à la présidence croate du Conseil d'œuvrer à définir une position commune du Conseil sur les contenus, la portée, la composition, et le fonctionnement d'une telle conférence, ainsi que d'entamer des pourparlers avec la Commission et le Parlement sur ce fondement ». Pour le Conseil européen, le document de référence en vue de la conférence demeure le « Nouvel Agenda Stratégique 2019-2024 », qui a été approuvée en juin dernier.

Nul besoin d'être prophète pour comprendre que la réussite de la conférence dépendra en grande partie du « poids politique » avec lequel les propositions arriveront sur la table du Conseil européen en 2022.

En tant qu'institution représentative des citoyens européens, le Parlement européen devra – et il y semble déterminé – jouer un rôle clé pour mener les travaux et assurer la réussite de la conférence. Rappelons que la Commission a déjà exprimé son assentiment pour « proposer à un député européen pour présider la conférence ». La Commission des affaires constitutionnelles (AFCO) a déjà effectué les premiers pas en approuvant la désignation de la Commissaire Dubravka Suica, déléguée pour suivre la Conférence en représentation de la Commission. Par la suite, l'AFCO a organisé d'autres auditions pour parvenir à approuver, le 9 décembre, à définir la stratégie qu'adopterait le Parlement à l'occasion de cette conférence.

Hier, le Parlement, en session plénière, a adopté, avec 494 voix pour, 147 contre, et 49 abstentions (la « confiance » à la Commission Von der Leyen était approuvée avec 461 voix), une résolution importante sur l'organisation et les thématiques prioritaires de la conférence. Le Parlement devient ainsi la première institution à prendre une position officielle : la Commission diffusera sa communication sur la conférence le 22 janvier ; le Conseil affaires générales en débatera le 28 janvier. Le Parlement a insisté - emportant l'assentiment de la Commissaire Suica – sur la nécessité que la conférence dispose d'un mandat ouvert, sans résultats préalablement fixés. Le Parlement a également réaffirmé l'importance qu'il y avait à impliquer véritablement la société civile, que ce soit au moyen d'une « session d'écoute » qui se tiendrait au début de la conférence, ou bien d'une agora des citoyens et des jeunes en

mesure d'interagir avec les représentants des institutions européennes et nationales participant à la conférence.

Pour ceux qui suivent les aléas de l'Union européenne depuis plusieurs années, il est inévitable de songer à la « convention sur le futur de l'Europe » lancée en 2002 par Valéry Giscard d'Estaing, qui aboutit au projet de constitution européenne, mis en échec par les référenda français et néerlandais. Ce précédent devrait nous mettre en garde quant aux possibles défaillances qui peuvent apparaître dans les rapports entre le niveau européen et les niveaux nationaux, entre une opinion publique européenne, en faveur de l'intégration, et des opinions publiques nationales divisées. En outre, au début du XXI^e siècle, nous n'étions pas encore immergés dans un monde dominé par une communication globale, entretenu par des réseaux sociaux, et dans lequel se multiplient, tant les cacophonies et les « rumeurs » que les possibilités d'intervention, vers une plus grande transparence ou un plus grand contrôle.

Il y aura un temps et des façons d'entrer dans le vif des contenus de la conférence. Mais les défis qui nous attendent seront décisifs pour affirmer le rôle de l'Union européenne sur la nouvelle scène mondiale. La régression à l'œuvre, qui sabote les progrès accomplis par le multilatéralisme risque d'impacter la racine de l'esprit du projet européen, fait de coopération loyale et de règles communes. Cette réalité fait courir un double risque à la réussite de la conférence : d'une part, celui de montrer l'Union comme un sujet impuissant, ce qui, en plus de ne pas correspondre à la réalité dans de nombreux domaines, finit par pourrir sa crédibilité ; d'autre part, celui de ne pas comprendre que sur de nombreux sujets, dans les mois qui viennent, il sera indispensable de prendre des décisions claires au niveau européen. Ces décisions ne pourront pas

attendre l'adoption de réformes qui prendront du temps à être mises en œuvre.

Mais les défis qui nous attendent seront décisifs pour affirmer le rôle de l'Union européenne sur la nouvelle scène mondiale. La régression à l'œuvre, qui sabote les progrès accomplis par le multilatéralisme risque d'impacter la racine de l'esprit du projet européen, fait de coopération loyale et de règles communes.

L'Italie doit pouvoir jouer un rôle actif à l'occasion de cette conférence, comme elle l'a fait par le passé. Au niveau institutionnel, un tel rôle se joue, non par des affirmations impromptues, mais avec une implication et une capacité constante de faire des propositions et de constituer des alliances. Il n'est pas jusqu'aux think tanks italiens qui ne puissent offrir une contribution d'envergure. L'expérience qui les avait unis, avant les élections européennes de 2019, au sein du projet « Europea » (il s'agit d'une plateforme d'information sur les rapports entre l'Italie et l'Union européenne qui a regroupé IAI, CSF, CeSpi, ECFR Italia, Formiche, ISPI, Villa Vigoni) pourrait constituer un précédent précieux.

Face au rendez-vous qui nous attend à la conférence sur le futur de l'Europe, il est inutile de s'attarder à des débats de clercs entre les optimistes et les pessimistes. C'est justement parce que la situation actuelle ne nous satisfait pas qu'il faut laisser de côté le scepticisme facile. Pour le dire dans des termes plus connus et plus chers aux fédéralistes européens « la voie à suivre n'est ni la plus aisée ni la plus sûre, mais elle doit être suivie et... » chacun est appelé à participer, dans notre intérêt et dans celui des générations futures.

Un aspect qui n'est pas souvent évoqué depuis les élections européennes de mai 2019 ou depuis les nominations des membres de la nouvelle Commission en juillet et la formation de la nouvelle Commission en septembre est que nous assistons à une démonstration évidente de la force des institutions européennes.

Contre le pessimisme radical ambiant, le conformisme des médias et des intellectuels – qui fait que on ne peut plus parler de l'Union européenne (UE) sans y accompagner les mots crise, déclin, échec, fin, effondrement, etc., contre un climat politique défaitiste, dominé par les nationalistes souverainistes, très mal contrasté par des dirigeants, élus et fonctionnaires européens sans idées, usés et épuisés, un climat qui a permis que même la personne chargée de la relance européenne déclare « la crise existentielle de l'UE » ; malgré ce climat intellectuel « spenglerien » qui ne permet plus de publier des livres qui ne portent pas dans leur titre l'annonce de la morte prochaine de l'Union – les institutions ont montré leurs vitalité, comme une réplique du film « The revenant ».

Les élections européennes au suffrage universel, avec un taux de participation croissant, n'ont pas seulement arrêté la vague national-populiste à un seuil inférieur à 20%, mais bloqué aussi les tentatives d'une nouvelle alliance entre le PPE et les souverainistes, avec la conséquence de diviser le front des souverainistes entre les tenants de « l'Exit » (les Britanniques, isolés), les membres du PPE (comme par exemple Viktor Orban), les nationalistes polonais et les extrémistes (Le Pen et Salvini) qui ont abandonné l'idée de quitter l'UE et la zone euro. « 5 Etoiles » a même voté en faveur de la présidente Ursula von der Leyen. Certes, les forces sociale-démocrates ont subi des pertes importantes en France et Allemagne, même si la crise des « gilets jaunes » paraît être surmontée et l'ascension fulgurante de l'AfD bloquée. En général, il ne faut absolument pas se faire l'illusion que le nationalisme soit battu pour jamais, mais il a subi deux coups historiquement importants en 2019.

Le Brexit, présenté souvent comme une des formes de manifestations des crises de l'UE, se présente, comme le prof. Gamble de Cambridge a l'a récemment défini, comme : « une crise politique, du système partisan, des institutions de la démocratie, du rôle international, de l'identité culturelle et de l'unité même du Royaume uni ». Boris Johnson a obtenu ce que Theresa May n'a pas obtenu en raison de la clarté et simplicité de son message populiste : mettre en pratique le Brexit mais n'offre aucun projet crédible pour le futur du Royaume uni qui risque de se transformer en Royaume désuni (tendances centrifuges, en Écosse et Irlande du Nord). Que propose-t-il aux jeunes ? 700 000 jeunes ont manifesté pour l'UE à Londres. Certes, la sortie du Royaume uni est grave pour l'UE et pour son rôle mondial ; toutefois, non seulement aucune contagion ne s'est produite mais le BREXIT constitue désormais un mauvais exemple aux yeux des européens et il a poussé vers des avancées institutionnelles impossibles avec la Grande Bretagne (l'Union pour la défense, démarrée en 2018, par exemple). C'est à l'UE, leader du continent, d'offrir au

Royaume uni une nouvelle place dans l'architecture institutionnelle européenne dont elle est le centre.

Les institutions européennes ont montré une capacité remarquable de renouvellement : la majorité parlementaire PSE-PPE a dû s'ouvrir aux libéraux après le succès d'Emmanuel Macron et a élu un anti-salviniste italien (David Maria Sassoli) comme président du Parlement européen (PE). Macron a joué un rôle clé : deux femmes au sommet, à la Commission (Ursula von der Leyen) et à la Banque Centrale Européenne (Christine Lagarde), Charles Michel à la présidence du Conseil européen. La succession à la présidence de la Commission a connu l'échec de la méthode des Spitzenkandidaten et une négociation parfois obscure, mais a enfin conduit à un accord de qualité pour une femme, très européenne, ordo-libérale, mais ouverte aux questions sociales et à l'environnement. Et enfin son vice-président Frans Timmermans et le Commissaire de la famille écolo (grand gagnante des élections) confirme l'engagement de la nouvelle présidente pour une croissance soutenable. Le Financial Times a justement souligné la réponse forte attendue par la nouvelle Commission par rapport au défi économique des États-Unis de Donald Trump : la vice-présidence Margrethe Vestager pour rattraper le retard sur la digitalisation, le français Breton au marché intérieur et à l'industrie et Joseph Borrell à la politique étrangère. L'opposition d'une partie du PSE à une Commission – qui compte plus de socialistes que jamais, y compris deux vice-présidents de grand poids politique et force intellectuelle comme Timmermans et Borrell, expression ces deux nominations d'excellents résultats électoraux obtenus par leurs deux partis respectifs – est explicable uniquement par des préoccupations internes. Le PE a repris son rôle central, souhaité par Spinelli pendant toute sa vie, avec les auditions des Commissaires et le rejet de trois candidats, y compris la puissante S. Goulard.

En ce qui concerne l'avenir, si on veut vraiment réduire les marges de propagande des nationalistes, il faudra des résultats concrets et bien communiquer.

En ce qui concerne l'avenir, si on veut vraiment réduire les marges de propagande des nationalistes, il faudra des résultats concrets et bien communiquer. Le drôle de couple Dombrovski/Gentiloni devra faire face au difficile défi de construire un nouvel équilibre dynamique entre les règles de la rigueur et le fort engagement pour une croissance soutenable et une politique pour l'emploi. Aucune illusion : combattre les dettes publiques excessives reste une priorité (dans l'intérêt des États endettés et des jeunes générations), mais, à l'aide de la BCE, on peut poursuivre cet objectif en encourageant les investissements pour la recherche et l'innovation. Ce n'est pas plus de « flexibilité » qui est nécessaire, mais des nouvelles règles partagées et, tout d'abord, une réforme du Pacte de stabilité et de croissance.

L'Europe a favorisé des évolutions nationales très significatives, grâce à un système institutionnel de plus en plus interdépendant et contraignant.

La Grèce et le Portugal, contrairement à la rhétorique anti-européenne, sont sortis de la crise en dynamisant leurs économies et en normalisant leurs systèmes politiques : on observe une alternance démocratique et la défaite des fascistes en Grèce avec une opposition guidée par l'ex-populiste Tsipras au 30%, antinationaliste et social-démocratisé ; notons aussi le succès du gouvernement de la coalition de gauche à l'origine du succès inattendu du modèle portugais. La social-démocratie dans les pays scandinaves montre qu'on peut endiguer l'avancée des national-populistes par des politiques d'intégration efficaces des immigrés et des réformes de l'État-providence. En Allemagne de l'Est, le SPD et la CDU ont empêché l'AFD de devenir le premier parti. En Autriche les national-populistes sont exclus du gouvernement. On constate des succès antinationalistes en Slovaquie et dans d'autres pays de l'Est. Enfin, le changement radical intervenu en août dans le gouvernement de la troisième économie de la zone Euro, l'Italie, sous l'apparence paradoxale de la continuité du premier ministre, M. Conte. La défaite de Salvini, trahi par son erreur tactique, désormais marginalisé et allié des fascistes dans l'opposition, malgré que les sondages le donnent toujours en tête, n'est pas que le résultat d'un simple changement d'alliance, d'ailleurs constitutionnel dans les républiques parlementaires. Le passage – grâce à l'évolution de « 5 Etoiles » et à la participation du Parti démocrate – du gouvernement le plus souverainiste à un des gouvernements le plus pro-européens de l'UE et la défaite politique de Salvini – qui était devenu l'espoir et le symbole du succès et des ambitions souverainistes en Europe – est le résultat à Bruxelles et à Strasbourg du vote favorable du mouvement « 5 Etoiles » pour la nomination de la présidente von der Leyen. Romano Prodi a souhaité une « coalition Ursula » en Italie.

Pour conclure, je dirais que les conditions pour un printemps européen sont en partie réunies. Le risque ? Que, une fois

passé le danger, on continue par l'inertie du muddling through, que rien ne change dans l'UE, que les réponses politiques fortes aux trois grands défis à l'agenda soient encore une fois ratées : la politique européenne de l'immigration et de l'intégration, au-delà des accords de Dublin ; la politique européenne de la croissance, soutenable et digitalisée ; le rôle proactif de l'UE par rapport au voisinage (dans ses relations avec le monde arabe, la Russie et surtout l'Afrique) et à la confrontation en cours entre les États-Unis et la Chine. Une politique étrangère efficace et cohérente, une relance du multilatéralisme, pourraient élargir le consensus interne pour l'UE. La priorité de la Commission et du Conseil (avec le vote contraire de la Pologne) pour le « Green Deal » montre une volonté politique d'avancer et de concilier un projet culturel d'avant-garde, une idée pour l'économie du XXI^e siècle et un bon en avant dans la re-légitimation de l'UE auprès des jeunes.

Contrairement au modèle fonctionnaliste, c'est l'institutionnalisme qui revient en force : les institutions européennes intègrent, socialisent, changent les comportements des acteurs nationaux.

Contrairement au modèle fonctionnaliste, c'est l'institutionnalisme qui revient en force : les institutions européennes intègrent, socialisent, changent les comportements des acteurs nationaux. La force des institutions a permis que la plus grande et longue crise de l'UE soit largement derrière nous. Mais, attention : sans des résultats concrets, situés dans une vision commune, sans des idées fortes, mobilisatrices, les nationalistes vont revenir encore plus forts qu'avant, tant au niveau national qu'euro-péen.

Le devoir civique du monde de la recherche est de souligner et d'approfondir la portée, la complexité, et l'urgence dramatique de ces défis.



Roseau, Bpmm, 1^{er} avril 2010, Flickr

Le Brexit ! et après ?

Michel Herland

Économiste, professeur honoraire aux Universités d'Aix-en-Provence et des Antilles et de la Guyane, Martinique



Nous étions de ceux qui espérions le Brexit (un cheval de Troie en moins dans le flanc de l'Europe) sans trop y croire. Le leave, en effet, l'avait emporté de justesse lors du référendum de 2016 et Theresa May se révélait impuissante à obtenir du Parlement britannique la majorité nécessaire pour le rendre effectif. Son remplacement par Boris Johnson, anti-européen convaincu et fin manœuvrier, a changé la donne. À l'issue des dernières élections parlementaires, il disposait de la légitimité suffisante et de la majorité parlementaire indispensable pour acter la séparation, ce qui fut fait. Même si beaucoup reste à faire pour la finaliser. B. Johnson et les Britanniques sont en effet confrontés désormais à une alternative qui ne devrait pas trop les réjouir, soit prendre véritablement leur indépendance et se priver d'un accès facile au marché intérieur européen (comme la Suisse et la Norvège en bénéficient), soit accepter les règles du marché unique au risque de vider le leave de presque toute signification autre que symbolique. Car les Britanniques au sein de l'Europe soi-disant Unie avaient déjà l'entière maîtrise des principaux attributs de la souveraineté, à savoir la diplomatie, la défense et la monnaie. Sans parler de la restitution financière qu'ils avaient obtenue au préjudice des autres États membres. Même si les symboles comptent en politique, les Britanniques finiront sans doute par comprendre que le Brexit fut soit une erreur soit un coup d'épée dans l'eau. Et n'oublions pas le réveil de l'unionisme irlandais, les velléités d'indépendance de l'Écosse et maintenant du Pays de Galles attisées par le Brexit et donc le risque d'éclatement du Royaume-Uni.

Laissons les Britanniques à leurs problèmes. Les fédéralistes, quoi qu'il en soit, ne peuvent que se réjouir de voir disparaître du Conseil européen un pays qui ne cessait d'œuvrer pour l'affaiblissement de l'UE. Mais, que ce soit à 27 ou à 28, l'Europe demeure ingouvernable dans des domaines aussi stratégiques que la défense, l'immigration et même en matière commerciale. Voir à ce propos l'incapacité de parvenir à une doctrine cohérente face à la Chine (et l'on ne parle pas ici du coronavirus) et aux États-Unis. Inutile de s'appesantir sur la

Chine, sur le refus des Européens de faire prévaloir des clauses sociales et environnementales pour taxer les importations de ce pays. Concernant les États-Unis, on demeure pantois que l'on en soit encore à se demander comment taxer les GAFAM à la hauteur de profits réalisés en Europe. S'en remettre à l'OCDE dont les États-Unis sont partie prenante est un moyen assez sûr d'aboutir à pas grand-chose. Rappelons-nous que c'est l'OCDE qui est chargé de lutter contre les paradis fiscaux : on a vu avec quelle efficacité.

L'équation du problème est connue. 1) Une Europe légitime aux yeux des citoyens est une Europe prospère. 2) Une Europe prospère est une Europe puissante, capable de tenir la dragée haute à la Chine, aux États-Unis, à la Russie, tous gouvernés par des chefs d'État qui ne s'embarrassent d'aucun scrupule. 3) Une Europe puissante doit être gouvernée. 4) Pas d'Europe-puissance sans fédération européenne. 5) Pas de fédération sans l'accord unanime des 27. 6) Donc pas de fédération.

C'est la raison pour laquelle les fédéralistes, et au-delà tous les citoyens qui ne se satisfont pas de l'impuissance de l'UE, doivent impérativement renoncer au rêve d'une fédération rassemblant tous les pays membres de l'UE (aujourd'hui 27 mais il est question d'élargir encore du côté des Balkans). Continuer avec les institutions actuelles où tout repose sur le marchandage (je te concède ceci en échange de cela) ne peut conduire qu'à des cotes mal taillées, à des mauvaises solutions quand ce n'est pas, plus fréquemment, au blocage. D'où l'absence de perspective pour les peuples. Après quoi, il n'est pas surprenant que des leaders aux programmes plus ou moins fantaisistes, souvent pernicieux, accèdent au pouvoir avec l'appui de populations déboussolées.

Qu'il soit clair qu'il ne s'agit pas ici de droite ou de gauche. Tous les mécontents ne sont pas des idéalistes à la recherche de la justice sociale mais tous demandent la sécurité et une certaine prospérité, deux choses qui peuvent leur être

apportées aussi bien par des gouvernements de droite que de gauche (plus vraisemblablement du centre), à condition que ceux-ci aient une vision claire et possèdent les moyens de leur politique. Or nous savons que dans nombre de domaines cruciaux les États-nations européens n'ont pas la taille critique pour imposer leur volonté, aussi judicieuse soit-elle.

Seuls les États européens ne peuvent rien faire, ou pas grand-chose, or ils s'avèrent incapables de s'unir : c'est la quadrature du cercle ! Pour en sortir, la solution est connue : à défaut des 27, se rabattre sur un nombre réduit de pays mais qui ensemble pèseront suffisamment fort sur l'échiquier mondial. À eux seuls les pays du « Pacte de Weimar », Allemagne, France et Pologne, regroupent presque la moitié de la population des 27 : ceci n'est qu'un exemple d'une configuration possible et d'ailleurs pas la plus probable. Mais laquelle serait plus probable ? C'est ici que le bât blesse vraiment. Dans l'état actuel des forces politiques en Europe, on ne voit pas quels pays, non, pas quels pays, quels gouvernements nationaux seraient prêts à se faire hara-kiri pour laisser sortir de leur ventres respectifs un seul gouvernement plus fort. Mais nous avons eu déjà l'occasion de l'écrire : nos gouvernants ne sont pas des héros. Ils ont le « conatus » – pour employer un terme spinozien – bien accroché. Ils entendent avant tout « persévérer dans leur être » de gouvernants dont ils tirent

maints avantages. En particulier en France où les pratiques de la monarchie républicaine sont si bien ancrées.

En s'attaquant à des lieux symboliques du pouvoir (l'Arc de Triomphe) et de la richesse (les Champs-Élysées), les gilets jaunes, en France, n'ont pas choisi leurs cibles au hasard. Malheureusement, les dix-huit milliards d'euros – si l'on en croit le chiffre le plus courant – distribués en réponse à leur mouvement ne sortiront pas la France de l'ornière. Ce n'est pas avec cela qu'on luttera contre la désindustrialisation, par exemple (l'emploi industriel est passé de 4 millions à moins de 2,8 millions en moins de vingt ans). Pour les fédéralistes, la difficulté consiste à mobiliser la population en vue d'une fin qui paraît nécessairement abstraite. L'Europe n'est pas un objectif pour l'immense majorité des citoyens. Ses véritables objectifs ont déjà été mentionnés : la sécurité et la prospérité.

Or, on ne fera pas la fédération – contre les gouvernements – sans un appui populaire massif. Dès lors, la seule stratégie ouverte aux fédéralistes consiste à convaincre les citoyens des pays qui semblent les plus proches (politiquement, économiquement, socialement...) et les plus susceptibles de s'unir que leurs objectifs particuliers ne pourront être atteints en dehors d'une fédération.

L'Europe, entre le déshonneur et la guerre

Jérôme Bru

Comédien, metteur en scène et militant fédéraliste - Avignon



Jeanne Menjoulet, *Against the massacres of civilians in Syria*, 8 septembre 2019, Flickr

Cette tribune a été écrite au début du mois de mars, alors que la pandémie n'était qu'à son commencement en Europe. Volontairement, je laisse ce texte tel qu'il a été écrit, dans l'urgence de ce moment, pour ne pas oublier que la question des réfugiés syriens et du non règlement de la guerre en Syrie est toujours d'actualité. Elle est même renforcée aujourd'hui comme une bombe à retardement qui risque de s'ajouter à la crise sanitaire actuelle.

La panique planétaire autour du Coronavirus a relégué la crise migratoire européenne, sur fond de guerre syrienne, en arrière-plan.

Médias, Etats, citoyens, font un décompte quotidien des quelques milliers de morts du Covid-19, mais a-t-on fait le même décompte macabre des quelques 400 000 morts de la guerre en Syrie ? On s'inquiète d'un virus dont on ne possède pas l'antidote, mais s'inquiète-t-on, avec la même obstination, de cet autre virus bien plus mortel et dont on ne possède pas non plus l'antidote, qu'est la guerre fratricide que les hommes et les nations se livrent quotidiennement dans le monde. On montre du doigt des « migrants » au lieu de voir des réfugiés de guerre qui ont besoin d'aide. On regarde les

conséquences de cet afflux à nos portes, au lieu de voir les causes, à la porte de ces gens qui ont fui la mort. Dans notre histoire européenne tourmentée, il y a comme un relent du même déni, de la même lâcheté et du même déshonneur qu'en 1938 quand français et britanniques ont laissé Hitler annexer la Tchécoslovaquie. La même passivité face la dictature de Bachar el-Assad et son complice Poutine. L'Europe de 1938 a eu non seulement le déshonneur mais aussi la guerre. Faisons preuve de courage et de mémoire pour ne pas récolter les mêmes désastres !

Le courage et la vraie politique européenne aurait été de ne pas abandonner la Syrie et d'aider les populations à construire une démocratie.

On peut saluer le courage de Merkel qui a décidé en 2015 d'accueillir 1 million de réfugiés, dans l'immobilisme des autres États européens. Elle en paye aujourd'hui le prix politique. On lui reproche de n'avoir consulté personne mais la preuve est qu'aujourd'hui la seule unité européenne est dans les barbelés et la fermeture des frontières. On accuse la

Turquie de faire un chantage aux européens, qui cependant lui ont délégué la gestion du problème migratoire à coups de milliards d'euros (dont la totalité d'ailleurs n'a jamais été remise aux organisations concernées).

Les États européens persistent encore dans cette politique de l'autruche en demandant à Erdoğan de respecter un accord sans issue. Un accord financier au lieu d'une prise de position politique. Un accord déshonorant pour la majorité des citoyens européens qui approuvent les valeurs de paix et de solidarité.

Le courage et la vraie politique européenne aurait été de ne pas abandonner la Syrie et d'aider les populations à construire une démocratie. Le courage aurait été de régler la cause des problèmes migratoires (régler le conflit et arrêter la guerre) et d'imposer le droit international dans cette région. Sans cela,

tout ce qui arrive aujourd'hui était prévisible. L'Europe, par son immobilisme, a attisé les haines et le rejet. Elle a laissé la parole aux minorités xénophobes au lieu d'affirmer la voix de la majorité démocratique !

Il est temps de faire entendre cette voix de la démocratie européenne. Il est temps d'avancer vers une Europe fédérale solidaire dotée d'une politique étrangère commune. Il est temps de réformer le système de Dublin afin d'éviter que les pays frontaliers soient les seuls à supporter le poids de la crise migratoire, dans le risque permanent de faire vaciller les fondements de l'UE ! Attendrons-nous que cette situation fasse éclater l'Europe et détourne les citoyens du projet européen ? Pire encore : attendrons-nous que la guerre se déclare aux portes du continent ?

Non, l'UE n'est pas indifférente au drame syrien

Jean-Guy Giraud

Ancien Président de l'UEF – France (31)

Il est facile, depuis les studios de radio et de télévision, de critiquer une soi-disant "absence de l'UE" dans le drame humanitaire syrien.

En fait, si toute action diplomatique demeure assez largement inopérante du fait de l'attitude hostile des trois parties concernées, l'UE a mené depuis le début même du conflit une action humanitaire d'une ampleur exceptionnelle.

À l'évidence, l'Union n'est pas en mesure d'accueillir un flot incessant de personnes déplacées/réfugiées (potentiellement plus d'un million) d'une ampleur et d'une nature très différentes de celles envisagées par les conventions internationales auxquelles elle est partie.

Mais elle a mis en œuvre tous les moyens - notamment financiers - susceptibles de protéger autant que possible les populations chassées avec une brutalité inouïe par les belligérants d'un conflit aussi cruel qu'absurde pour lequel elle ne porte aucune responsabilité.

Le dernier communiqué du Haut Représentant résume bien la situation et ses annexes fournissent toutes les informations nécessaires sur le secours humanitaire entrepris depuis 2011 par l'UE en Syrie : en résumé plus de 16 milliards d'euros destinés à venir en aide à plus de 6 millions de personnes. Une aide fournie non pas au Gouvernement turc comme les media le rapportent parfois, mais directement - ou par la voie des ONG présentes sur le terrain - aux victimes elles-mêmes.

A défaut d'une hypothétique intervention militaire - ou même de sanctions économiques - à l'encontre des États belligérants qui ne feraient qu'aggraver la situation, l'UE ne peut donc que poursuivre son action humanitaire (d'ailleurs isolée) et tenter d'obtenir des dirigeants concernés une trêve, si possible prélude à des pourparlers de paix qu'elle pourrait faciliter.

En conclusion, il serait utile que les commentateurs de la presse prennent la peine de consulter les données fournies par l'UE avant de condamner sa soi-disante inaction.

Erdogan : la guerre pour sauver son règne ?

Gérard Fuchs

Ancien Député et Député européen, Conseiller du Président de la Fédération Jean Jaurès

Ce texte reprend, après une mise à jour par l'auteur, une version antérieure publiée par la Fondation Jean Jaurès le 14 février dernier.



Marco Verch, Erdogan Triffit Putin, janvier 2019, Flickr

La Turquie est un pays dont on parle de plus en plus souvent dans le monde. Ce n'est pas une absolue nouveauté : Byzance a été une capitale des grecs ; rebaptisée Constantinople elle fut celle de l'empire romain d'orient ; devenue Istanbul, elle fut le lieu d'où les sultans ottomans contrôlaient une bonne partie du monde occidental, de Gibraltar à l'Océan indien.

Les différents partages du proche orient, décidés par les vainqueurs de la première guerre mondiale, n'empêchèrent pas Mustapha Kemal de créer en 1919, dans ses frontières actuelles, une Turquie moderne, résolument républicaine et laïque. Celle-ci demeura neutre pendant la deuxième guerre mondiale.

Devenue en 1952, par crainte de l'expansionnisme soviétique, un membre géographiquement important de l'Alliance atlantique, candidate à l'appartenance à l'Union européenne, la Turquie a fait depuis quelques années un retour inattendu et remarqué sur la scène politique internationale. Et cela à travers des prises de position correspondant à une conception tout à fait nouvelle de ses intérêts propres.

Le Président Erdogan, élu en 2014 après avoir été onze ans premier ministre, s'appuie sur un électorat rural traditionnaliste et sur la renaissance de partis aux références religieuses. Il est pour beaucoup dans l'évolution actuelle de son pays. Autoritaire, porteur d'un nationalisme n'hésitant pas à se référer aux heures glorieuses où un sultan commandait depuis Istanbul au pourtour méditerranéen, il se veut l'antithèse à la vision fondatrice de 1919 ; il se présente comme une alternative identitaire aux fondateurs du pays, à leur approche laïque et non religieuse, à leur volonté de faire entrer la Turquie dans la modernité des connaissances et de l'ouvrir au monde et pas seulement à son environnement.

Mais cette vision identitaire d'Erdogan le conduit à considérer comme secondaires les questions économiques et sociales, la grandeur du tout rendant secondaire le sort de chacun. La vie politique du pays se caractérise ainsi aujourd'hui par une bipolarisation accrue entre la coalition formée par l'AKP d'Erdogan et l'approche prioritairement économique et

sociale du CHP, parti laïque et de Gauche, hériter de Mustapha Kemal.

La tentative vite avortée d'une partie de l'armée, en 2016, de jouer à nouveau un jeu politique, fut l'occasion pour Erdogan de conduire une épuration qui déborde très largement le monde militaire et touche tous ceux dont il considère qu'ils sont susceptibles de s'opposer à sa vision et de voter pour le CHP et ses alliés. Journalistes, magistrats, enseignants, intellectuels ont ainsi été expulsés, suspendus ou emprisonnés par dizaines de milliers, au gré d'accusations fantaisistes.

La première conséquence extérieure de la vision d'Erdogan a été l'engagement de la Turquie dans des conflits du Moyen-Orient dont elle s'était tenue écartée pendant des décennies. Le rapprochement informel avec le Président de la Syrie Bachar al Assad avait des fondements compréhensibles même s'il n'avait rien de moral. D'abord il faisait dialoguer deux pays également inquiets de la percée territoriale de l'Emirat Islamique (EI), qui visait entre autre objectif la constitution d'un Califat aux limites indifférentes aux tracés existants : Syrie et Turquie pouvaient tous deux s'inquiéter d'une remise en cause de leurs frontières orientales. Mais un autre motif, inexprimé des deux côtés, était la crainte de la résurgence du projet d'un Etat kurde, qui amputerait leur territoire même en cas d'effondrement de l'EI. Dans ce contexte, le sort des démocrates syriens fuyant leur pays devenait pour chacun un problème secondaire : la Turquie en accueillit quelques-uns pour faire plaisir à l'Europe, pas trop pour ne pas inquiéter le régime syrien...

Mais cette vision identitaire d'Erdogan le conduit à considérer comme secondaires les questions économiques et sociales, la grandeur du tout rendant secondaire le sort de chacun.

L'effondrement militaire de l'EI fit croire un moment à Erdogan qu'il pouvait espérer une grande victoire, en profitant du départ annoncé des forces américaines pour pénétrer en Syrie et détruire les forces et les villages kurdes du nord est du pays. Mais le lâchage par les américains des kurdes, qui avaient joué un rôle important dans la défaite de l'EI, provoqua des vagues de réactions. Il existe malgré tout quelque chose qui ressemble à de la morale même dans la guerre : les opinions publiques américaine et européenne, les soldats et les forces spéciales US et françaises qui s'étaient battues au côté des kurdes contre l'EI, firent savoir qu'accepter une percée turque dans la zone n'était pas imaginable. Ils furent écoutés et Erdogan n'eut pas sa victoire.

Mais toutes ces aventures avaient pour effet de brouiller fortement le système d'alliance antérieur de la Turquie. Le rapprochement Erdogan- Assad avait pour conséquence de rendre la Turquie dépendante de la Russie, dont l'aviation était décisive dans la victoire sur les forces démocratiques syriennes. Et, comme toujours en pareil cas, il y a une addition à payer : comment refuser la proposition russe de vendre à la Turquie des missiles antiaériens derniers cris, même si les

américains menacent de ne plus fournir alors les avions promis de longue date? Ces vieux ennemis héréditaires que sont les russes et les turcs vont-ils finir par coopérer ?

C'est là que reviennent les questions économiques et monétaires. On peut faire beaucoup de reproches aux marchés financiers mais ils n'aiment pas les guerres. Et plus le pays s'engageait dans des aventures militaires, plus la livre turque se dépréciait, malgré des hausses de taux d'intérêt. Les injonctions de plus en plus vives d'Erdogan à la Banque centrale (« La politique monétaire, c'est moi ») s'achevant par le débarquement du gouverneur puis de son équipe l'été dernier, vont permettre une politique de crédit bon marché, qui dans un premier temps relancera un peu la croissance. Mais la chute de la livre qui l'accompagne et le creusement d'un déficit du commerce extérieur déjà important vont inquiéter chefs d'entreprises, monde salarié et commerçants.

Les résultats des élections municipales du printemps 2019 montrent que le mélange d'autoritarisme politique et de désordre économique et financier inquiète de plus en plus d'électeurs.

Les résultats des élections municipales du printemps 2019 montrent que le mélange d'autoritarisme politique et de désordre économique et financier inquiète de plus en plus d'électeurs. Le passage à l'opposition de la mairie d'Ankara, la capitale, puis d'Istanbul au terme d'un troisième tour rendu inévitable du fait de la fraude éhontée pratiquée au second, ont donné au CHP et à ses alliés une nouvelle crédibilité et un nouvel élan, le nouveau maire de la ville étant l'élu de ce regroupement.

C'est dans ce contexte et compte tenu du sujet de mon dernier livre²⁶ que j'ai été invité, fin novembre dernier, avec une ancienne ministre du SPD allemand, à un colloque organisé par la SODEV, fondation qui est au CHP ce que la Fondation Jean Jaurès est au Parti socialiste. Le thème de la rencontre, « L'avenir de la sociale démocratie face à la mondialisation », reflétait l'espoir revenu d'un retour au gouvernement et la volonté de resserrer les liens avec des partenaires importants. Une bonne partie du colloque fut évidemment consacrée à la comparaison de nos problèmes et espoirs dans chacun de nos trois pays. Mais, en ce début d'année 2020, le Président Erdogan, dont on ne peut décidément nier la capacité

créatrice, a déjà engagé son pays sur un nouveau terrain de manœuvre militaire : la Lybie !

L'élimination de Kadhafi en 2011, dans laquelle la France a joué un rôle important, pour des raisons qui ne sont pas encore toutes découvertes, a engendré des désordres intérieurs mal maîtrisés ; elle a aussi amplifié, au sahel notamment, des désordres extérieurs qui le sont encore moins ! Curieusement, les acteurs extérieurs directement impliqués sont presque les mêmes qu'au moyen orient : l'EI ou ses successeurs, les Etats Unis, la France, les pays du Golfe, la Russie et la Turquie. La seule nouveauté est l'Italie, ancienne puissance coloniale et pétrolière.

L'implication de la Turquie dans son voisinage proche oriental pouvait apparaître géographiquement logique, même si les objectifs poursuivis allaient bien au-delà des annonces officielles. L'implication de ses forces armées en Libye, par-delà les intérêts pétroliers, ressemble surtout à la vision d'un président qui se voit en successeur des sultans ottomans de la grande époque et compte sur l'aura ainsi acquise pour une nouvelle réélection ! Certes, les règles républicaines ont été respectées et le parlement a été prié de donner son accord à la décision déjà prise ; mais l'exercice était sans danger puisque l'AKP et le Mouvement nationaliste ont

actuellement à eux seuls une majorité. Il mérite cependant d'être noté que tous les partis d'opposition, CHP en tête, ont voté contre ce qui était pourtant présenté comme « l'intérêt de la Nation » !

Mais l'aide matérielle turque au gouvernement libyen reconnu par la Communauté internationale, s'est très vite révélée comporter des « compléments humains » dépassant probablement le millier d'hommes. Ceux-ci sont en majorité des syriens. Il était jugé peu probable que leur acheminement ait été assuré par des bateaux de Bachar el Assad. Il est établi aujourd'hui qu'ils ont embarqué dans des aéroports turcs.

Contrairement aux espérances d'Erdogan, l'opinion publique en Turquie semble être aujourd'hui majoritairement hostile à l'intervention de son pays en Libye. Et l'extrême discrétion dans laquelle s'est déroulé l'enterrement des premiers officiers tués là-bas a choqué, bien au-delà des rangs de l'armée ! Les prochaines élections présidentielles doivent avoir lieu en 2023. La conjonction de difficultés économiques et du refus d'aventures extérieures d'un autre temps peut conduire alors à un renversement de situation, qui favoriserait le retour de la paix autour du bassin méditerranéen.

²⁶ « Mondialiser la Gauche », L'Harmattan, novembre 2018

Focus : Crises de la démocratie, populisme, nationalisme



Reichstag, Tuveuxmaphoto, 6 juillet 2012, Flickr

Crises de la démocratie, populisme, nationalisme, démocraties illibérales : le dossier de ce numéro va tenter de faire un point d'étape car le sujet est inépuisable.

Beaucoup croyaient après la chute des régimes communistes que la Démocratie avait triomphé. Désormais le terrorisme islamiste apparaît comme le principal adversaire des démocraties libérales. Il n'est pas le seul puisqu'elles ont secrété en leur sein un ennemi intérieur largement représenté par le populisme.

Les causes d'insatisfaction de nos sociétés sont facilement repérables : le chômage, l'insécurité, l'immigration, etc. Si on en impute la responsabilité exclusive aux institutions et aux élus, le débat devient impossible. Et le paradoxe aujourd'hui est que la démocratie organise elle-même le cadre politique de l'insatisfaction permanente via les élections.

Et si l'Europe n'est plus l'unique objectif dans le viseur des forces souverainistes, c'est surtout parce que leur cible principale est désormais la démocratie elle-même.

La démocratie libérale représentative est l'ADN de l'Europe, face à un monde de plus en plus gagné par l'autoritarisme. Face à la Chine, la Russie, la Turquie, le Brésil et des Etats-Unis de Donald Trump, le pouvoir d'attraction du modèle européen réside dans sa tradition démocratique.

Cependant, la démocratie en Europe ne se porte pas bien. Elle est contestée, menacée ou encore détournée. Les pouvoirs ont trop souvent ignoré la volonté des peuples, comme lors du référendum de 2005 en France ou de celui tenu par la Grèce en 2015. Il faut aussi tenir compte de ceux qui souhaitent redéfinir la démocratie dans un sens moins libéral. C'est le cas du Hongrois Viktor Orban, devenu à la faveur de la crise migratoire de 2015 le champion des extrêmes droites européennes. Il a mis en place un régime ultra-conservateur

où la démocratie ne subsiste que de manière formelle avec des médias sous contrôle, un Parlement sans influence et une justice aux ordres. Les opposants sont intimidés et les valeurs traditionnelles ou religieuses instrumentalisées. Orban a été imité en Pologne. Matteo Salvini s'est imposé un temps en Italie séduite par ses postures d'homme fort.

Selon la division traditionnelle du monde entre démocraties libérales et régimes dictatoriaux, les démocraties illibérales occupent une sorte d'entre-deux.

Partout en Europe, même en Allemagne où l'extrême droite était très faible, la crise migratoire de 2015, puis les attentats djihadistes, ont encouragé les extrémistes à proférer des slogans anti-immigrés et islamophobe.

La Russie de Poutine a largement participé à la propagation de ces idées qui poussent les démocraties à remettre en cause la liberté d'expression et à exercer un contrôle sur Internet.

Les réseaux sociaux ne sont que le support de cette éclosion des propos racistes. Et le rôle de l'Internet dans la déstabilisation des démocraties représentatives traditionnelles est attesté dans l'émergence éclair des Cinq Etoiles en Italie.

Mais les élites traditionnelles doivent s'en prendre à elles même, pour faire face au discrédit qui les frappe. Elles ont été incapables de prévenir la crise financière de 2009, elles sont désormais incapables de faire face au gouffre qui se creuse entre les urbains surtout préoccupés par les menaces environnementales et des minorités rurales se sentant abandonnées, loin de la mondialisation et de ses retombées.

Le fédéralisme hamiltonien dont l'équipe de Fédéchoses a toujours été un ardent défenseur propose une forme de fédéralisme devant limiter le pouvoir des Etats fédérés et augmenter les droits des citoyens. Il peut être un début de réponse dans le débat qu'ouvre notre dossier.

Jean-François Richard

Secrétaire de Presse fédéraliste et Directeur de la publication de *Fédéchoses* - Lyon

Between Authoritarianism and Identity-stressing Sovereignism: “Illiberal Democracy” as a Model

Giampiero Bordino

Professeur d'histoire contemporaine et analyste politique

Article publié initialement en anglais par *The Federalist Debate* – Turin

In Western history, democracy as a political system arises from the root of the liberal revolutions of the seventeenth and eighteenth centuries, the English, American and French ones, through the overcoming of the wealth-based and oligarchic limits of political rights, above all the electoral ones, and through a growing popular participation in political life. Between the nineteenth and twentieth centuries, in a context of struggles and conflicts, the model of liberal democracy was born, which unites the masses' political participation, mediated by political parties, trade unions and all other possible forms of association and universal suffrage, to civil rights and to the system of guarantees provided by the rule of law, as inherited from those liberal revolutions. The division of the legislative, executive and judicial powers, gained in the liberal era, is a cornerstone of this political model, aimed at ensuring limits to political power and the respect for the rights of minorities; in short, it aims at preventing a new form of tyranny, that of the majority. It should also be remembered that federalism, conceived and experimented for the first time in the American liberal revolution, falls essentially within this perspective of division of powers, in this case not an institutional but a territorial division.

This model of liberal democracy, as well known, was weakened and threatened by the authoritarian nationalisms of the late nineteenth century, and entered a crisis and collapsed in many Western countries during the first half of the twentieth century after the First World War, with the rise of the totalitarian fascist and Nazi political systems and, albeit in another context, also with the failure of the Bolshevik revolution in Russia and the birth of the Stalinist totalitarianism.

Liberal democracy was restored in the West, and not everywhere, only after the Second World War in the new context of the bipolar world dominated by the United States and the Soviet Union. In the European West, the rebirth of democracy is also a result of the process of European integration which took off in the early Fifties, confirming the link between the federal and the liberal-democratic perspective.

This brief historical reconstruction may enable us to better understand what is at stake today, in the

new context of the globalized and multipolar world in which we live. For the first time explicitly, the opposite model of an "illiberal democracy" is proposed today by the Hungarian leader Orbán, and more recently also by the adviser to the American President Trump, Steve Bannon, a supporter of a nationalist and anti-European perspective and now "adviser" also to the new European neo-nationalist politicians like Orbán himself, the Austrian Sebastian Kurz, the Turkish Erdogan, the Polish Kaczynski and the emerging Italian leader Matteo Salvini. Illiberal democracy is understood as a political system in which the political leader, legitimized by the majority of voters, presents himself as a direct expression of "the people" (an undifferentiated entity without significant internal articulations) without the need of intermediating associations (political parties, etc.) or significant counter-powers to guarantee individual and minority rights.

This model of liberal democracy, as well known, was weakened and threatened by the authoritarian nationalisms of the late nineteenth century, and entered a crisis and collapsed in many Western countries during the first half of the twentieth century after the First World War

In this framework, division of powers, constitutional courts, judges, press organs, technical-consultancy bodies, etc. are essentially seen as obstacles to the decision-making processes, potential "enemies of the people" and their leaders, to be limited or removed as far as possible. There follows, to use an expression proposed by the Uruguayan writer Eduardo Galeano and also used by the Croatian essayist Predrag Matvejevic, a model of "democratura", democracy and autocratic rule at the same time. The idea of illiberal democracy or democratura is based on a narration of the world able, in the context of ungoverned globalization in which we live, to intercept, involve and "seduce" (in the etymological sense: to lead to oneself) the expectations and emotions of more and more vast popular masses. People are presented as victims of "the elites", understood not only in an economic or political-institutional sense, but also in a cultural one, as made apparent by the increasingly frequent criticism against

"competences" and competent people. 'People against the elites' is the winning formula of this narration. From this point of view, the elites are also seen and "denounced" as global elites and, before that, European and pro-European, not only

The present ungoverned globalization is, as already mentioned, the fundamental frame of this great transformation, and it is in this framework that the identity-based sovereignty that accompanies illiberal democracy is situated and can be interpreted.

local and national. So, the elites are in some way "foreign", distant from the interests of the people, unable to interpret their identity and interests. In this vision, the polemic against the elites as global entities, and the polemic against migrants, refugees, foreigners and so on (one of the great themes of the supporters of illiberal democracy, from Trump to Salvini) tend to be looked as one, and merge together. The people, through their leaders, have found the "enemies" to single out and

Bannon to make only American examples, have long been authoritative members of the ruling classes, globalized businessmen and billionaires, or are anyway, in other cases, rising exponents of new power elites now endowed with all the resources and attributes of their role, and also very able to use them. The narration of the "chanters" of illiberal democracy and identity-stressing sovereignty (in short: America First, Russia First and so on, in a zero-sum game in which all are inevitably losers and lost) represents its "heroes", from Trump to Putin, from Orban to Erdogan, as incarnations of the people, an authentic voice of their needs and imagination. Demagogy, already present and recounted in ancient Greece, is reborn in new forms in the 21st century. And with all the tools and resources made available by the global-age technology revolution, primarily in the world of communication.

The present ungoverned globalization is, as already mentioned, the fundamental frame of this great transformation, and it is in this framework that the identity-based sovereignty that



Lars Plougmann, Globalisation, 3 septembre 2008, Flickr

fight, those responsible for all the evils that afflict them, those at which they shall direct fears, resentments and rancor. These enemies, despite their diversity, have in common their "remoteness", that is, their distance from the people, from their identity, from their interests and their emotions. It matters little if the new leaders of the people, their new "lawyers", from Trump to

accompanies illiberal democracy is situated and can be interpreted. With the globalization of finance, economy and markets, and more generally of all the flows (of signs, images, values, etc.) made possible by the technological revolution and favored by the neo-liberal policies of the ruling classes in the last decades, the States have actually lost a large part of their governing capacity. The

problems have become predominantly global, while political power has remained enclosed within the borders of states, however large they may be. The impotence of states to guarantee public goods (peace, security, social protection, fiscal justice, jobs, environmental quality, etc.), for which statehood was born and developed in the last centuries, has become ever more evident. States, in fact, do not have even the traditional "monopoly of the legitimate use of force", their decisive resource of last resort, given that new transnational private actors such as mafias, criminal organizations and terrorist movements

But is there really another way out, an alternative to the illusory and self-destructive illiberal democracy and identity-based sovereignty, to face the evils of the world and at the same time guarantee democracy as a political model?

are able to strike everywhere and everyone, as do know by experience even the world superpowers, from the United States to Russia to China.

In this frame of reference, the identity-based sovereignty was born or reborn, and the supporters of illiberal democracy, from Trump to Orbàn, are at the same time supporters of that sovereignty too. In a world that seems to elude any control and in a context in which the "people" are clamoring for getting back the guarantees of lost public goods (security, jobs, social protection, etc.), the new leaders propose, for reasons on the one hand opportunistic (it is better to do so in order to obtain consensus) and on the other cultural (they cannot or do not want to look for any other way), the recovery of their lost sovereignty, the closing-in in their own borders, and the reaffirmation of their identity against the others. "Us" against "them", and every man for himself. As if it were possible to see to it on one's own, in a world in which interdependence has been intertwining and mixing things and people for a long time now. In fact, as our daily experience teaches us, the world's ills, the insecurity factors such as wars, environmental and social disasters, or financial crises, do not stand still, they "walk" fast and pierce any frontier and any wall.

But is there really another way out, an alternative to the illusory and self-destructive illiberal democracy and identity-based sovereignty, to face the evils of the world and at the same time guarantee democracy as a political model? How is

it possible to give back to politics, and therefore to the will of the people, the control of the economy and the ability to produce the fundamental public goods, from peace to jobs, which national, and to some extent now also continental statehood has lost a long time ago? It is evident that, in the context of planetary interdependence and globalization, the only realistic way to successfully tackle global problems and thus guarantee fundamental public goods is to build institutions and policies at all the levels at which such problems arise: from local to national to continental (the level of the United States, China, Russia or India, and in a still embryonic form also the European Union), to the global one (the level of the UN and other world institutions).

Basically, it is a matter of really recovering one's lost sovereignty by sharing it with others, at the various levels where problems arise and must be addressed.

Sharing sovereignty in a multilevel democracy, from local to global: this is the formula that a new narrative of the world, alternative to the illusory and suicidal one of an identity-stressing sovereignty and an illiberal democracy, should propose and try to make seductive. It should also be noted that the national level, in this perspective, does not disappear at all, but in some ways legitimizes itself again, because it is exercised on the problems and challenges in which it is able to act effectively, and in a constitutionally regulated context of cooperation with all the other actors: "below", the local and regional ones, and "above", the continental, like the European Union, and the global ones, the international level. This also means, in a new narration of ourselves and of the world, to embrace the perspective of multiple identities and belongings, of plural citizenships, not conflicting with each other; in sum, a new shared and common feeling of humanity.

To do all this, and to concretely build this perspective, there is not much time left. The "mole" of ungoverned globalization is burrowing and eroding, since many years now, the very foundations of our coexistence and of civilization itself, and is daily nourishing the seductive capacity of illiberal democracy and identity-stressing sovereignty. If we want to safeguard our future, and especially that of the coming generations, it is no longer possible or legitimate to stand idle and just watch.

Le fédéralisme étasunien est-il apte à contenir le pouvoir présidentiel ?

Lucas Tereygeol

Membre de l'UEF Ile-de-France

Dans son fameux ouvrage intitulé *De la démocratie en Amérique*, Alexis de Tocqueville désignait l'organisation politique des États-Unis comme « la plus parfaite de toutes les constitutions fédérales. »

La véracité de cette affirmation est aujourd'hui plus importante que jamais à l'aune de l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, dont le programme menace le progrès démocratique, social et écologique, bien au-delà des frontières de son propre pays.

En France, la polarisation du pouvoir autour de l'Exécutif, telle qu'elle réduit le Parlement à la fonction de chambre d'enregistrement des lois, est régulièrement dénoncée. À l'heure où une réforme profonde de la Constitution française est de plus en plus réclamée, la forme fédérale du gouvernement *étasunien* est-elle une source d'inspiration pour une démocratie cherchant à limiter la toute-puissance de son chef d'État ?

En principe, le système fédéral étasunien repose sur la doctrine des *checks and balances* qui a trait à une séparation des pouvoirs équilibrée. Le Législatif, l'Exécutif et le Judiciaire se contrebalancent les uns les autres et doivent respecter leurs sphères d'action respectives. Par ailleurs, les entités fédérées disposent de la compétence de droit commun, tandis que l'État fédéral bénéficie d'une compétence régaliennne strictement délimitée par la Constitution. Le catalogue des droits – le *Bill of Rights* – est censé préserver la liberté et les droits fondamentaux de chaque citoyen.

Néanmoins, ces garanties impliquent-elles que le fédéralisme américain soit suffisamment armé pour endiguer l'hégémonie d'un Président aux valeurs et ambitions dangereuses ?

La Constitution rédigée par Georges Washington et ses amis offre à l'interprète une marge d'appréciation particulièrement étendue, de sorte que le rôle du Président dépend de sa personnalité et de sa façon de concevoir la gouvernance. Alors que le fédéralisme étasunien était initialement perçu comme congressionnel, les quatre mandats successifs de Franklin Delano Roosevelt ont affermi la position du Président au sein de l'éventail institutionnel. En effet, le Président n'hésite pas à outrepasser les pouvoirs qui lui sont impartis par une lecture raisonnable de la Constitution. Divers exemples suffisent à s'en convaincre.

L'Exécutif se passe régulièrement de l'autorisation du Congrès, pourtant nécessaire, pour mener une opération militaire. Récemment, Donald Trump a unilatéralement conduit l'intervention en Syrie, sans se soucier de l'opinion des parlementaires. Mais l'actuel dirigeant n'a pas inauguré cette pratique : par exemple, les interventions au Kosovo en 1999 et en Libye en 2011 ont également été décidées discrétionnairement par ses prédécesseurs.

Le Président jouit aussi d'une place centrale dans la fabrication de la loi, alors qu'il ne détient formellement aucune prérogative. Plus précisément, le Président pèse sur l'initiative législative à travers le discours annuel sur l'état de l'Union. Surtout, le système du parlementarisme de couloir consiste à

demander à un parlementaire de présenter un projet de loi confectionné par l'administration présidentielle.

En outre, le Président influence le Congrès grâce à sa capacité à paralyser la gouvernance. Depuis 1921, le budget est préparé par l'Exécutif, qui le soumet à l'approbation du Congrès. Ce dernier est alors incité à céder aux vues présidentielles, sous peine de bloquer les recettes et dépenses publiques. Du point de vue de l'équilibre des pouvoirs, le droit de veto constitue certainement l'instrument le plus critiquable, entre les mains du Président étasunien. Celui-ci peut en user démesurément pour retarder la procédure législative ou obliger le Congrès à réunir une majorité significative, voire inatteignable, de parlementaires en vue d'adopter une loi indésirable aux yeux de l'Exécutif.

De surcroît, le processus électoral présente deux ambivalences. D'une part, le Président des États-Unis est, de fait, élu au suffrage universel direct. Depuis 1932, la désignation des grands électeurs ne correspond plus qu'à une étape purement formelle, étant donné qu'ils sont investis d'un mandat impératif. Autrement dit, ils s'engagent irrévocablement à voter pour l'un des deux candidats, ce qui implique que l'issue du scrutin est connue dès les résultats du vote populaire. Cela favorise la prééminence institutionnelle du Président, qui s'affirme comme un leader national. D'autre part, le système des grands électeurs nie la volonté démocratique, en ce que le Président élu n'est pas forcément le candidat ayant suscité le plus de votes des citoyens. À titre d'exemple, Hilary Clinton, pourtant battue en 2016, avait obtenu 2,7 millions de voix de plus que Donald Trump.

L'appareil judiciaire, composé essentiellement de juges démocratiquement élus, est peut-être le rempart le plus indéfectible à l'arbitraire de l'Exécutif. Le droit écrit est en retrait par rapport au droit d'origine jurisprudentielle, de sorte qu'Edouard Lambert, juriste français, a pu qualifier le système étasunien de « Gouvernement des juges ». La Cour Suprême des États-Unis en est un parfait exemple. Depuis le célèbre arrêt *Marbury v. Madison* (1803), elle s'autorise à contrôler la conformité des lois à la Constitution, dont elle retient une interprétation dynamique et évolutive. On pourrait notamment citer les décisions *Roe v. Wade* (1973) et *Obergefell v. Hodges* (2015), par lesquelles elle a respectivement autorisé l'avortement et le mariage pour les couples de même sexe.

Cependant, l'enthousiasme à l'idée de voir un juge tempérer les excès d'un Président comme Donald Trump doit être singulièrement nuancé. En fonction de sa composition, la Cour suprême alterne entre une lecture conservatrice et une approche progressiste de la Constitution, de sorte qu'elle a pu successivement déclarer la ségrégation raciale contraire et conforme à la Loi fondamentale ! Ne pourrait-on donc pas considérer que la Constitution étasunienne est un réceptacle de principes vagues et abstraits, auxquels les juges peuvent donner n'importe quelle signification, fût-elle arbitraire ? En outre, l'appartenance assumée des juges à des courants politiques particuliers et clivants peut apparaître regrettable, si on érige l'impartialité et la neutralité de la justice au rang des principes cardinaux de l'État de droit.

Quels remèdes à « l'automne démocratique » en Europe centrale et orientale ?

Théo Boucart

Co-rédacteur en chef du *Taurillon* – Ancien président des Jeunes Européens – Étudiants de Paris (2019), membre de l'UEF Ile-de-France



Olivier Lebas, *Automne*, 6 décembre 2016, Flickr

Il y a trois ans, la rédaction du *Taurillon* publiait un article sur « l'automne démocratique » de l'Europe centrale et orientale (l'expression est à opposer aux « printemps démocratiques », notamment arabes). Ce papier tentait d'élaborer des pistes de réflexion, surtout historiques, pour comprendre le glissement de ces jeunes démocraties libérales, membres de l'Union européenne depuis le début des années 2000, vers une remise en cause des principes démocratiques fondamentaux, comme la séparation des pouvoirs ou la liberté de la presse.

Quelques années après cette publication, et tandis que le « mal démocratique » s'approfondit en Hongrie et en Pologne et s'étend à la Slovaquie, la République tchèque ou encore la Roumanie, il me semble nécessaire d'aller plus loin dans l'analyse et de porter l'étude sur la période post-1989. Les années 1990 furent en effet particulièrement importantes dans la formation des structures étatiques et des sociétés civiles actuelles. L'influence des institutions européennes dans la transformation économique et politique des anciennes démocraties populaires n'est pas à négliger.

Les termes du débat doivent être sensiblement nuancés. Les analyses diverses parlent volontiers d'une fracture de plus en plus importante entre l'Ouest et l'Est de l'Union européenne en ce qui concerne l'état de droit et le dynamisme des sociétés civiles. Seulement voilà : ce mouvement concerne également l'Italie, avec l'éphémère coalition gouvernementale entre les populistes du *Movimento Cinque Stelle* et l'extrême-droite de la *Lega Norte*. En Allemagne, un pays connu pour la stabilité de ses institutions et son modèle de démocratie indirecte et fédérale, la recrudescence des mouvements d'extrême-droite, particulièrement perceptibles dans les *Länder* orientaux

comme la Saxe et la Thuringe, est inquiétante. Enfin, que dire de l'influence grandissante des idées de la droite radicale dans le débat d'idées en France et en Grande-Bretagne ?

Néanmoins, les évolutions actuelles montrent que c'est en Europe centrale et orientale que les racines des tendances anti-démocratiques sont les plus profondes. Comment l'expliquer, au-delà des clichés selon lesquels ces pays seraient bien ingrats de se détourner des valeurs démocratiques cardinales pour l'Europe, tout en acceptant très volontiers les milliards d'euros des fonds régionaux ou de cohésion ? Cet article tentera, de manière fort modeste, d'apporter une contribution à la réflexion, à l'heure où il est plus que nécessaire de tordre le cou aux clichés sur ses partenaires européens pour ainsi construire une sphère publique transnationale, prérequis indispensable à l'établissement d'une démocratie européenne digne de ce nom et à terme d'une Europe fédérale.

À quel point « l'automne démocratique » est-il sérieux ?

Pour tenter de répondre à cette question extrêmement complexe, il est nécessaire d'élargir notre horizon et de faire une comparaison de l'état de la démocratie aux niveaux européen et mondial. L'indice de démocratie du groupe de presse britannique *The Economist Group* sert souvent de référence en la matière. Cet instrument utilise près de 60 critères pour mesurer le pluralisme politique, le fonctionnement du gouvernement, la participation politique, le respect des libertés civiles et la culture politique des 167 pays inclus dans le classement. Le système de notation va de 0 dans une situation d'absence totale de démocratie à 10 pour une

démocratie parfaite. Les pays sont ainsi divisés en quatre catégories : les démocraties « pleines » (*full democracies*), notées de 8,01 à 10, les démocraties « imparfaites » (*flawed democracies*) de 6,01 à 8, les régimes « hybrides » de 4,01 à 6 et les régimes autoritaires de 0 à 4.

En 2019, le pays considéré comme le plus démocratique était la Norvège, avec un score de 9,87 sur 10. À l'opposé, la Corée du Nord reçoit la « palme » de l'État le moins démocratique, avec 1,08. Concernant maintenant l'Union européenne, la Suède s'assure la première place avec 9,39. La Roumanie ferme la marche avec une note de 6,49. Cela signifie que l'UE est comparativement un territoire assez démocratique par rapport au reste du monde. Les 27 pays sont des démocraties « pleines » ou « imparfaites », et aucun régime hybride ou autoritaire ne prospère à l'intérieur des frontières de l'Union. C'est un premier fait à souligner avant de poursuivre l'analyse à l'Europe centrale et orientale : pour le moment, la démocratie n'est pas remise en cause fondamentalement dans l'Union européenne, les citoyens de l'ensemble des pays participent librement aux scrutins locaux, ainsi qu'aux élections européennes.

La région qui nous intéresse est parfois appelée « Europe de l'Est ». Cette dénomination, imprécise et désuète de surcroît, est une injustice à double titre : elle rappelle la période de l'autoritarisme soviétique et sous-entend que cette vaste région est uniforme. C'est faux, et l'analyse de la démocratie sur ces territoires le montre. En reprenant l'indice de 2019, l'on s'aperçoit que la situation des onze anciens pays communistes est très diverse : les pays baltes, la République tchèque, la Slovaquie, la Slovénie et la Bulgarie sont assez bien classés (entre 7,9 et 7,03). Suivent ensuite un groupe de pays dont l'indice est situé amplement en-dessous de 7 (entre 6,63 et 6,49) : la Hongrie, la Pologne, la Croatie et la Roumanie. Là encore, il n'est pas question de parler de régime non-démocratique (la Macédoine du Nord, à titre d'exemple, est le premier régime hybride du classement, avec une note de 5,97 ; suivie de près par l'Ukraine et l'Albanie), néanmoins, contrairement à la partie occidentale de l'Union, la « nouvelle Europe » ne compte en 2019 aucune démocratie dite « pleine ».

En comparant les résultats décrits plus haut avec l'indice de démocratie établi en 2010, seuls quatre pays ont vu leur note progresser : les trois États baltes et la Bulgarie. Tous les autres pays ont vu leur situation démocratique se dégrader, en particulier la Hongrie, la République tchèque et la Pologne.

À ce critère quelque peu subjectif (les indices de démocratie et les catégories sont assez mouvantes d'une année sur l'autre), s'ajoute un deuxième constat, étayant là notre réflexion : la situation s'est globalement dégradée durant la dernière décennie. En comparant les résultats décrits plus haut avec l'indice de démocratie établi en 2010, seuls quatre pays ont vu leur note progresser : les trois États baltes et la Bulgarie. Tous les autres pays ont vu leur situation démocratique se dégrader, en particulier la Hongrie, la République tchèque et la Pologne qui se sont effondrées en perdant environ 0,5 point à chaque fois. La chute fut moins rude dans les autres cas, mais elle est indéniable.

Comment des pays qui réformèrent tant pour améliorer leurs systèmes économique et politique, afin de rejoindre l'Union européenne, purent-ils à ce point relâcher leurs efforts ?

Certes, d'autres États virent leur indice démocratique sensiblement baisser durant cette décennie, comme l'Italie, la Belgique ou la Grèce. Néanmoins, le mal semble bien plus profond en Europe centrale, où des gouvernements ultraconservateurs (dirigés par le Fidesz en Hongrie ou le PiS en Pologne) prirent non seulement le pouvoir ces dernières années, mais le conservent, gagnant l'élection sur l'élection. Les conséquences de leurs politiques seront durables, à mesure que la liberté de la presse est bafouée (tout le monde se souvient de la suspension brutale du *Népszabadság*, principal quotidien hongrois, en octobre 2016), que la séparation des pouvoirs est remise en cause (l'indépendance de la justice est menacée en Hongrie, en Pologne et en Roumanie) et que la corruption gangrène la vie politique (le meurtre en février 2018 du jeune journaliste Ján Kuciak et l'enquête qui suivit montra l'influence de réseaux mafieux en Slovaquie).

Ce sont donc surtout la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Roumanie qui présentent des symptômes « d'illibéralisme » (pour reprendre la formule du premier ministre hongrois Viktor Orbán). Aussi notre étude se portera-t-elle majoritairement sur ces pays, même si des signes inquiétants sont également visibles en Croatie, en Bulgarie et dans une moindre mesure en Slovénie.

De la transition chaotique à l'adhésion de ces pays à l'Union européenne

L'Union européenne telle que nous la connaissons aujourd'hui n'existerait pas sans la chute du bloc communiste entre 1989 et 1992. Sans revenir sur l'ensemble des détails de cette période complexe, on peut dire sans hésitation que la transition d'un régime communiste et totalitaire vers un système démocratique et libéral fut très brutale, chaotique, et eut des conséquences considérables pendant plusieurs années. Ces bouleversements concernèrent l'ensemble des anciens pays du bloc communiste, pas uniquement les pays centre-européens. Dans cette région néanmoins, la transition se construisit principalement autour de la réforme de trois domaines essentiels (François Bafoil) : la propriété privée, l'administration publique et territoriale et l'État social. Ces réformes furent jugées nécessaires pour stabiliser les pays et les insérer dans l'économie européenne et mondiale, mais créèrent des inégalités aiguës et encore perceptibles aujourd'hui entre les territoires et les classes sociales, jouant ainsi un rôle dans le succès des partis ultraconservateurs actuels. Les électeurs des campagnes, laissés pour compte de la transition et de l'intégration européenne, semblent prendre leur revanche sur les électeurs privilégiés des centres urbains.

Avec le recul de plusieurs décennies, de nombreux observateurs s'accordent à dire que la transition ne fut pas correctement menée. Les citoyens des pays concernés consentirent à des efforts considérables au cours de la décennie suivant la chute du bloc totalitaire communiste. Pourtant, une telle transition était nécessaire, étant donné l'absurdité et les contradictions du communisme « réel ». Après des décennies de dictature soviétique, précédées parfois d'une sanglante domination nazie, les populations étaient fortement éprouvées. Aujourd'hui, le rôle des sociétés civiles dans la remise en cause des dérives autoritaires observées est assez divers. Alors que la Roumanie, la Pologne, la Slovaquie et la République tchèque virent récemment de grandes protestations dans les rues, la société civile hongroise semble bien plus timorée. András Dési, ancien rédacteur-en-chef du *Népszabadság*, explique cela par le fait son pays n'eut pas à lutter

pour obtenir la chute du régime communiste, tandis que dans d'autres, comme en Tchécoslovaquie et surtout en Roumanie, des mouvements populaires puissants eurent finalement raison des gouvernements pro-soviétiques.

Quel fut le rôle de l'Union européenne dans cette transformation radicale ? Un des meilleurs spécialistes du sujet, Lukáš Macek (directeur de l'institut d'études politiques

L'UE fut « absolument incontournable et redoutablement efficace dans la phase de préadhésion [...] la perspective européenne a incité les élites politiques à adopter un discours rassurant et mobilisant ».

de Dijon), estime que l'UE fut « absolument incontournable et redoutablement efficace dans la phase de préadhésion [...] la perspective européenne a incité les élites politiques à adopter un discours rassurant et mobilisant ». Les critères de Copenhague formulés en 1993 et qui exigeaient des pays candidats des institutions stables, une économie de marché fonctionnelle et la capacité de souscrire aux objectifs de l'UE, jouèrent un rôle non négligeable dans la consolidation démocratique, surtout si l'on regarde le marasme économique et politique des anciennes républiques soviétiques (hormis bien sûr les pays baltes). Toutefois, toujours selon Macek, l'Union put instaurer une relation hiérarchique, comme « un élève face à un maître, avec un contrecoup au niveau de la fierté nationale ». Un péché originel qui a nourri un ressentiment au sein d'une partie des citoyens d'Europe centrale et orientale ?

Sans cadre démocratique transnational, les institutions politiques nationales s'affaiblissent

Passé « l'euro-optimisme », fût-il modéré, au cours des années 2000, une « amère désillusion » (József Péter Martin) s'ancre à l'Est de l'Union européenne. Cette déception ne s'exprima pas de la même manière néanmoins. Selon un sondage Eurobaromètre de 2008, la perception positive de l'Union européenne bondit en Pologne (passant de 50% en 2004 à 65% quatre ans plus tard) mais s'effondra en Hongrie (de 49% à 31%). Le cas hongrois est à ce titre instructif : les performances macro-économiques du pays furent décevantes tout au long des années 2000 et cela se ressentit dans la perception par les Hongrois de l'Union européenne. Les dérives autoritaires des années 2010 dans le pays, mais également dans la plupart des autres pays de la région depuis lors, n'est qu'un contre-coup des bouleversements considérables subis par la région à la fin du siècle dernier, ainsi que de la démocratisation encore récente. Le groupe de Visegrád, formé en 1991 par la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, agit désormais comme le porte-voix d'un « contre-projet » européen, même si son unité est à nuancer.

L'Union européenne, sous sa forme actuelle, n'est absolument pas armée pour faire face à la remise en cause de ses valeurs fondatrices. L'arsenal juridique, s'il n'est pas inexistant, est inopérant. L'article 7 du Traité sur l'Union européenne (TUE) stipule que sur « proposition d'un tiers des États membres, du Parlement ou de la Commission, le Conseil statuant à la majorité des quatre cinquièmes de ses membres après approbation du Parlement européen, peut constater qu'il existe un risque clair de violation grave par un État membre des valeurs visées à l'article 2 [l'article présentant les valeurs de l'Union]. Le Conseil européen, statuant à l'unanimité [moins l'État membre concerné par la procédure] sur proposition

d'un tiers des États membres ou de la Commission et après approbation du Parlement européen, peut constater l'existence d'une violation grave et persistante par un État membre des valeurs visées à l'article 2 ». Les sanctions encourues peuvent aller jusqu'à la suspension du droit de vote au Conseil. Une procédure a été enclenchée contre la Pologne et la Hongrie (respectivement en décembre 2017 et septembre 2018) et la Commission a menacé en 2019 de faire de même contre la Roumanie. Néanmoins, elles n'ont aucune chance d'aboutir à cause de la méthode de vote à l'unanimité. D'une part, les États membres ne voudront pas faire de délation à l'encontre de l'un de leurs partenaires (ce qui est compréhensible), et d'autre part, les États directement concernés peuvent mettre en place un système de « veto de solidarité » (Panayotis Soldatos).

Ces carences révèlent en réalité un mal bien plus profond : l'absence de démocratie transnationale a des conséquences de plus en plus néfastes sur les institutions démocratiques nationales. Depuis l'origine, l'intégration européenne a favorisé le versant économique, via la constitution progressive d'un marché commun, au détriment d'une union politique, indispensable au vu de l'interpénétration progressive des économies européennes et de l'affaiblissement des structures étatiques nationales dans la mondialisation. Ce dernier point est très sensible dans les nouveaux pays membres, soucieux de préserver leur indépendance et leur identité culturelle. Une démocratie européenne digne de ce nom, avec un parlement bicaméral représentant aussi bien les citoyens que les entités fédérées, et la constitution d'un espace public, doit permettre de compenser la perte d'influence du politique face à l'économique et de relancer le projet européen, essoufflé par un *statu quo* mortifère. Ici, il n'est pas question d'abolir les souverainetés nationales, mais plutôt de les insérer dans une souveraineté à plusieurs niveaux, en suivant une application raisonnée du principe de subsidiarité : ce que le niveau national ne peut plus faire efficacement doit être transféré au niveau européen et la gouvernance locale doit être fortement encouragée.

Le citoyen doit être au cœur de cette recomposition politique et on le perçoit clairement en Europe centrale et orientale. Les manifestations montrent une certaine vitalité des organisations de la société civile. « L'alliance des villes libres » contre le populisme, conclue en décembre dernier par les maires de Prague, Varsovie, Budapest et Bratislava, est un contre-pouvoir exercé par certains territoires attachés à la démocratie libérale et fermement pro-européens face aux gouvernements nationaux plus conservateurs. Cette résistance commence même à porter ses fruits dans les urnes : en Hongrie, les dernières élections municipales d'octobre 2019 constituèrent un petit revers pour le Fidesz, perdant de nombreuses villes importantes comme Budapest, Erd, Pécs, Tatabánya ou encore Miskolc. Les élections parlementaires organisées en Pologne le mois suivant virent le PiS perdre le contrôle du Sénat.

Pour conclure, il faut arriver à distinguer les tendances autoritaires des gouvernements nationaux en Europe centrale et orientale et la réalité de la société civile dans ces pays. Les citoyens sont un contre-pouvoir qui peut être très efficace en cas de dérive plus grave. Ces mêmes citoyens doivent maintenant exiger de l'Union européenne une véritable démocratie transnationale pour contrer efficacement « l'automne démocratique » dans les anciennes démocraties populaires, ainsi que dans les « vieilles démocraties » d'Europe occidentale.

L'État de droit et la démocratie en péril au cœur même de l'Union européenne

Communiqué de la JEF Europe, 3 avril 2020

Les Jeunes Européens - Fédéralistes ont lancé un appel pour un sursaut face à la remise en cause totale de l'État de droit en Hongrie. Les Jeunes Européens - France et Le Taurillon se joignent à cet appel.

Le lundi 30 mars sera marqué dans l'histoire comme un jour tragique pour la démocratie hongroise. Tandis que l'Europe affronte la terrible pandémie du COVID-19, le vote d'une loi donnant le pouvoir au Gouvernement hongrois de légiférer par décret, sans date de retour du Parlement, est extrêmement préoccupant.

Il appartient aux États membres, aux partis politiques de tous bords et à l'Union européenne dans son ensemble de réagir fermement afin de rétablir les conditions de l'État de droit en Hongrie, mais également en Pologne.

Il est temps pour nous de prendre la parole alors que les valeurs fondamentales de démocratie et d'État de droit que nous portons et pour lesquelles nous nous engageons, sont mises en danger par la politique de certains partis politiques.

Nous exigeons que le Parti Populaire Européen (PPE) clarifie sa position vis-à-vis du parti du Fidesz. Les citoyens européens ne sauraient tolérer que le premier parti du Parlement européen, qui par ailleurs a joué un rôle central dans l'histoire de l'intégration européenne, avalise par son silence l'action du gouvernement Orbán. Nous appelons dans ce sens les membres du PPE à faire la démonstration de leur attachement à la démocratie en se ralliant à l'appel lancé par le président Tusk. Si le PPE, dans son ensemble, statue en faveur du maintien du Fidesz parmi ses membres, nous appellerons les citoyens européens à prendre acte, dans les urnes et par le biais de l'initiative citoyenne, de la responsabilité de la famille démocrate-chrétienne dans l'effritement des valeurs qui nous rassemblent : la démocratie, le respect des minorités, la liberté.

Ne prenons pas cela pour un simple problème hongrois : nos démocraties sont interconnectées et elles sont sous pression, remettant en question la valeur constitutionnelle de l'ordre juridique en Europe, qui s'effondre lentement mais sûrement sous nos yeux du fait d'agissements de gouvernements autoritaires. Ces gouvernements exploitent une fois de plus les circonstances dramatiques de notre époque. La jeunesse européenne restera vigilante. Même en temps de pandémie mondiale, notre boussole ne vacille pas et nous place du côté des démocrates de Hongrie et de Pologne.

La réaction de la Présidente de la Commission, Madame Von der Leyen, a été décevante. Nous attendons une réponse plus claire. De même, la déclaration d'un certain nombre de pays européens est bienvenue mais insuffisante. Celle-ci appelle à

ce que les mesures d'urgence dans le cadre de la pandémie soient proportionnées et temporaires, sans jamais citer la Hongrie ou d'autres pays qui ne respectent pas ces principes.

Au vu de la situation urgente, les Jeunes Européens appellent:

- les États membres à faire pression au Conseil européen pour que chaque État respecte l'État de droit et les principes démocratiques qui fondent notre Union européenne
- à mettre fin à la logique de l'unanimité dans l'utilisation de l'article 7, alors que les gouvernements hongrois et polonais se sont déjà assurés, l'un envers l'autre, de la bloquer
- les partis politiques des différents pays à prendre clairement position contre ces violations manifestes de l'État de droit
- à l'utilisation, par la Commission européenne, de tous les outils de procédures d'infraction disponibles
- à réviser d'urgence la conditionnalité dans le projet budget pluriannuel de l'UE en cas de défaillance de l'État de droit, afin d'éviter que ce processus ne devienne, lui aussi, un obstacle politique impossible à franchir

Citoyens européens de Hongrie et d'ailleurs, ne vous laissez pas faire ! La démocratie et l'État de droit sont des biens précieux et il en va de notre responsabilité collective de tout faire pour les préserver !

Exigeons des institutions européennes des outils coercitifs de contrôle du respect de la démocratie et de l'État de droit. La situation prouve que nous en avons cruellement besoin.

Que s'est-il passé cette semaine ?

En Hongrie, le gouvernement d'Orbán pourra gouverner seul par décret, le Parlement étant suspendu sans aucune contrainte temporelle. En outre, la même loi d'habilitation nouvellement adoptée permet d'emprisonner jusqu'à cinq ans toute personne qui publiera des informations considérées comme « fausses » par les autorités, ce qui risque de pénaliser les journalistes indépendants, comme l'a par exemple critiqué le représentant de l'OSCE pour la liberté des médias, Harlem Désir.

En Pologne, le président Duda refuse de reporter les élections présidentielles (10.05.2020), tandis que l'opposition ne peut pas mettre en place une campagne électorale avec la pandémie en cours. Compte tenu de la diffusion du coronavirus, le président Duda est constamment présent dans les médias et, dans l'urgence sanitaire, la participation démocratique aux élections ne peut être assurée.

The Celebration of Democracy in Sri Lanka

James Arputharaj W. PhD

Senior Fellow, Institute of Social Sciences, New Delhi

Where else can you watch people coming outside their homes in the evening of the Election Day to wave at the vehicles carrying the ballot boxes?

The Sri Lankan electorate is unique in many respects among the 7 South Asian neighbours. A very high literacy rate (96.3%) and highest score in the human development index (Sri Lanka has been classified under the "High Human Development" category, with a Human Development Index value of 0.770), top among the South Asian countries. While India ranks 130 (Economic Times), Bangladesh 136 and Pakistan 150 (medium HD category) amongst the 186 countries, Sri Lanka ranks 76 far above the other South Asian neighbours. (Lanka Business online, 2017)

The IMR of Sri Lanka is 8.4 deaths/1000 live births, while for India, it is 39; MMR for Sri Lanka is 30 (deaths per 1000) while for India it is 174. In 2011, the poverty levels of India was 21.9% of population, while for Sri Lanka it is 6.7%. Comparably Sri Lanka is much better off in the social indicators.

The recent Presidential election held on 16th November 2019 recorded 80% votes.

I thought I would write my observations after I had participated in the 2019 Presidential Election process as an International Election Observer sponsored by the ANFREL (Asian network for free elections) and given official EC Id. It was a sheer joy to watch the eagerness with which people participated in the election process. It was for the first time in the Sri Lankan history that no one lost life, except for one incident of gun fire near Mannar, the elections were held free and fair, thus peaceful. In 2005, while living in Sri Lanka, we launched a campaign through PAFFREL (People Association for Free and Free Elections) called "Ballots not bullets" as there were a lot of election related violence then. The Asia Pacific women Law and Development did a research in 2003 and found out that though Sri Lankan literacy is high the participation of women in the governance as members of local governance bodies and Members of Parliament was hardly 7% mainly due to fear of gun related violence during elections.

The recent Presidential election held on 16th November 2019 recorded 80% votes. In some polling booths the percentage of votes were as high

as 97% and by noon half the ballots were cast. While campaigns in various forms happened on every single day, on the whole there were less cut-outs and advertisements due to environmental awareness. The people on the election day showed a lot of enthusiasm and fought to get their votes registered. In one case, when their photo ID was rejected by the Senior polling officer, a small group went to the Government agent (collector) office to get temporary ID and came back and voted. Rarely the polling stations were deserted.

The Chief of Polling stations- the senior polling officer (SPO) 30 minutes before the polling opened, briefed the staff and party agents on the procedure that would be followed. All the party agents and staff were present well in time for the voting beginning at 7am. The SPO turned the ballot box upside down to demonstrate that it is empty and sealed it in the presence of the agents and staff. The party agents pasted their id inside the boxes before sealed. The first polling officer (PO) check the ID, the second checks the name on the voters list (shouts the serial number and name so that the agents can tick off). The third one applies the ink and the fourth one hands over the ballot paper and the fifth officer stamps the ballot paper. The APO ensures that the ballot is stuffed into the box after the voter affixes the seal.

In the evening again the SPO checks if everyone agrees on the time 5pm to close the polls. In the presence of others he closes and seals the ballot box. The SPO hands over the boxes to the Returning officer at the counting centre (located at a different place), while the agents check if this was the same box. Though the voting completed at 5pm, the counting process starts at 6pm and by mid-night the results trickled in.

This is truly a celebration of democracy, with transparent process and participation of the people.

When the ballot boxes are carried by buses (vans in some cases) the agents follow the vehicle and the people in large numbers come outside their houses and wave at the vehicle. This is truly a celebration of democracy, with transparent process and participation of the people.

This was indeed a paradoxical election. The candidate who won campaigned for "security" and one wonders who would attack a small country like Sri Lanka devoid of oil reserves. The recent

bombing of churches on Easter sent shock waves among the people and they were reminded of the war days, therefore they wanted to vote for a "strong" Government. The President was informed of the likely attack by the intelligence wing but failed to convey to the Government headed by the Prime Minister. Though it was not the fault of the UNP Government, people voted against this ruling party candidate.

Though one would argue that security of any country is of paramount interest, it is equally important to focus on attracting foreign investments by creating a climate of peace and tranquillity. Unemployment is rising and the economy is in doldrums. Sri Lanka had taken a large loan from China and unable to pay it, had pledged part of Sri Lanka, the Hambantota port to China on a lease. About 80% of GDP goes towards debt servicing. During my exit interview, many youth opined that jobs and investment in health care are of major importance to them than security. Butter versus Guns was the issue.

A group of Tamils were also dissatisfied with the Government as it did not fulfil the promise of devolution of power in the North and Eastern provinces where majority Tamil Hindus and Muslims reside. Among the Sinhalese, there are no one following Hindu or Muslim faith. The majority community follow Buddhism (70.1%), followed by Hindus (12.6%), Muslims (9.7%) and Christians (7.4%). When asked about the devolution of power to an MP of the ruling party, he answered that his party though implemented some kind of devolution of power did not fully do so as the Sinhala majority would not like them to do so. It would amount to Sinhalese handing over power to Tamils, he said. When TNA (Tamil nationalist alliance) declared that they would vote for UNP candidate, the opposition campaigned that if Tamils are for UNP, Sinhalese should vote for them. Interestingly the new President took oath in Anuradhapura where the Sinhala king defeated a Tamil Chola King. Therefore, the devolution of power in the North and East would ever remain a myth. Even this day not even one Tamil works for the Sri Lankan airlines and the discrimination of Tamils in employment with the Government continues.

I also had the privilege of meeting and discussing with the Buddhist Monk of the famous Kalutara Buddhist temple. I posed a question to him as to why the Sri Lankan Government does not want to invite His Holiness Dalai Lama. He answered that the Government does not want to hurt Chinese Government in any way indicating that relationship with China is more important than anything else.

A group of Tamils were also dissatisfied with the Government as it did not fulfil the promise of devolution of power in the North and Eastern provinces where majority Tamil Hindus and Muslims reside.

About 5 years back the people of Sri Lanka voted out the family rule of Rajapaksa, but they chose his younger brother in the hope that the family would have realised their mistakes of earlier regime. But even before many of us as international observers could reach our homes, the news came out that Gota's brother Mahinda was appointed as the new Prime Minister.

About 18 Million USD was spent on the Presidential election by the 5 main candidates according to CMEV (Centre for monitoring election violence). Unfortunately, unlike India, Sri Lanka does not have any ceiling for election spendings and therefore EC does not monitor. At the same time, the EC also does not monitor The media and the campaign for hate speeches if any. The Sunday Observer (Govt owned) daily commented on the day of election that "Padman" faces the "Terminator" in the elections.

Gotabaya Rajapaksa won by 52,25% of votes while Sajith Premadasa received 41.99%.

The Parliament elections are likely to be in March 2020 and who knows whom the people may choose? But on the whole Tamil community continue to feel let down and the Muslim community feel alienated. While majority of Sinhalese voted for Gotabaya, the other minorities voted for Sajith. Thus, it is a divided verdict. It is doubtful that any leader who would rise above as a statesman and unite the diverse communities in Sri Lanka.

Montée en puissance du nationalisme et intégrisme hindou : Un péril pour l'idée de fédéralisme en Inde ?

Michel Callouët

Membre de l'UEF Sud France (84)

Ambassadeur de l'Union européenne en Inde (2000-2003)



Narendra Modi, 2015, Wikipédia

À l'heure où ces lignes sont écrites, le gouvernement de l'Union indienne a imposé le confinement de 1,3 milliard de personnes, pandémie du Covid-19 oblige. Tâche impossible, dans ce pays immense et où, malgré de grands progrès dans les 30 dernières années, la pauvreté reste endémique.

Mesure imposée au niveau de la fédération indienne dans son entièreté, mais celle-ci inspire-t-elle encore confiance à l'ensemble des indiens, alors que les minorités, surtout musulmanes, sont de plus en plus considérées comme de « seconde zone » ?

La Constitution indienne, qui a permis la formation de ce qui reste encore la plus grande fédération au monde, a fêté ses 70 ans le 20 janvier dernier, est la plus longue de toutes les constitutions écrites (395 articles), elle s'inspire largement du « Government of India Act » voté par le Parlement britannique en 1935. On ignore si les fédéralistes britanniques de l'époque (Lord Lothian), très actifs, ont eu une influence sur ce texte, mais il s'agit d'un texte bien structuré, où les pouvoirs centraux (défense, relations extérieures...) sont convenablement définis, et qui laissent l'espace nécessaire pour l'épanouissement des pouvoirs des 29 États indiens qui composent la fédération.

Dans cette constitution, un article est important, l'article 15 qui interdit toute discrimination concernant la religion, la race, la caste, le sexe ou le lieu de naissance. Cet article est le terreau à partir duquel les valeurs de démocratie se sont forgées, notamment la notion de « sécularisme » (en fait introduite tardivement dans la constitution, en 1976), que l'on rapproche de notre laïcité. Dans le sécularisme indien, toutes les religions y ont leur place, toutes doivent être respectées et défendues, sans séparation de l'Église et de l'État, comme en France.

Dans la Constitution, une place importante revient à un organisme indépendant, la Cour suprême. Celle-ci dispose du pouvoir d'invalider les lois qui seraient contraires aux dispositions constitutionnelles, notamment celles sur les droits fondamentaux (article 15 en particulier). Face à l'histoire souvent agitée de l'Inde dans les 70 dernières années, et les nombreuses mesures d'urgence prises, la Cour a été souvent sollicitée et avait permis, jusqu'à présent, de préserver le fonctionnement normal de la constitution, tournée vers la protection des droits humains.

C'est que l'Inde a toujours été, et est de plus en plus, soumise aux affres de la montée en puissance du nationalisme hindou, avec l'arrivée au pouvoir, au niveau fédéral et dans de nombreux États, du BJP (Bharatiya Janata Party, ou Parti Indien du Peuple).

Le BJP en tant que parti politique a été créé en 1980. Mais ses racines idéologiques, l'hindutva, la primauté à la culture et civilisation hindouiste, sont beaucoup plus anciennes. Ce sont celles du RSS (Rashtriya Swayamsevak Sangh), officiellement groupe d'éducation destiné à forger l'unité de la communauté hindoue, fondé en 1925 par un médecin, Keslav Baliram Hedgewar. Le RSS prône en fait une idéologie aryenne, anti-musulmane (les musulmans sont des envahisseurs, les non hindous ne peuvent être des citoyens indiens...) et avec des idées très proches de l'extrême droite européenne.

Le BJP, alimenté par l'idéologie du RSS, compte maintenant 110 millions d'adhérents, c'est le parti politique le plus important du Monde (devant le parti communiste chinois). Il a obtenu le pouvoir au niveau fédéral en 1996, avec un gouvernement de coalition, conduit par Atal Bihari Vajpayee, qui a conduit une politique relativement modérée. À la surprise générale, le parti du Congrès a repris le pouvoir en 2003, mais lors des élections générales de 2014, le BJP a obtenu cette fois la majorité quasi absolue, sous le leadership de celui qui était Chief Minister du Gujarat, Narendra Modi, qui a fait ses classes au sein du RSS.

Le Bharatiya Janata Party, alimenté par l'idéologie du Rashtriya Swayamsevak Sangh, compte maintenant 110 millions d'adhérents, c'est le parti politique le plus important du Monde (devant le parti communiste chinois).

Les élections en Inde réunissent 900 millions d'électeurs, vu la dimension du pays et la complexité de l'organisation, elle ne se font pas sur un seul jour, mais sur 40... Elles sont suivies par une Commission électorale puissante et compétente, et malgré un climat de violence possible, leur validité a toujours été reconnue.

C'est le miracle indien qui perdure depuis l'instauration de la fédération, un pays « démocratique ». Miracle en 1950 alors que l'Inde était très largement non alphabétisée (on compte

encore aujourd'hui un tiers d'analphabètes, raison pour laquelle le bulletin de vote reprend des symboles, celui du BJP étant une fleur de lotus).

Mais ce miracle de 1950 n'est-t-il pas en train de se transformer en mirage ?

L'Inde devient sans doute l'un des leaders des « démocraties illibérales », qui fleurissent dans le monde et pire peut être, tout en restant une fédération, est-elle en train de bafouer progressivement les valeurs démocratiques et de droits humains, qui étaient celles du texte constitutionnel fondateur de 1950 ?

Najendra Modi a été élu une première fois en 2014 aussi sur ses promesses économiques. Fort de ses succès lorsqu'il était « Chief Minister » du Gujarat, il a été élu sur base de perspectives de croissance accrue pour l'ensemble de la fédération, effectivement acquises pendant quelques années.

Mais les sujets sociétaux, et la mise en place de l'hindutva, ont progressivement pris le dessus, et ce sont ces thèmes qui ont dominé lors de sa réélection en 2019 et qui fixent l'agenda politique de l'Inde de 2020.

La liberté de la presse (l'Inde regroupe 82 000 journaux, 130 millions de lecteurs journaliers...) a été mise à mal, et l'Inde, pourtant pays à la parole très libre, n'est plus que 140ème au niveau mondial pour la liberté de la presse (sur 180 pays classés) ; les réseaux sociaux sont habilement manipulés à la gloire de Narendra Modi, traduisant une tendance vers une personnalisation importante du pouvoir.

Il ne s'agit pas seulement d'un retour du religieux dans la vie publique mais d'un projet ethno-nationaliste soutenant la création d'une nouvelle république indienne

Le second mandat du gouvernement Modi voit un harcèlement grandissant vis à vis des intellectuels, enseignement et universités (cf. l'article du Monde du 23 mars 2020 :

https://www.lemonde.fr/international/article/2020/03/20/inde-les-intellectuels-muscles-par-les-nationalistes-hindous_6033823_3210.html), ceci correspond aux tendances lourdes du pouvoir en place « le RSS considère que l'histoire enseignée dans le système éducatif indien a été écrite par des universitaires marxistes occidentaux qui ont négligé la grandeur de l'Inde ancienne, sous-évalué les dommages dus aux invasions musulmanes et valorisé des héros du mouvement pour l'indépendance conduit par le parti du Congrès aux dépens des nationalistes hindous, leurs contemporains ».

La violence vis à vis des minorités (en infraction avec l'article 15 de la Constitution) n'est pas nouvelle. En 2002, et alors que Najendra Modi était aux commandes de l'État du Gujarat, un pogrom, commandité en fait par les Autorités locales, avait fait 2 000 victimes, brûlées vives dans leurs maisons. Des enquêtes avaient alors été menées par l'ensemble des Ambassades de l'UE à New Delhi (le soussigné, en poste alors dans cette capitale, les avait coordonnées) : les conclusions étaient sans appel et les responsabilités claires, l'idéologie froide de l'hindutva, avait frappé. Encore aujourd'hui, alors qu'un journaliste a mis en cause le ministre de l'intérieur Amit Shah, pour son rôle dans les émeutes antimusulmanes de 2002, des techniques d'humiliation extrêmes ont été utilisées pour le faire taire.

Le BJP et le RSS sont maintenant présents et actifs non seulement au niveau fédéral, mais aussi dans de nombreux États. C'est le cas d'un des plus grands États indiens, l'Uttar Pradesh (200 millions d'habitants). Le Chief Minister, Yogi Adityanah est un ardent militant RSS, condamné pour tentative de meurtre, incitation à la haine religieuse, émeutes... C'est lui qui, en 2017, a fait retirer le Taj Mahal des guides officiels indiens : ce monument, classé par l'Unesco, ne refléterait pas la culture indienne, il est l'œuvre des Moghols, accusés d'avoir commis un « holocauste » ... Relecture de l'histoire.

En effet, la réécriture des programmes scolaires, la promotion du yoga comme symbole de la culture hindouiste éternelle (il y a maintenant un Ministre du yoga dans le gouvernement fédéral indien), la mise en valeur des temples hindous comme élément fondamental (leur libre accès est d'ailleurs de plus en plus limité), la pression systématique sur les minorités religieuses pour les inférioriser, sont maintenant la règle dans toute l'Inde.

Comme le dit le Professeur Gurhagal Singh, il ne s'agit pas seulement d'un retour du religieux dans la vie publique mais d'« un projet ethno-nationaliste soutenant la création d'une nouvelle république indienne », profondément axé sur l'identité et les valeurs traditionnelles de l'indouisme et le rejet des autres cultures, et non pas sur une orientation moderne et laïque telle qu'elle a pu être promue par le parti du Congrès dans les décennies précédentes, en application de la constitution fédérale de 1950.

Ces mouvements ont pris une nouvelle tournure récemment avec la promulgation de la nouvelle loi sur la citoyenneté, le 11 décembre dernier. Celle-ci applique la discrimination systématique, et la naturalisation automatique d'immigrés illégaux venus des pays voisins, à condition que ceux-ci ne soient pas musulmans.

Comme le dit Ingrid Thermath, journaliste et docteure en sciences politiques, spécialiste de l'Inde : « au fond, l'objectif de cette loi n'est pas d'accueillir davantage de réfugiés, mais de faire comprendre aux musulmans indiens qu'ils sont des citoyens de second rang ».

Cette nouvelle loi a généré de graves manifestations à Delhi, durement réprimées aussi par des membres du RSS. La grande majorité des manifestants, dont des femmes, arboraient la Constitution indienne à la main (et non le Coran), pour rappeler les principes de laïcité et d'égalité de la Constitution fédérale indienne.

C'est que, malgré ces mouvements profonds de montée de l'hindutva, la Constitution fédérale de 1950 est toujours en application, normalement surveillée par la Cour suprême. Mais celle-ci vacille aussi : elle a ainsi donné récemment raison aux intégristes hindouistes, en considérant caduc un contentieux vieux de près de 200 ans, et permettant la construction d'un temple hindou sur un lieu historique musulman.

L'évolution de l'Inde montre que l'on peut rester une fédération, mais faire fi des valeurs humanistes et des droits de l'homme qui ont permis sa création et évolution.

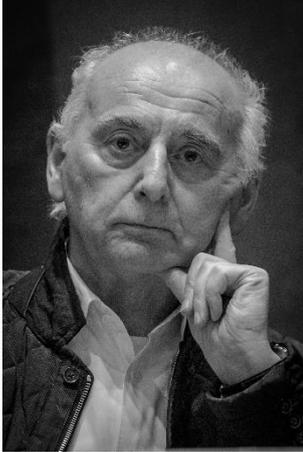
L'article 5 de la constitution indienne peut toujours faire partie des textes fondamentaux, mais peut être vidé de tout sens. La démocratie maintenant illibérale indienne n'est pas la seule dans le monde à choisir cette direction, la fédération brésilienne, sans doute d'autres, suivent ou vont suivre...

Doit-on se satisfaire de fédérations sans respect des valeurs ?

Les inégalités dans le développement du nationalisme

Michel Dévoluy

Économiste, professeur honoraire de l'Université de Strasbourg, chaire Jean Monnet de l'intégration économique européenne
Président de l'UEF Sud -France



Michel Dévoluy

Quelle est la place des inégalités dans le développement du nationalisme ? Immense question qui demande, au préalable, que l'on s'entende sur les mots. Sur le fond, ce court article considère la globalisation et son cortège de dérégulations et de démesures comme la cause principale de la hausse des inégalités enregistrée depuis trente ans. Ces inégalités ont largement activé des réflexes populistes, lesquels se sont traduits en une montée des nationalismes. Malgré des avancées que l'on espérait définitivement acquises, l'Union européenne n'a pas été à l'abri de ce mouvement de fond. D'où la nécessité d'être à la fois vigilant et exigeant.

Des notions à prendre avec précaution

La notion d'inégalité est multiple et complexe. Inégalités de quoi ? des revenus, des richesses, des salaires, des sexes. Ou encore, inégalités face à la formation, la culture, l'accès aux services publics, la maladie, les ressources sanitaires. En se risquant à un classement, on peut distinguer trois formes d'égalité : juridique (les mêmes droits et les mêmes devoirs pour tous) ; économique (assez aisément quantifiable, même si cette égalité est impossible - au sens strict- à réaliser en pratique) ; d'opportunité (chaque individu est potentiellement doté des mêmes chances pour sa vie sociale et professionnelle). Au plus on s'éloigne de ces trois types d'égalité, au plus les inégalités augmentent.

Selon certains, le nationalisme rimerait avec la libération des peuples. Il se constituerait en réaction à l'oppression des puissants, des impérialismes, des empires coloniaux et du capitalisme sans frontières. Mais le nationalisme engendre inéluctablement un culte des valeurs "nationales" qui alimentent la xénophobie, le racisme et l'attraction pour les replis identitaires. Ce nationalisme libérateur, qui serait porteur d'émancipation et de droits pour les citoyens, relève souvent d'une histoire idéalisée. En revanche, le nationalisme contemporain est bien réel. C'est celui de la fermeture, de la défiance et des rivalités délétères entre les Etats.

J'ajoute, ce qui ne simplifie pas notre problème, que l'ensemble des mécanismes de solidarités interpersonnelles et

interrégionales destinées à réduire les inégalités sont décidées, financées et gérées au sein du périmètre politique des Etats, qu'ils soient centralisés ou de nature fédérale. La présence d'organisations internationales et, bien sûr, de l'UE tempère un peu cette règle générale.

Encore une précision : la croissance des inégalités des revenus et des patrimoines depuis trois décennies fait désormais consensus. Nul ne conteste (chercheurs, ONG, Organisations internationales) la baisse de la pauvreté extrême et la forte croissance du revenu mondial. Mais nul ne conteste non plus que les riches sont devenus plus riches et les pauvres plus pauvres. De nombreux articles et livres (certains étant des *best sellers*) attestent de ce vaste mouvement. Il se résume en un seul chiffre : les 2/3 de la population mondiale connaissent des inégalités croissantes de revenu et de patrimoine. Naturellement il s'agit là de moyennes. Des exceptions existent. Mais la tendance lourde est bien là. Partout.

Globalisation et inégalités

La globalisation néolibérale a fait espérer une croissance qui profiterait à tous. Certains s'appuyaient pour cela sur la *théorie du ruissellement* en affirmant que l'opulence des plus nantis allait se déverser sur l'ensemble des agents économiques. Ce néolibéralisme, largement promu à l'origine par Friedrich Hayek et Milton Friedman, a imposé au monde entier une application radicale de la concurrence libre et non faussée. Toutes les frontières économiques devaient tomber ; les Etats étaient fermement invités à se retirer du libre jeu des forces du marché ; l'interventionnisme semblait nuisible à l'intérêt général. L'engouement pour le néolibéralisme était aussi alimenté par les piètres performances des pays socialistes, Chine et URSS en tête. On connaît la suite. Le monde s'est globalisé, comme "s'il n'y avait pas d'autres alternatives", pour

La globalisation néolibérale a fait espérer une croissance qui profiterait à tous. Certains s'appuyaient pour cela sur la théorie du ruissellement en affirmant que l'opulence des plus nantis allait se déverser sur l'ensemble des agents économiques.

reprenre la formule de Margaret Thatcher.

Les mécanismes à l'œuvre dans l'augmentation des inégalités sont désormais bien documentés. La concurrence exacerbée entre tous les acteurs économiques (entreprises, salariés, régions, Etats) a organisé de véritables guerres économiques pour réduire les coûts et augmenter les profits. Les notions de *dumping* fiscal et social se sont imposées au niveau mondial. La stagnation des salaires a induit une baisse de la part du revenu du travail dans la création de richesses. Les filets sociaux tissés par les "vieux" Etats-providence ont été relâchés tandis que les autres, dont les anciens Etats socialistes, ont adopté sans réserve les nouvelles normes libérales. Partout dans le monde la fiscalité est devenue moins redistributive, avec notamment des baisses radicales des taux d'imposition sur les revenus et les profits. En même temps, la déréglementation des marchés

financiers a permis l'explosion de certains revenus. Mais ce n'est pas tout. Une course aux rémunérations extravagantes pour les PDG, les sportifs et les "vedettes" en tous genres s'est imposée, alors qu'elle aurait dû être clairement invalidée par la société. Enfin, les innovations technologiques incessantes ont créé des effets d'aubaine et, *a contrario*, ont marginalisé les individus qui n'étaient plus à la pointe des nouveautés.

Inégalités et populisme

La montée des inégalités a fait le lit du populisme, que celui-ci soit de droite ou de gauche. Beaucoup de textes sont produits sur ce sujet. Pour rester simple, le populisme met en conflit le peuple et les élites, que celles-ci soient politiques, intellectuelles, économiques ou financières. Il entend défendre les intérêts du peuple dépouillé d'une partie de ses droits légitimes, amputé des fruits de son travail et souvent méprisé au regard de ses valeurs traditionnelles.

Les inégalités fragilisent les individus. Ils ont peur du présent et du futur, perdent la maîtrise de leurs destins, se sentent insécurisés et déclassés, se vivent insuffisamment respectés et valorisés. Leur sentiment de déclasserment correspond assez bien à un rétrécissement de la classe moyenne qui contraste avec une segmentation plus nette de la société entre les nantis et tous les autres.

Aujourd'hui, le temps n'est plus à une lutte ouverte des classes et à l'espoir du grand soir. Les populistes s'appuient sur les désenchantements et les craintes pour promettre au peuple des jours meilleurs forgés sur le rejet des élites et des étrangers, et sur le retour des valeurs identitaires. Pour eux, la solidarité n'est pas le produit de l'empathie et du désir de soutenir les autres. Elle consiste avant tout à se retrouver entre soi pour se libérer des forces obscures et égoïstes des élites et de se protéger de toutes les formes d'internationalisme.

Populisme et nationalisme

La mondialisation n'a pas empêché la montée des nationalismes. Au contraire, en produisant des inégalités, elle a engendré des réactions populistes qui débouchent très vite sur le culte de la nation souveraine et protectrice du peuple. Confrontés à la fragilisation économique et à une incertitude croissante sur l'avenir, beaucoup de citoyens se réfugient dans l'idée qu'une société homogène et mieux isolée des influences extérieures sera plus rassurante et plus protectrice. C'est en mobilisant les peurs et le rejet des élites corrompues que les populistes animent le nationalisme. Le national-populisme propose un ordre social et politique qui devrait permettre de lutter efficacement contre la mondialisation et les inégalités. Mais les programmes populistes sont construits sur des amalgames et des simplifications. Le populisme tend à invalider le collectif et à défendre la nation. Qu'on ne s'y trompe pas, malgré les appels formels aux intérêts du peuple, le populisme reste une forme d'individualisme, de chacun pour soi, chez soi. Ses programmes, généralement démagogiques et opportunistes, ont tendance à nier l'idée que les hommes doivent partager la même terre et qu'ils sont confrontés à des défis communs et universels.

Un défi majeur pour l'UE

Il est aisé et confortable de dénoncer la montée des populismes et des nationalismes en se référant aux cas extrêmes au sein de l'UE, avec la Hongrie de Victor Orban en tête. De même, la critique de certain(e)s leaders politiques fait facilement consensus. Mais en rester là serait céder à la facilité et éluderait les questions qui fâchent.

Sous beaucoup d'aspects, l'UE s'est placée à l'avant-garde du mouvement de globalisation. Les programmes -souvent traduits en injonctions- de dérégulations, de privatisations, d'encouragements appuyés à la concurrence et à la maîtrise des coûts traversent l'histoire récente de l'UE. Il fallait dégraisser les services publics et rationaliser leurs gestions dans une logique néolibérale. Le traditionnel Etat-providence n'avait plus bonne presse. Sans compter, en plus, les encouragements à la financiarisation de l'économie. Bien sûr, ce tableau n'épuise pas la réalité des politiques promues par l'Europe. Mais même l'évolution des politiques historiques, qu'elles soient régionales ou agricoles, laissent percer un soubassement théorique d'inspiration très libérale.

Une adhésion systématique, au niveau des Etats membres et

C'est en mobilisant les peurs et le rejet des élites corrompues que les populistes animent le nationalisme. Le national-populisme propose un ordre social et politique qui devrait permettre de lutter efficacement contre la mondialisation et les inégalités.

des institutions européenne, à la doxa économique du moment offre l'explication la plus immédiate de ce vaste mouvement. Mais il y a plus, ce qui interpelle directement l'absence d'union politique. En effet, établir un marché unique, puis une monnaie unique sans, *concomitamment*, créer une fédération politique ne peut aboutir qu'à une chose : l'instauration de mécanismes acceptables par tous les Etats. Une sorte de dénominateur commun qui puisse faire consensus et, surtout, qui évite que l'ensemble des parties prenantes aient à se mettre unanimement d'accord sur des politiques publiques de nature interventionniste. La solution est alors la mise en place, à pas forcés, d'une forme de néolibéralisme où des règles strictes encadrent les politiques budgétaires nationales et la politique monétaire unique. En somme, malgré les ambitions affichées de construire une fédération, l'Europe libérale a laissé se développer les inégalités et en arrive à générer des formes de nationalismes. Quel paradoxe et quel gâchis !

La réponse à ce dilemme est connue : construire au plus vite une Europe politique, seule capable de promouvoir un modèle de société plus fraternelle qui puisse combattre les inégalités.

Note : Mon ouvrage *L'économie : une science "impossible" - Déconstruire pour avancer* (Editions Vérone, 2019, 408 pages) contient des développements qui rencontrent les thèmes abordés ci-dessus.

Marie Peltier

Essayiste belge, enseignante en histoire à l'institut supérieur de pédagogie Galilée de Bruxelles
Propos recueillis en mars 2019 par Alexandre Marin – Bruxelles



Marie Peltier, Wikipédia

*La Syrie est au centre d'un récit complotiste dont la rhétorique est réutilisée par presque tous les bords de la classe politique française. C'est le constat que fait l'historienne Marie Peltier dans son ouvrage *Obsession*, publié en Octobre 2018. Spécialiste du récit complotiste et de la propagande autour du conflit syrien, Marie Peltier analyse pour *Fédéchoses* ces rhétoriques qui empoisonnent le débat public français autour de l'Union européenne et de la guerre en Syrie. Ses réflexions d'experte et de citoyenne engagée témoignent non seulement d'une immense érudition et d'un travail acharné, mais avant tout d'une profondeur et d'une richesse humaine stupéfiantes.*

La construction européenne est une cible récurrente du complotisme, pourtant, vous ne la mentionnez jamais dans votre ouvrage : quelle en est la raison ?

Je suis très attachée à l'Union européenne, mais j'ai surtout orienté mon champ d'étude sur le débat public français, dans lequel s'expriment de manière caricaturée des crispations qui traversent tout particulièrement la société hexagonale. Ces positionnements politiques exacerbés sont dus au lyrisme du discours politique français. En tant que spécialiste du récit, je trouve ce champ d'analyse à la fois irritant et fascinant.

Pourtant, même dans le débat franco-français, les fantasmes sur l'Union sont présents, tant dans les groupes europhobes les plus radicaux que dans la bouche de politiciens plus modérés ou d'animateurs d'émissions politiques visant une large audience.

Le discours anti-européen existe autant à droite qu'à gauche. L'extrême gauche est gangrenée par le discours souverainiste. Pour autant, le Brexit montre que ce n'est pas propre à la France et que le même type de rhétorique est à l'œuvre en Grande-Bretagne. En Allemagne aussi, ce discours gagne du terrain. En France, on assiste à la remontée d'un vieux fond nationaliste qui vient de la haute conscience qu'ont les Français de leur Histoire. Donc, les Français aiment bien

l'Europe à condition qu'ils en soient un peu les maîtres ; ils sont beaucoup moins à l'aise avec l'idée d'une Europe fédérale. Emmanuel Macron avait essayé de jouer la carte européenne : son investiture au Louvre au son de l'hymne à la joie m'avait beaucoup frappée. Mais dans les faits, cela ne s'est guère traduit dans les actes.

Un des mantras du discours anti-européen, c'est la méfiance contre l'Europe centrale et orientale, avec une fixation sur Bolkenstein ou sur les travailleurs détachés. Pourquoi les récits du complot choisissent-ils cet angle d'attaque ?

Dans mon livre, j'analyse deux récits complotistes : un récit anti-impérialiste qui dénonce la domination du monde par les pays occidentaux, et un récit civilisationnel, qui se sent dominé par une ou plusieurs minorités et dont l'obsession principale tourne autour de l'Islam. Je ne saurais guère inscrire la phobie qui touche les ressortissants des nouveaux Etats membres dans un de ces deux imaginaires, si ce n'est peut-être à la croisée des deux. Mais pour beaucoup de citoyens, particulièrement en France, l'Europe est un bouc-émissaire facile. D'ailleurs, on ne parle pas d'«Europe», mais de «Bruxelles». Je ne suis pas sûre que ce soit une hostilité contre l'Europe de l'Est de manière spécifique, mais plutôt le fantasme d'une Europe toute puissante qui agirait dans le secret. C'est ce sentiment d'opacité qui fait de l'Union l'objet d'un récit complotiste.

La polémique qui a eu lieu en 2016 autour de la directive sur le secret des affaires le montre : il y a une forte demande de transparence de la part de l'opinion publique et des journalistes. Or, l'Union demeure l'archétype de l'illisibilité du monde politique. Le fait, par ailleurs, que personne ne parle de la directive sur les lanceurs d'alerte, montre qu'on est dans une posture où on loue les lanceurs d'alerte pour le symbole de la lutte anti-système qu'ils représentent, mais que les gens qui en parlent n'en ont cure en réalité. Ainsi, si Edward Snowden est un véritable lanceur d'alerte, Julian Assange fait de la prose complotiste totale.

Il n'en demeure pas moins que moi-même, je vis à Bruxelles, je suis une europhile convaincue, mais j'ai des difficultés à comprendre le fonctionnement de l'Union européenne : son aspect technicisant la rend difficilement abordable. C'est là-dessus que se fonde le discours complotiste, s'appuyant sur des révélations de « vérités cachées » d'intérêts secrets. Cette narration repose souvent sur la surinterprétation de faits réels. Aussi, l'absence de débats sur le rôle des lobbies décrédibilise-t-elle beaucoup l'Europe.

Il faut donc travailler sur deux fonds : à la fois attaquer les mensonges et remédier aux dysfonctionnements réels qui les nourrissent, notamment en rendant l'Europe plus accessible aux citoyens. Nous sommes dans une époque où il est vital éviter le manichéisme. Si on ne quitte pas la polarisation, on entretiendra cette logique mortifère qui mène à des catastrophes politiques et à la montée de l'extrême droite qui a touché la Belgique et qui guette la France. Les partis qui,

comme la France insoumise, draguent l'électorat du Rassemblement National s'effondrent dans les sondages, et la reprise du discours de l'extrême droite ne bénéficie qu'à l'extrême-droite.

Mais l'absence de polarisation n'entretiendrait-elle pas au contraire la confusion, avec un PPE qui manie la chèvre et le chou en rassemblant le CDH (parti centriste de la Belgique francophone) et le Fidesz (parti de Viktor Orbán) ?

C'est là tout le défi : quitter la polarisation, et en même temps, mettre des lignes rouges. Il faut commencer par quitter les lieux d'obsession (d'où le titre de mon livre), qu'ils soient anti-islams, anti-systèmes, etc. Par contre, il faut poser des balises pour la démocratie et contre le racisme. Les agressions islamophobes et antisémites progressent de manière inquiétante, et on ne l'endigera pas sans revenir à certains fondamentaux. Je suis, à ce titre, totalement partisane du cordon sanitaire comme ce qui s'est fait en Flandre autour du Vlaams Belang (formation d'extrême droite flamande).

Il faut donc travailler sur deux fonds : à la fois attaquer les mensonges et remédier aux dysfonctionnements réels qui les nourrissent, notamment en rendant l'Europe plus accessible aux citoyens.

En novembre 2018, j'ai été invitée sur la matinale d'Europe 1 pour un entretien de vingt minutes. L'interview qui suivait la mienne était celle de Marine Le Pen. Cela m'a posé un gros souci de devoir parler de complotisme pour que le micro soit tendu juste après à celle qui est l'incarnation la plus flagrante de ce mal. Je n'ai accepté que parce que j'ai pu exprimer publiquement le problème que me posait ce relativisme journalistique.

Le discours anti-européen de l'extrême droite s'est considérablement modéré pour se recentrer sur les questions migratoires. Pourquoi le discours europhobe ne porte-t-il pas dans l'opinion ?

En raison du Brexit : il faut être spécialement malhonnête pour ne pas voir le fiasco que c'est. Des centaines de milliers d'Anglais sont descendus dans la rue pour protester contre la sortie effective de l'Union. Assumer un discours en faveur de la sortie de l'Union européenne peut donc être politiquement lourd de conséquences et se retourner contre ceux qui le plaident. En revanche, ces dernières années, la xénophobie a gagné beaucoup de terrain. Donc, logiquement, le discours sur l'Europe porte sur une Europe des Nations qui se protégerait contre l'immigration extra-européenne. Des mouvements comme Génération Identitaire remettent à jour cette idée d'une Europe blanche et chrétienne. On est typiquement dans la rhétorique civilisationnelle.

Vous dites, à la fin d'un entretien, que le capitalisme n'est guère susceptible de constituer un horizon pour sortir de la spirale complotiste. Pourquoi ?

Je n'ai aucun problème viscéral avec le capitalisme. Dans mon propos, je visais davantage le consumérisme et le rapport à la consommation qu'il engendre. Ce rapport est conjoint à un déclin des idéologies et des religions, et donc à une perte de sens. C'est d'ailleurs une des critiques qu'on peut faire à l'Europe. On s'est contenté d'en faire une Europe des marchés qui ne donne pas de sens. Même si la construction

européenne s'est centrée d'abord sur une union économique, il y avait des valeurs et une volonté de ne plus se battre. Ne pas suffisamment mettre en avant l'aspect politique de l'Europe en proposant un récit qui donne du sens a dévoyé le projet européen. Du coup, on se retrouve avec un fort euroscepticisme dans l'opinion. Beaucoup de citoyens ressentent un désintérêt vis-à-vis de la construction européenne.

Quel est votre avis quant au débat sur les racines chrétiennes de l'Europe ?

Ce sujet a été, hélas, gangréné par l'extrême-droite et les identitaires. C'est une question sur laquelle il faut débattre avec des philosophes et des historiens, et qui ne doit pas être taboue. Que l'Europe ait un héritage judéo-chrétien, c'est évident. Il faut nous approprier cet héritage sans dédaigner celui que nous a transmis le siècle des Lumières avec, entre autres, le combat contre l'Eglise et la sécularisation. Cette discussion doit donc avoir lieu de manière apaisée et non polarisée, en excluant ceux qui en font un discours civilisationnel et un discours de haine. Les racines judéo-chrétiennes de l'Europe n'excluent pas la place de l'Islam en Europe, qui est une réalité pour nos sociétés depuis au moins quarante ans. L'un et l'autre ne s'opposent pas, il faut les mettre ensemble.

Le fait religieux peut-il redonner du sens ?

J'en suis convaincue. Je suis chrétienne, pour que l'on sache d'où je parle. Il y a une énorme soif de sens dans des mouvements comme celui des gilets jaunes, à l'égard duquel je demeure très critique. Mais cet événement témoigne que les gens crèvent de collectif (les gilets jaunes sont avant tout une occasion de se rassembler) et désirent avoir une perspective commune. La religion avait l'avantage d'offrir les deux. Ce besoin de verticalité et de s'ancrer dans une structure est un phénomène profondément humain.

Comment expliquez-vous la dichotomie entre l'aspiration des gilets jaunes à une moindre personnalisation du pouvoir politique et l'admiration de beaucoup d'entre eux pour des figures très autoritaires comme Vladimir Poutine ?

La fascination pour des figures comme Poutine vient tout d'abord d'une entreprise de propagande du Kremlin qu'il ne faut pas sous-estimer et qui s'est très bien structurée sur le net ces dernières années. Poutine a également beaucoup joué sur les failles de l'Europe et de l'Occident pour se présenter

Ces dernières années, la xénophobie a gagné beaucoup de terrain. Donc, logiquement, le discours sur l'Europe porte sur une Europe des Nations qui se protégerait contre l'immigration extra-européenne.

comme l'alternative à ces failles : il prétend ramener un sens, une structure, qui soit cadrante et rassurante.

L'idéologie fédéraliste, comme projet de société, peut-elle être une solution pour redonner du sens ?

Cette question est compliquée pour une Belge. Je ne suis pas une experte sur ces questions, mais le fédéralisme me semble le moins mauvais des systèmes. S'il est bon de maintenir une grande marge d'autonomie aux pouvoirs fédérés, il est important d'avoir une structure centrale qui rassemble la

collectivité et préserve l'intérêt général. La tendance en Belgique est d'aller vers un fédéralisme qui n'a plus grand-chose de fédéral. L'horizon est davantage de désintégrer que d'intégrer. Le nationalisme flamand a fort accentué cette optique de désintégration progressive. Néanmoins, j'ai beaucoup d'espoir avec la jeune génération : je suis beaucoup le mouvement pour le climat. A l'échelle belge, il est intéressant parce qu'il rassemble des francophones et de néerlandophones et impose un agenda qui dépasse les querelles linguistiques et communautaires. Le récit (puisque je travaille sur des récits) de la nouvelle génération ne rentre pas dans les vieux antagonismes et donne la priorité à l'urgence planétaire. Qui plus est, ce mouvement a pris une dimension européenne en s'étendant à d'autres pays.

Guy Verhofstadt a été un des rares à avoir des propos très clairs sur la Syrie et à avoir dit ce qu'il faudrait pour ce pays, lors des discussions autour d'une intervention possible, à savoir une force militaire européenne coordonnée, sans attendre les Etats-Unis ou la France seule : on en revient à l'Europe des valeurs

En France, la centralisation extrême du pouvoir politique et le clivage centre/périphérie qu'elle provoque contribue aux tensions qui traversent la société française et les gilets jaunes, mouvement complexe, ne sont pas étrangers à cela. D'ailleurs, commenter le mouvement des gilets jaunes a été difficile, parce que, quand on est chercheur, on observe, puis on analyse. Or, dans les médias, on nous demande une analyse à chaud. Il faut tout commenter en direct, et cela pose question en terme éthique. Je n'ai pas voulu mettre la main sur ces gens et utiliser leurs souffrances pour donner mon avis sur les plateaux de télévision. C'est pourquoi, j'ai refusé 90% des entretiens auxquels j'ai été invitée. La relation entre le monde médiatique et les gilets jaunes a été une histoire d'amour/haine où on ne sait plus lequel a fait vivre l'autre. Il faut avoir une lecture globale de ce qui est en train de se passer, c'est-à-dire du défi envers les institutions démocratiques. L'occupation des ronds-points a été quelque chose de symboliquement énorme. Le climat politique est très proche de ce qui a précédé le Brexit et l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche, et on a pris un retard considérable, notamment sur le net face à la prose complotiste.

Est-ce qu'il y a des similitudes, en termes de récit, entre l'avenir de l'Union européenne et celui de la Syrie ?

Oui, complètement ! La Syrie, c'est LE dossier global. Elle condense tout, en terme de récit, l'aspect anti-système, et l'aspect civilisationnel. Bachar El-Assad, c'est LA figure autoritaire qui a exploité les deux récits, se présentant comme le gardien de la civilisation face au terrorisme, et le grand résistant face à l'impérialisme occidental et israélien. Il a joué à fond, par exemple, la carte de protecteur des chrétiens. La Syrie représente la faillite de la politique internationale de l'Europe. Guy Verhofstadt a été un des rares à avoir des propos très clairs sur la Syrie et à avoir dit ce qu'il faudrait pour ce pays, lors des discussions autour d'une intervention possible, à savoir une force militaire européenne coordonnée, sans attendre les Etats-Unis ou la France seule : on en revient à l'Europe des valeurs. J'ai fait beaucoup de lobbying avec le Père Paolo Dall'Oglio en faveur de la Syrie, à la Commission et au Service européen d'action extérieure. Nous avons même

été reçus par Martin Schulz, alors président du Parlement européen. Nous nous sommes heurtés à un mur, à un mépris : on demandait au Père Paolo à qui il fallait donner des armes. Alors que les autorités politiques européennes disposaient des meilleurs experts, on demandait à un curé qui il fallait armer. L'interpellation était très forte. Cela montre à quel point la volonté d'aider les Syriens était faible chez les décideurs politiques.

L'intervention en Lybie a-t-elle joué un rôle dans cette absence de volonté européenne en Syrie ?

Le sentiment que les interventions n'avaient pas marché en Irak et en Lybie ont accentué un désaveu quant aux interventions à l'extérieur. Or, si la guerre de 2003 s'est fondée sur un mensonge, l'intervention de 2011 en Lybie s'est plutôt bien passée. C'est l'après-intervention qui a échoué, en raison du manque de vision quant à l'avenir du pays.

Cette réticence à intervenir est-elle aussi due au fait qu'on connaît peu ces pays ?

Soyons honnêtes ! L'Europe dispose des moyens nécessaires pour s'engager en Syrie. La question demeure celle de la volonté politique. A-t-on toujours envie d'être présents au Moyen-Orient ? Le Moyen-Orient est un miroir de l'Europe ; il nous révèle des vérités sur nous-mêmes. Les deux continents ont des liens historiques et démographiques forts. Il y a beaucoup d'Européens qui s'identifient au Moyen-Orient, en raison de leurs origines par exemple. Il est important que l'Europe assume son rôle dans cette région du monde. Les Européens ont connu plusieurs échecs, et pas uniquement au niveau des interventions. Le conflit israélo-palestinien est un sacré nœud, auquel est venue se greffer la guerre en Syrie. Le Moyen-Orient connaît un fort sentiment d'abandon, en particulier vis-à-vis des Américains. Au moment de son premier mandat, Barack Obama avait prononcé un discours magnifique au Caire (<https://www.youtube.com/watch?v=pidJ3mfDwJc>). Avec le temps, cette allocution s'est révélée terrible, parce que le Président américain d'alors avait fait plusieurs promesses qu'il n'a pas tenues. Or, c'est grâce à ces promesses qu'il a obtenu le prix Nobel de la Paix. Le conflit syrien a fait un demi-million de morts selon les chiffres officiels (qui sont

Le conflit syrien a fait un demi-million de morts selon les chiffres officiels (qui sont vraisemblablement sous-estimés). La défaite de l'Europe est abyssale. Il faudra prendre la mesure de cette débâcle, car cette dernière va nous poursuivre longtemps

vraisemblablement sous-estimés). La défaite de l'Europe est abyssale. Il faudra prendre la mesure de cette débâcle, car cette dernière va nous poursuivre longtemps. L'inaction d'Obama et de Hollande à la suite des attaques chimiques, et malgré les lignes rouges édictées à l'encontre du régime syrien laissera des traces dans l'Histoire. L'image a été d'autant plus catastrophique qu'Obama avait annoncé sa volonté de réagir militairement à ces attaques chimiques avant de se rétracter. Là encore, seul Verhofstadt a eu un discours percutant. Ce qu'il fallait, en l'absence des Américains, c'était que les Européens y aillent, parce que la France toute seule ne pouvait pas faire grand-chose. Une vraie coordination européenne était cruciale, dans la mesure où l'usage des armes chimiques était une ligne rouge. Or, poser des balises en politique

internationale et ne pas les respecter coûte très cher en terme de crédibilité. En l'espèce, c'est le narratif des libertés et la défense de l'idéal européen qui ont été les grands perdants. La faillite syrienne s'ajoute à la faillite israélo-palestinienne et s'inscrit dans un désengagement vis-à-vis du Moyen-Orient.

Il est important d'être mesuré sur la situation entre Israël et la Palestine, notamment quand on lutte à la fois contre l'antisémitisme et l'islamophobie. La position de l'Union, à savoir une solution à deux Etats me paraissait la plus équilibrée possible. Mais on a fait très peu de choses en termes politiques pour atteindre ce but. Certes, il y a eu un réel engagement humanitaire via le financement d'ONG, à tel point que des contenus Twitter sponsorisés de Tsahal (l'armée israélienne) sont arrivés sur mon fil twitter disant que l'Union européenne donnait de l'argent à des ONG qui collaboraient avec les terroristes (une illustration parfaite du discours complotiste de type civilisationnel). Mais en terme de solution politique, les Palestiniens demeurent sans Etat et les Israéliens gardent un sentiment d'insécurité total, entourés de gens qui les haïssent, alors que beaucoup d'entre eux se sont installés en Israël pour des motifs de sécurité. La situation est terriblement anxiogène. Les répercussions de cette situation sont énormes sur les communautés juives et musulmanes du vieux continent. Beaucoup de musulmans européens s'identifient aux Palestiniens, et voient le conflit israélo-palestinien comme la perpétuation des injustices qu'ils ont vécues au cours de la colonisation.

Le danger demeure le repli identitaire. Il faut trouver un équilibre. J'imagine que le fédéralisme, quand il est bien compris, marie l'appartenance à une communauté avec le sens du collectif. Toutefois, je crains toujours que ça finisse avec des entités qui ne se parlent plus.

A ce titre, l'idéal fédéraliste peut-il redonner du sens dans la mesure où il fonde son unité sur les différences et l'identité plurielle, contrairement à l'idéal nationaliste qui vise l'uniformisation des langues et des coutumes de ses citoyens ?

Le danger demeure le repli identitaire. Il faut trouver un équilibre. J'imagine que le fédéralisme, quand il est bien compris, marie l'appartenance à une communauté avec le sens du collectif. Toutefois, je crains toujours que ça finisse avec des entités qui ne se parlent plus. Je pense de nouveau à la Belgique, où le fédéralisme a été un marqueur de séparation. Je suis d'origine wallonne, et depuis quinze ans que je vis à Bruxelles, je n'ai aucun contact avec des Flamands. Quand les Français nous désignent comme « les Belges », on a envie de leur répondre que « les Belges », ça n'existe pas. Si les Bruxellois et les Wallons entretiennent beaucoup de liens, il en va tout autrement entre francophones et néerlandophones. C'est pourquoi, je suis experte en France alors que je n'ai fait presque aucun média flamand.

En tant qu'universitaire, vous arrive-t-il d'être en contact avec des experts du discours complotiste qui travaillent sur d'autres pays européens ?

Non, j'ai peu de contacts avec eux. Je les lis, je lis ce qu'il se passe dans les autres pays européens, et j'ai beaucoup suivi les élections américaines. Toutefois, il n'y a pas de collaboration transeuropéenne.

Peut-on faire un parallèle entre les politiques européennes menées au Moyen-Orient et celles conduites en Europe centrale et Orientale ?

Les Histoires ne sont pas les mêmes. Premièrement, il y a eu le colonialisme. Deuxièmement, la violence au Moyen-Orient a connu un plus haut degré et a duré plus longtemps qu'en Europe centrale et orientale. Enfin, on a su proposer un projet politique aux pays de l'ancien bloc de l'Est. C'est cette dimension politique qui manque au Moyen-Orient. L'Europe et le Moyen-Orient sont très interconnectés et partagent une longue et lourde Histoire. Comme on a en plus une partie de notre population originaire de ces pays, ces questions deviennent de plus en plus sensibles. En tant qu'enseignante, je le vois dans mes classes. Il y a une demande de récit là-dessus. Les jeunes veulent qu'on parle de la colonisation et des conflits actuels qui secouent le Moyen-Orient. C'est aussi la conséquence de la résurgence du récit civilisationnel après le 11 septembre 2001. En effet, à la suite des attentats du World Trade center Georges Bush avait recyclé la vieille recette millénaire de l'opposition civilisation/barbarie de manière extrêmement clivante.

Sommes-nous confrontés au contraste entre un passé où les Européens colonisaient le monde et un présent dans lequel nous sommes bien moins puissants, et où nous devons coopérer avec d'autres acteurs extérieurs ?

Cela joue évidemment, d'autant que les autres acteurs ont gagné beaucoup d'influence. C'est le cas de l'Iran et de la Russie.

L'Iran et la Russie jouent leurs surviens. L'Iran a été en proie à des manifestations importantes en 2009, et le régime syrien est un allié stratégique pour la Russie. Avons-nous tout simplement moins faim que nos adversaires ?

Sans doute ! On a en tout cas l'impression que l'enjeu est moins important. Nous avons une tendance à nous désengager du Moyen-Orient. Mais il va vite falloir se réveiller.

Vous pensez que les Européens seraient davantage disposés à soutenir les manifestants en Algérie ?

Vous avez entendu Emmanuel Macron. Il est ambigu. Il veut souvent jouer sur plusieurs tableaux à la fois. Je vais parler en tant que démocrate basique : on a des millions d'Algériens qui sont sortis dans les rues. Le président algérien de l'époque était en incapacité totale de gouverner et, face à un mouvement populaire massif, la première réaction du pouvoir fut d'annoncer l'annulation des élections. C'est ce qu'on appelle un coup d'Etat.

Au moment de l'interview, le régime algérien venait d'annoncer l'annulation des élections présidentielles prévues pour le 18 avril 2019, et Bouteflika, était toujours chef de l'Etat. Il a démissionné le 2 avril 2019, remplacé par Abdelkader Bensalah. Les élections ont finalement eu lieu le 12 décembre 2019. C'est Abdelmadjid Tebboune, candidat indépendant et cacique du régime, qui en est sorti vainqueur. Le scrutin avait été marqué par une abstention record et a été suivi par des manifestations massives, interrompues en mars 2020, en raison de l'épidémie de Covid-19.

Les Européens et les Français en particulier sont-ils empêtrés dans une vieille habitude de soutenir à fond les dictatures en Afrique et au Moyen-Orient, tant du fait de notre peur du désordre et d'une éventuelle prise de

pouvoir des islamistes, que du fait notre incapacité à imaginer une alternative démocratique ?

Il y a de ça. Je pense surtout qu'il y a un désaveu vis-à-vis de l'élan démocratique : on ne croit plus assez en nos démocraties. Il y a également un culturalisme assez profond dans les esprits selon lequel les Arabes ne seraient pas faits pour la démocratie. J'ai soutenu les printemps arabes, entre autres parce que ceux qui y ont participé nous ont ré-enseigné ce qu'était la démocratie en étant prêts à donner leur vie pour un régime démocratique. Ils nous donnent une sacrée leçon. On devrait la méditer au lieu de la snober au nom de pseudos intérêts géostratégiques.

Pourrait-on dire la même chose du mouvement Maïdan en Ukraine ?

Il y a en effet quelque chose de très similaire entre l'Ukraine et la Syrie avec un discrédit très fort des démocrates, provoqué par des discours de propagande. La Russie met des moyens importants dans la communication pour décrédibiliser les

manifestants de la place Maïdan. Pour moi, l'Ukraine et la Syrie font partie de la même séquence politique.

Je pense surtout qu'il y a un désaveu vis-à-vis de l'élan démocratique : on ne croit plus assez en nos démocraties.

Si vous aviez un conseil à donner aux organisations fédéralistes, que leur diriez-vous ?

Ré-osez affirmer l'idéal démocratique en amont de la question du fédéralisme. Il me semble que l'enjeu le plus brûlant actuellement porte sur ce qu'on est prêt à faire pour défendre la démocratie libérale. C'est un enjeu d'autant plus fort que beaucoup de personnes complotistes prétendent être démocrates tout en dévoyant complètement la notion de démocratie. Les authentiques démocrates doivent réaffirmer leur idéal, leurs exigences, et leurs balises.

La disparition de Michael Holzhauser

Ulrich Bonher

Membre du Comité directeur de l'UEF France - Strasbourg



Michael Holzhauser entre Ulrich Böhner (à sa droite) et Knut Erdmann, lors d'un comité fédéral de la JEF allemande (1970-1972)

Quand on vit dans une région frontalière, et dans un territoire ayant changé plusieurs fois d'appartenance nationale au cours des deux derniers siècles, traversés de guerres fratricides, on est fortement incité à réfléchir sur l'Europe, et sur l'importance de la paix.

C'est le cas de notre ami Michael Holzhauser qui a grandi en Sarre, qui est devenu un vrai fédéraliste européen et qui vient de nous quitter au mois de février dernier, à l'âge de 71 ans.

Ses parents avaient connu la terreur du régime nazi. Sa mère, Lilo, journaliste de son état, avait ensuite rapidement rejoint l'Europa-Union et la Maison de l'Europe d'Otzenhausen, en Sarre. Elle y avait joué un rôle important. Elle avait orienté son fils vers une prise de conscience européenne, en l'inscrivant à l'internat du Lycée français à Sarrebrück. S'il est souvent rebelle contre l'esprit quelque peu autoritaire qui y régnait, il est néanmoins devenu parfaitement bilingue (franco-allemand), avec une grande ouverture d'esprit pour le fédéralisme européen.

Il a ainsi contribué à retrouver une certaine unité dans les mouvements fédéralistes qui s'étaient malheureusement trouvés assez dispersés

Il est aussi devenu objecteur de conscience, engagé dans un travail social dans un quartier difficile de sa ville. Les combats de mai 1968 ont naturellement contribué à former sa conscience politique. On peut ainsi se souvenir du passage de la frontière de la « Brème d'Or », de l'Allemagne vers la France, de Daniel Cohn-Bendit – qui était interdit de séjour en France. Ou encore du lancement de flyers de la tribune du Conseil de l'Europe à Strasbourg pour exiger l'ouverture des frontières.

Nous nous sommes connus lors de nos études, au sein des JEF (Jeunesses fédéralistes européennes) et l'UEFS (association des étudiants fédéralistes) pour lutter ensemble contre la stupidité des frontières nationales, et pour la construction d'une Europe fédérale.

Au cours des années 60, ces mouvements ont pu bénéficier d'un double coup de pouce. D'abord, la mise en place de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) par le Traité de l'Élysée en 1963 a permis non seulement l'organisation de nombreux séminaires franco-allemands, mais aussi d'y inclure des jeunes d'autres pays européens. Ensuite, la nouvelle « Ostpolitik » imaginée par Willy Brandt, nous a permis d'étendre progressivement ces rencontres à des jeunes de l'Europe centrale.

Rapidement, Michael a joué un rôle important dans les mouvements de jeunes fédéralistes, non seulement en

Ou encore du lancement de flyers de la tribune du Conseil de l'Europe à Strasbourg pour exiger l'ouverture des frontières.

Allemagne, mais au-delà, en France, en Italie, en Pologne, notamment avec des amis comme Peter Osten, Jean-François Billion, Jean-Luc Prevel ou Pierre Kretz.

Il a ainsi contribué à retrouver une certaine unité dans les mouvements fédéralistes qui s'étaient malheureusement trouvés assez dispersés. C'était notamment le cas au congrès de la JEF Europe à Luxembourg en novembre 1972 – qui a jeté les bases pour une nouvelle unité du mouvement.

La carrière de Michael s'est ensuite tournée vers des programmes pour les jeunes africains, à Sarrebrück et en Afrique, notamment au Burkina-Faso. Vers la fin de sa vie professionnelle, il s'est orienté vers le conseil aux entreprises et le coaching, souvent dans le contexte franco-allemand.

Il est toujours resté fidèle aux idées du fédéralisme. Son esprit critique et son engagement se sont poursuivis notamment dans la promotion de la coopération dans l'espace frontalier franco-allemand du Rhin Supérieur.

Il nous manquera.

Hommage à Yves Lagier

Ancien président de l'UEF-France

Alain Réguillon

Ancien président de l'UEF France, membre du Bureau de Presse fédéraliste – Directeur de la revue *Carnet d'Europe* - Lyon



Yves Lagier

Il est toujours difficile de trouver les mots justes pour dire sa peine lorsqu'un ami, un compagnon de route disparaît.

Il est encore plus difficile de s'adresser aux siens pour leur exprimer la compassion et leur dire la tristesse que l'on ressent, la peine que l'on veut partager avec eux.

Il y a beaucoup à dire sur Yves, tant l'homme a œuvré, de par ses engagements divers, au service des autres, mais aussi pour défendre des idées.

Son engagement fédéraliste était un idéal qu'il partageait avec beaucoup –jamais assez à son gré– tant en France qu'en Europe, particulièrement avec ses amis italiens de Pavie.

Défendre le fédéralisme dans un pays aussi centralisé que la France n'était pas le chemin le plus simple qu'il ait emprunté. Il ne s'en est, cependant, jamais écarté !

J'ai connu Yves en 1996 à Pontarlier, il venait de quitter sa fonction de maire. Il avait organisé une réunion avec de nombreux élus du Doubs et des responsables de comités de jumelages pour évoquer une nouvelle loi sur la gestion de fait. Pour favoriser aussi une meilleure mutualisation des actions européennes à conduire sur les territoires.

En message de clôture de cette journée il exprima sa conviction que l'Europe ne se renforcerait qu'à travers l'émergence d'une Fédération. C'était la première fois que j'entendais un élu défendre avec conviction une telle perspective.

Bien que sensibilisé déjà à l'idée fédéraliste, je n'avais pas encore rejoint l'UEF. C'est ce discours qui me poussa à le faire. A plusieurs reprises, lors de sa présidence de l'Union européenne des Fédéralistes-France, il se déplaça à Lyon pour animer des réunions de sensibilisation, participer à des colloques, tenir quelques réunions statutaires de notre mouvement.

Au fil des ans, sa conviction ne s'est pas émoussée. Il tenait le cap et priorisait l'avènement d'une fédération européenne avant tout autre dimension, notamment mondiale.

Nos routes se croisèrent fréquemment et nos échanges furent toujours des moments d'encouragement à ne jamais baisser les bras, à ne jamais mettre son drapeau dans sa poche.

Lorsque secrétaire général de l'UEF-France, je demandais à ce que des réunions de comités directeurs se tiennent de manière décentralisée, il fut l'un des premiers à organiser une telle réunion à Besançon. Il ne choisit pas alors une salle anonyme. C'est chez lui, avec Jeannie, qu'il reçut la quinzaine d'amis fédéralistes venus débattre des actions que nous avions à conduire.

Lorsqu'il recevait une note, un article, une revue sur l'actualité européenne il savait réagir, contester la rédaction, l'encourager aussi, bref, il ne restait pas sans donner son avis, avis d'ailleurs toujours judicieux.

Je n'oublie pas que c'est sous sa présidence qu'un protocole de coopération était signé avec les Jeunes européens France. Ce fut l'amorce d'une coopération pas toujours facile, mais indispensable à assurer la continuité des idées fédéralistes. Former de nouvelles générations pour un jour passer le flambeau, tel était son but...il a vu juste avant beaucoup d'autres.

En cette année 2020 qui verra la commémoration du 70^e anniversaire de la Déclaration Schuman du 9 mai 1950, il aurait sans conteste rappelé que celle-ci proposait la création d'une Fédération européenne. Il aurait probablement souligné que les réalisations de fait que Jean Monnet tenaient pour socle de cet avènement n'avaient pas suffi à doter l'Union européenne d'une autorité politique fédérale.

Lorsqu'il recevait une note, un article, une revue sur l'actualité européenne il savait réagir, contester la rédaction, l'encourager aussi, bref, il ne restait pas sans donner son avis, avis d'ailleurs toujours judicieux.

Alors cher Yves, nous le soulignerons à ta place. Nous ferons le lien avec cette promesse d'une Union plus humaine, plus équitable, plus sociale, car cette dimension te tenait à cœur. Nous profiterons de cette commémoration pour rappeler la promesse de cette Déclaration et l'espérance d'une Europe fédérale, puissance pacifique au service de la paix et de la prospérité du monde.

Repose en paix, tes idées perdureront et les tiens peuvent être fiers de tes engagements.

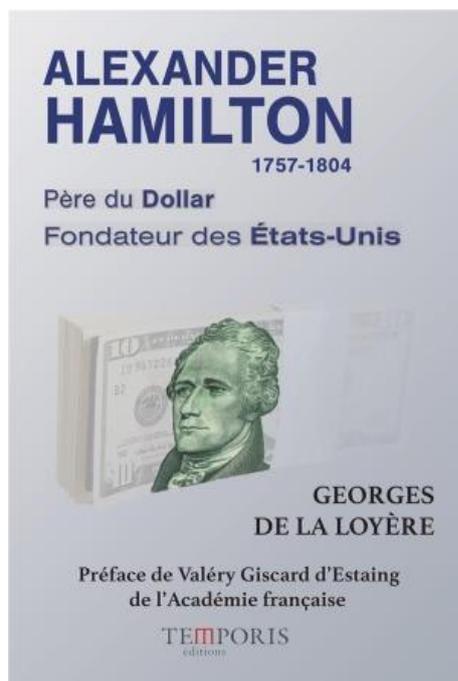
A Jeannie ton épouse, militante à tes côtés, à tes enfants, à tous les tiens, j'exprime au nom de tous les fédéralistes européens notre amitié en leur adressant nos condoléances sincères et affectueuses.

Fédéralisme contre fédéralisme (Sur une préface de Valéry Giscard d'Estaing)

Georges de La Loyère, *Alexander Hamilton 1757-1804. Père du dollar, Fondateur des États-Unis* (Editions Temporis, Paris 2019, 23,50 €)

Maurice Braud

Conseiller en relations européennes et internationales - Paris



On se souvient sans doute de l'ouvrage de Michel Albert qui, après la chute du communisme dans les pays d'Europe centrale et orientale et jusque dans ce qui était encore l'Union soviétique, opposait deux modèles d'économie capitaliste dominants dans le monde pour les années suivantes, le modèle rhénan – qui avait sa préférence – et le modèle néo-américain ou anglo-saxon.

Alors que l'on commémore le 30^{ème} anniversaire de la chute du mur de Berlin, j'avais ces jours derniers tout cela en tête lorsque je me suis plongé dans la dernière livraison de la revue *Commentaire*. Elle publie la préface qu'a donnée l'ancien président de la République française Valéry Giscard d'Estaing pour un ouvrage récent de Georges de La Loyère, *Alexander Hamilton 1757-1804. Père du dollar, Fondateur des États-Unis*, où l'ancien président compare deux expériences historiques de caractère fédéral.

Aux États-Unis, les biographies d'Alexander Hamilton et les éditions des *Federalist Papers* ne se comptent plus. Plus récemment, depuis 2015, au même titre que le Roi Lion ou Mamma Mia, le spectacle musical Hamilton est un énorme succès à Broadway, joué sans interruption et connu dans le monde entier. Et en France ? Rien !

Mon vieil ami Bernard Voyenne, dans son travail déjà ancien sur l'histoire de l'idée fédéraliste, a bien décrit l'ivresse jacobine qui conduisit à l'anéantissement par la Terreur de la première Révolution française, de nature fédérative, puis à son éradication

définitive avec Bonaparte. De là sans doute le fait qu'à de rares exceptions et pour de courts moments le fédéralisme, comme corpus théorique et comme principe d'organisation des sociétés humaines, n'ait jamais été véritablement intégré dans la culture politique française. Le mouvement ouvrier et socialiste lui-même, dont une partie des organisations – tant syndicales (toutes les grandes confédérations syndicales) que politiques (le Parti socialiste étant encore il y a peu une fédération nationale de fédérations départementales) – sont construites sur des principes fédéralistes, a occulté de son histoire et de ses réflexions ces éléments originels, via la racine proudhonienne. Aussi faut-il saluer le travail très utile de Georges de La Loyère qui s'est proposé de présenter à un public français les diverses facettes et l'apport théorique et politique d'Alexander Hamilton, nous aurons l'occasion d'y revenir.

Mais il me semble intéressant aujourd'hui de revenir au texte même de la préface de Valéry Giscard d'Estaing, dans la comparaison qu'il tente – alors qu'il est au soir de sa vie et que la réconciliation franco-allemande (VGE est né à Coblenz, en Allemagne) et la construction européenne furent toujours au cœur de son action publique, de celle de son frère Olivier et, avant eux, de leur père Edmond.

Sans réserve, Valéry Giscard d'Estaing exprime son admiration pour le modèle fédéral américain et ses fondateurs qui, autour de George Washington, organisèrent institutionnellement les Treize Colonies devenues indépendantes autour d'une constitution âprement défendue, illustrée et promue avec talent par ces auteurs dissimulés sous le pseudonyme de Publius, dont le premier d'entre eux était Alexander Hamilton.

Dans le parcours personnel d'Alexander Hamilton, on comprend que Valéry Giscard d'Estaing voit comme un parallélisme avec le sien propre, alors jeune argentier dans le sillage du Général de Gaulle. Comme il l'indique pour Hamilton, « son histoire a un goût d'inachevé si on raisonne en termes de succès électoraux, mais elle traduit la cohérence d'une volonté et d'une action dont les effets demeurent » ...

Il développe ainsi ce qui lui semble être l'actualité de la réflexion et de la pensée d'Hamilton dans le domaine économique et monétaire, particulièrement avec la création du dollar US et la mise en place d'une fiscalité uniforme sur le territoire de la jeune fédération.

Là encore, le parallélisme des parcours saute aux yeux avec celui qui se considère – non sans raison – comme l'un des pères de la monnaie unique européenne, ECU devenu EURO.

Aux États-Unis, les biographies d'Alexander Hamilton et les éditions des *Federalist Papers* ne se comptent plus. Plus récemment, depuis 2015, au même titre que le Roi Lion ou Mamma Mia, le spectacle musical Hamilton est un énorme succès à Broadway, joué sans interruption et connu dans le monde entier.

Toute cette réflexion personnelle, pour ne pas dire intime, rend encore plus amer le constat sur l'état de l'Union européenne, décrite par VGE lui-même comme « au bas du cycle ». Il regrette qu'aucun « leader » politique ne puisse ou ne veuille rouvrir avec énergie et quelque chance de succès le débat sur l'avenir de l'Union.

Comme quelques-uns d'entre nous et dont je suis, il considère qu'il y a des convergences possibles entre États membres, et

particulièrement entre France et Allemagne, notamment pense-t-il dans les domaines de la sécurité et de la défense d'une part, de la fiscalité d'autre part.

Mais, attaché à la recherche de femmes ou d'hommes providentiels, il s'interroge pour savoir comment trouver « un Washington assisté d'un Hamilton pour donner un nouveau départ à Europa ».

Je ne partage pas ce dernier point. Nous ne manquons pas d'hommes et de femmes de talent en Europe, mais la question me semble plutôt de savoir quelles sont les forces sociales et politiques susceptibles d'élaborer et de préparer ces étapes nécessaires, de les faire vivre dans le débat public et, le temps venu, de les soutenir et de les porter dans une/des campagnes européennes de mobilisation avec la/le leader qui alors ne manquera pas de s'affirmer ?

Il est intéressant ici de mesurer combien Valéry Giscard d'Estaing s'est lui-même, pendant ses années d'activités au sommet des affaires françaises et européennes, finalement peu intéressé à celles et ceux qui s'inspiraient alors largement

Aussi faut-il saluer le travail très utile de Georges de La Loyère qui s'est proposé de présenter à un public français les diverses facettes et l'apport théorique et politique d'Alexander Hamilton

d'Alexander Hamilton - y compris dans leur pratique – pour faire émerger une conscience et une action européennes contemporaines, en constituant et en créant événements, actions et mouvements militants ou d'opinion. Il ne cite aucun d'eux.

J'ai eu l'occasion, il y a quelques mois, d'évoquer sur ce blog le théoricien original et l'homme d'action qu'était Mario Albertini. Mais – à défaut - comment ne pas mentionner une seule fois Altiero Spinelli qui, en « hamiltonien » conséquent, a toujours promu un projet constitutionnel fédéraliste et transeuropéen, dès les années 40, et dans toutes les fonctions qu'il a exercées, y compris comme Commissaire européen puis, au Parlement européen, à la tête d'une commission constitutionnelle dont il avait obtenu la création ? Est-ce un hasard si aujourd'hui à Bruxelles l'un des bâtiments les plus emblématique du Parlement européen porte son nom ?

Cette difficulté à prendre en compte et à s'allier à d'autres acteurs, individuels ou collectifs, qui lui étaient pourtant contemporains, demeure une des grandes limites de Valéry Giscard d'Estaing, et explique sans doute partiellement l'échec de ses entreprises, tant au cours de son septennat que plus tard à la tête de la Convention pour l'Europe qui aboutit au projet de Traité constitutionnel.

Le texte paru dans la revue *Commentaire* est la préface d'un ouvrage consacré à Hamilton, qui en France – je le redis !- gagnerait à être plus étudié et discuté comme un auteur et praticien majeur. Valéry Giscard d'Estaing dans sa préface s'y intéresse surtout parce que cela lui permet de mettre en évidence l'immobilisme présent de l'approfondissement de l'Union européenne et, accessoirement, de sculpter sa propre statue pour l'avenir. Il s'inscrit cependant de façon classique dans une tradition politique et économique libérale. Pour ma part, je me dois de souligner combien, pour être complet et sans amoindrir l'apport théorique et pratique d'Alexander Hamilton et des autres fédéralistes américains de la fin du XVIII^e siècle, le fédéralisme ne peut se réduire à la seule organisation des Etats nationaux ou supranationaux, c'est un corpus théorique beaucoup plus vaste, qui embrasse tous les aspects de la vie humaine et sociale. Très justement, Bernard Voyenne avait consacré le deuxième tome de son Histoire de l'idée fédéraliste à Pierre Joseph Proudhon et le 3^e à ce qu'il appelait joliment « Les lignées proudhoniennes ».

Le corpus théorique fédéraliste permet aujourd'hui de penser l'ensemble des relations humaines et sociales, de l'échelon local à l'organisation internationale pour construire enfin le projet de paix perpétuelle identifié par Emmanuel Kant mais inlassablement poursuivi depuis par les fédéralistes. Mais il permet aussi de penser, dans une filiation

toute proudhoniennes les relations économiques, sociales et du travail. Autour d'Alexandre Lipiansky dit Alexandre Marc et du CIFE qu'il avait créé, les tenants du « fédéralisme intégral » ou « global » se sont efforcés d'élaborer des propositions concrètes de « minimum social garanti » ouvert à tous (je pense à Marc Heim notamment) dans une perspective spirituelle relevant du personnalisme.

Alors que changement climatique, migration et urgence environnementale deviennent des thématiques qui hantent désormais nos actualités et partant, tous nos contemporains, un fédéraliste comme Denis de Rougemont s'est efforcé de penser un fédéralisme écologiste dès les années 70 (en particulier avec *L'avenir est notre affaire*, Editions Stock, Paris 1977).

Valéry Giscard d'Estaing et la revue *Commentaire* ont raison de tenter de sortir de la pénombre les acteurs et théoriciens américains du fédéralisme (qui sont pourtant bien Fils des Lumières !), mais le corpus théorique fédéraliste est infiniment plus riche et varié, et il est sans doute le seul aujourd'hui à pouvoir répondre de façon globale aux questions et problèmes apparemment insolubles auxquels doit désormais faire face l'humanité toute entière. Il n'est que temps !

« Artisans de l'Europe – 30 témoignages pour 70 ans d'Europe »

« Artisans de l'Europe, 30 témoignages pour 70 ans d'histoire 1949 - 2019 » ; Editions Conseil de l'Europe, La Nuée Bleue, ISBN 978-2-7165-0880-3

English edition : « A Human Enterprise. 30 stories for 70 years of History », Editions du Conseil de l'Europe, ISBN 978-92-871-8973-8 ; Prix : 20 €

Ulrich Bohner

Membre du Comité directeur de l'UEF France

En cette année 2019, le Conseil de l'Europe, l'institution politique la plus ancienne de notre continent, a eu 70 ans, le 5 mai. Des commémorations ont eu lieu début octobre à Strasbourg, en présence du président Macron et de la nouvelle Secrétaire Générale de l'Organisation, Marija PEJCINOVIC BURIC, Ancienne Ministre des Affaires Etrangères de la Croatie. L'organisation compte en effet aujourd'hui 47 Etats membres, des Açores au Pacifique, et du Cercle Polaire au Caucase et à la Méditerranée.

L'intérêt du livre réside dans le fait qu'il ne s'agit pas d'un recueil juridique ou publicitaire sur les réalisations de l'organisation, mais de petits récits écrits par ceux qui ont fait, à l'intérieur ou de l'extérieur, la vie pratique de cette institution, sans fard et sans prétentions. Le livre est donc agréable à lire, par petites histoires qui contribuent à l'Histoire.

Pour ce qui est des auteurs, il s'agit d'acteurs (« d'artisans ») de cette Europe qui livrent leurs convictions, et qui communiquent leur attachement aux valeurs, à l'humain, à l'humanisme, aux droits de l'Homme, à la démocratie et à la paix.

D'abord, il s'agit [le Conseil de l'Europe] de l'émanation directe et immédiate des luttes fédéralistes symbolisées notamment par le Congrès européen de La Haye en 1948.

Au-delà du plaisir de lire et de l'intérêt historique, du point de vue fédéraliste, on peut se demander pourquoi s'intéresser aujourd'hui à cette institution, marginalisée par la construction de l'Union européenne. D'abord, il s'agit de l'émanation directe et immédiate des luttes fédéralistes symbolisées notamment par le Congrès européen de La Haye en 1948. Il s'agit aussi de la première organisation internationale qui, au-delà de son aspect intergouvernemental, s'est doté d'emblée d'une représentation parlementaire, l'Assemblée parlementaire, et, un peu plus tard, d'une représentation des régions et municipalités, le « Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux ». A travers l'adoption de la Convention européenne des Droits de l'Homme, dès 1950, elle s'est dotée d'un organe que l'on peut qualifier de « fédéral », puisque la Cour Européenne des Droits de l'Homme condamne régulièrement les Etats membres, y compris la Russie et la Turquie, comme la France d'ailleurs. Les bouleversements qu'a connus l'Europe suite à la chute du Mur de Berlin et l'effondrement de l'Union Soviétique ont permis au Conseil de l'Europe de trouver un nouveau souffle, au cours des années 1990.

En plus des aspects institutionnels, il faut relever aussi que c'est ce Conseil de l'Europe qui s'est investi le premier, dès 1955, dans la création des symboles, le drapeau européen et l'Hymne

européen qui connaissent aujourd'hui un succès grandissant dans toute l'Europe, au-delà de l'Union, y compris auprès des mouvements citoyens qui s'engagent pour la démocratie, l'Etat de droit, les droits de l'Homme, la justice sociale et la paix.

Un livre pour tous, à lire avec plaisir.

Vivre sans ? Institutions, police, travail, argent...

Vivre sans ? Institutions, police, travail, argent... Frédéric

Lordon – Conversation avec Félix Boggio Ewanjé-Epée, La Fabrique, 2019, 304 p., 14 €.

Michel Herland

Professeur honoraire Université des Antilles et de la Guyane

« Vivre sans ? » : le sous-titre indique déjà la réponse. Alors fallait-il consacrer 300 pages pour démontrer l'impossibilité de toute utopie radicale ? La réponse est oui car ce livre est l'œuvre d'un intellectuel « radical-réaliste ». Un oxymore à première vue, pourtant qui n'espérerait avec l'auteur qu'il demeure possible de « changer la vie » sans tomber dans l'utopie irréalisable ? S'il s'adresse à première vue à ses camarades gauchistes, sa leçon de politique vaut pour toute la gauche. Le livre s'ouvre sur un travail de philosophie politique critique... des philosophes critiques (Badiou, Rancière, Agamben), soit la déconstruction des théories révolutionnaires qui ont le plus influencé des auteurs comme Julien Coupat ou ceux du Comité invisible. Comme dans ses ouvrages précédents (à commencer par *Capitalisme, désir et servitude* – Marx et Spinoza, 2010), Lordon appuie sa critique sur la métaphysique spinoziste, une béquille qui ne vaut que ce que vaut toute métaphysique. Il n'en demeure pas moins que la critique porte.

L'auteur entre ensuite dans des considérations plus concrètes, sans tout à fait quitter l'univers des concepts : « horizontalité » (des relations dépourvues de toute autorité) contre « verticalité », « intransitivité » (définie dans le 1er chapitre : « un régime qui désarme radicalement le schème téléologique de l'action », p. 84), « imperium » (la force du collectif, quel qu'il soit), « citoyennisme » (délibération horizontale – ex : les référendums « citoyens »), etc. Son cas emblématique est celui de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (avant sa remise au pas). Lordon n'a pas de mal à montrer que les zadistes ne sont pas des individus « désidentifiés » s'ébrouant dans l'intransitivité. Ils sont au contraire caractérisés par une forte « homogénéité passionnelle, désirante » (p. 156) sans quoi ils ne tiendraient pas ensemble. Ils sont déjà trop nombreux, néanmoins, pour empêcher l'apparition de certains clivages (comme entre éleveurs et antispécistes). De même les rêves anarchistes des zadistes sont-ils contredits par les faits : s'il n'existe pas une police au sens strict, la ZAD demeure policée, comme toute collectivité, par son « imperium », en l'occurrence un ensemble de règles explicites ou non imposées par le groupe. Enfin, et ces dernières remarques sont les plus dévastatrices : d'une part, aucune ZAD n'existerait sans un environnement capitaliste qui lui fournit les outils, etc. indispensables (pas d'autonomie sans la capacité de produire ses propres moyens de production) ; d'autre part, la vie dans la ZAD impose un certain ascétisme. La démonstration est donc faite

que le modèle-ZAD, quels que soient ses mérites, n'est ni soutenable ni généralisable. Quant au cas du Chiapas et du Rovaja, autres exemples « positifs » envisagés dans le livre, ils ne sont soutenables qu'aussi longtemps que leur environnement les tolère et seraient bien incapables d'offrir à leurs membres un niveau de vie acceptable par la majorité de la population des pays riches.

Lordon aborde également des exemples négatifs. Sans s'attarder ici sur les conséquences catastrophiques de la Révolution culturelle chinoise au plan humain (l'épuration sauvage, la famine), on retiendra surtout la contradiction qui la caractérise. Alors que l'objectif de Mao était de sauver le communisme en libérant les masses de la dictature du parti (objectif d'horizontalité), l'énorme énergie qui s'est déployée à ce moment-là n'a été rendue possible que par les encouragements et la caution de Mao, « verticalité suprême » (p. 206). Autre échec, celui de Syriza que Lordon extrapole à ce qu'aurait pu réaliser un gouvernement France Insoumise si Mélenchon avait gagné les présidentielles. Il n'a pas de mal à montrer que les déterminismes économiques (la crise de confiance qui pèse

Derrière la satire des institutions européennes, perce en effet le regret que les nationalismes soient plus forts que l'idéal « post-national »

immédiatement sur les taux d'intérêt et la dette) et la force des institutions au sens large (médias, haute administration) sont tels que les gouvernements élus pour réaliser de grandes réformes sont obligés de rentrer dans le rang. Pour passer outre, il faut décréter immédiatement la nationalisation immédiate des banques et des médias ainsi que le contrôle des changes, ce qui revient à instaurer la dictature du prolétariat ou, si l'on préfère, de la majorité postulée victime du néo-libéralisme. Lordon ne manifeste pas d'états d'âme à cet égard (« la dictature du prolétariat, ou dictature de la majorité, n'est rien d'autre que la démocratie ramenée à son concept », p. 181). Il considère en effet que la « dérive psychique du capital » (p. 185), la

chosification des « ressources humaines », le mépris des dominants envers les masses, leur impunité, leur absence totale de sentiment de culpabilité, bref leur « sociopathie » enterrent désormais tout espoir d'une évolution pacifique sur le mode social-démocratique. Sa seule inquiétude concerne le soutien populaire du gouvernement révolutionnaire : « sans grève générale, rien » (p. 187). Il faut en effet un « nombre écrasant pour que la 'dictature du prolétariat' ne dégénère pas en guerre civile, donc en dictature tout court » (p. 188).

Mobiliser le plus grand nombre : la difficulté de tout programme révolutionnaire, déjà bien analysée dans Capitalisme, désir et servitude, est bien là, en effet. Malgré l'accent mis sur la révolte des gilets jaunes, l'auteur ne semble guère croire que la révolution espérée soit pour demain. Et s'il a disqualifié le modèle des ZAD comme non généralisable, la nouvelle organisation « macroscopique » présentée par Bernard Friot (Émanciper le travail, 2014), reprise dans le livre, semble encore moins réaliste et ce justement parce qu'elle est censée s'appliquer à l'ensemble de la société. Quoi qu'en dise Lordon, on ne voit pas quel rapport de forces pourrait imposer une socialisation totale du produit et une répartition des revenus individuels selon « quatre niveaux de salaire inconditionnel à vie, dans un rapport d'un à quatre entre le minimum et le maximum » (p. 231).

Lordon apprécie particulièrement dans ce système qu'il rompe la sujétion inhérente au lien salarial. Puisque le « salaire » de Friot est inconditionnel, il correspond en réalité à un revenu garanti. Néanmoins, le fait qu'il soit la seule source de revenu possible impose le passage au communisme dont on a noté combien son avènement paraissait peu plausible. Il est dommage que Lordon ne connaisse pas le fédéralisme intégral (voir Fédéchoses n° 182 et 183) car s'il s'agit d'abolir l'assujettissement du prolétaire, le fédéralisme intégral y parvient grâce à l'instauration d'un revenu minimum garanti (RMG), dûment financé, d'un niveau suffisant pour vivre, sans supprimer pour autant le capitalisme et le salariat librement consenti pour tous ceux qui ne se satisfont pas du RMG.

« La Capitale » de Robert Menasse : le roman de l'UE

Robert Menasse, Lagrasse, *La Capitale*, traduit de l'allemand (Autriche) par Olivier Manonni, Verdier, 2019, p. 441, 24 €

Michel Herland

Robert Menasse est un écrivain autrichien, auteur en particulier d'*Un messenger pour l'Europe – Plaidoyer contre les nationalismes* (trad. Buchet/Chastel, 2015). *La Capitale* (le cinquième de ses romans traduits chez Verdier) s'inscrit dans la ligne de cet essai. Derrière la satire des institutions européennes, perce en effet le regret que les nationalismes soient plus forts que l'idéal « post-national » – nous dirions fédéraliste – défendu dans le roman par le professeur viennois Alois Erhart, disciple d'un économiste, Armand Moens, dont le modèle pourrait être le Français Maurice Allais, prix Nobel d'économie, européen militant, lequel préconisait – comme le Moens du roman – la création d'un district fédéral où la capitale de l'Europe serait construite ex nihilo en lieu et place de Bruxelles.

La Capitale entremêle plusieurs fils. Cela commence par un meurtre dans un hôtel bruxellois et les divagations d'un cochon échappé d'on ne sait où. L'auteur nous transporte ensuite au sein de la Commission européenne où se prépare le Big Jubilee Project, lancé par la DG Comm, qui vise à redorer le blason de la Commission à l'occasion de son cinquantième. Martin Susman, un chef de service de la DG-Education et culture qui s'est saisie du projet proposera de faire témoigner les derniers survivants d'Auschwitz ; le but visé étant de rappeler que la première raison d'être de la construction européenne fut d'empêcher que se reproduisent les horreurs des camps. Auschwitz est précisément l'endroit choisi par Moens pour construire sa nouvelle capitale...

Mais l'on n'en a pas fini avec les cochons. Il y a ceux, en porcelaine, qui encadrent les quelques livres emportés par le professeur retraité David De Vriend dans la chambre de l'EHPAD où il finira ses jours. Et ceux bien réels du frère aîné de Martin Susman, Florian, qui a repris l'élevage de porcs familial, l'a fait prospérer, a fini par être élu président de l'EPP, l'Union des producteurs de porcs européens. D'où sa présence à Bruxelles pour tenter de convaincre les autorités européennes de négocier les exportations de porcs en Asie à la place des Etats nationaux qui se font concurrence au seul bénéfice des Chinois. Mais rien n'est simple dans l'UE et si l'Anglais George Morland de la DG Agri pousse le projet, il est freiné par Kai-Uwe Frigge de la DG Trade. Quant au cochon en liberté, il court toujours, provoquant un énorme événement médiatique...

Que deviendra ce cochon ? L'accord EU-Chine sera-t-il signé ? Le Big Jubilee Project verra-t-il le jour ? L'assassin de l'hôtel sera-t-il identifié, appréhendé ? Le professeur Erhart saura-t-il persuader les participants du *Reflexion Group* « *New Pact for Europe* » de se rallier à ses idées novatrices ? Autant de questions, parmi d'autres, qui contraignent les lecteurs à aller jusqu'au bout de *La Capitale*, un roman qui nous introduit dans les arcanes de la Commission européenne sans jamais cesser de nous distraire.

Les langues-culture, vecteur de démocratie et de développement

Boudet Martine (coord.), 2019, *Les langues-cultures*, Documents - éditions du Croquant, p. 278, 20 €

Éditions du Croquant

L'actualité le montre : les recompositions géopolitiques à la faveur de la mondialisation et de la médiatisation des échanges, mais aussi de la crise du système néolibéral, suscitent un regain des aspirations identitaires. Si, en négatif, celles-ci se traduisent par des nationalismes xénophobes voire guerriers, les formes démocratiques et progressistes, notamment sur le terrain régional, sont, elles aussi, bien réelles.

Le panorama est ainsi éclairé par des fulgurances, marquées par une logique d'ensemble, à en juger par l'actualité écossaise, catalane, corse, camerounaise anglophone, néo-calédonienne, kurde... Des aspirations linguistico-culturelles et territoriales, enfouies jusqu'ici sous la gestion d'appareils d'État et de marchés, renaissent au grand jour. Les citoyen·ne·s sont incité·e·s à se réenraciner dans une culture plus profonde, dont les fondamentaux sont d'ordre anthropologique.

Leurs « armes cordiales » sont les sciences humaines et sociales, la littérature et les arts, l'éducation scolaire et populaire, les médias, le tourisme... L'objectif est une démocratisation culturelle et un développement durable, cosmopolite certes, mais aussi auto-centré dans le cas des cultures dominées.

L'avenir dira qui, des forces de régression nationalistes et xénophobes ou des forces de paix et d'inclusion, l'emportera. Dans ce livre, les auteur·e·s font le pari d'une évolution plus harmonieuse et apportent leur expertise et leurs expériences à cet égard. En cette année déclarée « année des langues autochtones » par l'Unesco, voilà un enjeu altermondialiste majeur.

Les auteur·e·s sont universitaires, spécialistes des langues ou des cultures, pédagogues praticiens, français ou d'autres origines et nationalités : arménienne, belge, brésilienne, italienne, ivoirienne, marocaine, suisse, togolaise, yéménite.

Giovanni Agresti, Fares Al Ameri, Saïd Benjelloun, Philippe Blanchet, Martine Boudet, Claude Calame, Joëlle Cordesse, Gilbert Dalgalian, Gaid Evenou, Camille Gourdeau, Sílvia Maria Manfredi, Kako Nubukpo, Pierre Jérémie Piolat, Giovanni Poggeschi, Caroline Roussey, Claude Sicre, Christian Tremblay, Jean-Philippe Zouogbo. Avec la participation de la Délégation de la langue française et des langues de France/DGLFLF (ministère de la Culture) et du Carrefour Culturel Arnaud Bernard de Toulouse.

Nouvelles de Presse Fédéraliste

Retrouvez également la **Lettre d'actualité européenne** publiée dans la collection Carnet d'Europe.



S'abonner à **FÉDÉCHOSES - Pour le fédéralisme**

Nom

Prénom

Adresse

Mail

Normal € 30 - Militant € 60 - le numéro € 5

Abonnement couplé avec la revue Carnet d'Europe – Lettre d'actualité européenne : le devoir d'informer : € 40

Chèque ou virement à l'ordre de PRESSE FÉDÉRALISTE

Maison des Européens - 7 rue Amédée-Bonnet - 69006 - Lyon - France C.C.P. 2490 82 P LYON

FÉDÉCHOSES - Pour le fédéralisme

Directeur de la publication : Jean-François Richard

Rédacteur en chef : Jean-François Billion

Comité de rédaction : Bernard Barthalay - Florent Banfi - Ronan Blaise - Ulrich Bohner - Bruno Boissière - Maurice Braud - Fabien Cazenave - Didier Colmont - Domenec Devesa - Chloé Fabre - Sandra Fernandes - Ivana Graziani - Michel Herland - Valéry-Xavier Lentz - Marion Larché - Lucio Levi - Alexandre Marin - Catherine Montfort - David Soldini

Édition et mise en page : Chloé Fabre

Attachée de presse : Sandra Fernandes

Responsable site www.pressefederaliste.eu : Valéry-Xavier Lentz

Impression Messidor P'Interface – 69120 Vaulx-en-Velin